

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FERRARI
JOHN ELKANN : « LES 24 HEURES
DU MANS RESTENT LE MYTHE
ABSOLU » **PAGE 12**

MÉTÉO
LE « PRINTEMPS POURRI »
PÈSE SUR
L'AGRICULTURE **PAGE 10**



La gauche unie derrière un projet d'extrême gauche

De l'économie à l'immigration, le « programme commun » de ce cartel électoral reprend tous les items défendus par les franges les plus radicales des partis du Nouveau Front populaire. **PAGES 2 À 7, 16, 17, 20, 21, 25, 26 ET L'ÉDITORIAL**

STEPHANE MAHERTEUS

Accords électoraux en série entre le camp Macron et les LR anti-Ciotti

Même si les états-majors s'en défendent, la droite et la majorité se sont entendues sur un pacte de non-agression dans plusieurs circonscriptions. Les Répu-

blicains hostiles à « l'alliance avec le Rassemblement national » seront donc nombreux à ne pas avoir de candidats du bloc central face à eux. **PAGE 6**

Le chaos politique inquiète les entreprises et les marchés

Depuis lundi, le taux auquel emprunte la France sur les marchés se tend et s'écarte dangereusement de la référence allemande, tandis que la Bourse recule. Dans les

entreprises, l'incertitude contraint déjà les dirigeants à reporter des projets de cession ou des réunions stratégiques. **PAGES 20, 21, 25 ET 26**

Quand la vague du Rassemblement national déferle sur la Bretagne

Pour la première fois, la Bretagne a placé le RN en tête d'une élection dimanche dernier. Un résultat qui acte une vraie rupture dans cette région historiquement réfrac-

taire au Front national et jusque-là favorable à Emmanuel Macron. Pour beaucoup de Bretons, le succès de Jordan Bardella et de son parti est loin d'être une surprise. **PAGE 7**

UKRAINE

Mykola Bielieskov : « Ceux qui préconisent un cessez-le-feu doivent être prêts à en payer le prix » **PAGE 8**

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de vendredi : Législatives : Marion Maréchal a-t-elle raison de soutenir le RN ?

OUI 77% NON 23%
VOTANTS : 194 871

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Législatives : Raphaël Glucksmann a-t-il raison de rejoindre le Nouveau Front populaire ?

FREDERIC LE FLOC / HDPPIA VIA AFP - GUILLAUME SOUVANT/AFIP

ÉDITORIAL par Jacques-Olivier Martin

L'horreur économique

Retraite à 60 ans, confiscation des héritages, smic à 1600 euros net, blocage des prix, rétablissement de l'ISF plein pot, rétablissement de l'impôt sur le revenu (pour ceux qui le paient), fin des traités de libre-échange... Mais quelle folie a gagné l'attelage du Nouveau Front populaire ? Comment les Delga, Hollande, Glucksmann, ces personnalités de gauche que l'on croyait un tout petit peu raisonnables peuvent-elles adhérer à une telle horreur économique concoctée par les amis de Mélenchon ? Car il n'y a pas d'autre mot pour décrire les outrances de ce programme. Partout des dépenses, pour soutenir le pouvoir d'achat, pour accroître les prestations sociales, pour augmenter les fonctionnaires... Dans un pays surendetté qui n'a plus un sou en caisse depuis des années : une folie ! Que proposent les nouveaux amis de gauche pour la financer ? Une cascade d'impôts dans une France déjà championne mondiale des prélèvements. Et, comme si ça ne suffisait pas, les alliés de circonstance promettent aussi de moins travailler (retraite à 60 ans, retour aux 35 heures [sic] puis 32 heures...) alors que l'on n'a pas trouvé mieux que le travail pour créer

de la richesse et des emplois. Fini aussi la politique de l'offre, seule stratégie pourtant envisageable pour défendre une industrie dans une économie mondialisée. « C'est 1981 puissance 10 ! », a déclaré Bruno Le Maire, certes un peu mal placé pour donner des leçons, mais qui n'a pas tort. Avec une telle feuille de route, le Nouveau Front populaire réussit en tout cas à faire bien pire que le programme du Rassemblement national, qui n'est pourtant pas en reste en matière de dépenses, de soutien au pouvoir d'achat non financé ou de diminution du travail tout au long de la vie (abandon programmé de la réforme des retraites à 64 ans). De quoi s'inquiéter si, dans trois semaines, la majorité est écartée du pouvoir. Il se peut que le nouveau locataire de Matignon, rattrapé par la réalité, modère ses ardeurs, quitte à décevoir ceux à qui il a promis plus de revenus et moins de travail. En revanche, s'il persiste, on voit mal comment la France pourrait échapper à une crise financière majeure qui n'épargnera personne, et surtout pas les actifs les plus vulnérables, les retraités et les épargnants ! ■

dinh van
PARIS
Collection Menottes dinh van

Le nouveau cartel des gauches assume un pro

Richard Flurin

À l'exception des questions internationales, où les positions des socialistes ont été entendues, le reste des propositions

Qui l'eût cru ? Les gauches, encore « irréconciliables » il y a quelques jours, sont finalement tombées d'accord vendredi. Une photo de famille dans les jardins de la Maison de la chimie, à Paris, est venue parachever quatre jours de négociations coriaces qui ont conduit à la formation du Nouveau Front populaire. En rang serré, cinquante nuances de gauche se sont affichées, plus ou moins souriantes, les cernes labourés par les nuits sans sommeil. Quelques minutes plus tôt, les différents chefs de parti ont souligné, chacun, dans une série de déclaration à

la presse, le caractère « historique » de l'événement. Premier à s'exprimer sur la scène, Manuel Bompard, coordinateur national de La France insoumise, s'est appesanti un moment sur « l'immense espoir que suscite (cette) démarche dans le pays », et a prévenu : « Cette situation nous oblige et nous le mesurons. » Ce très proche de Jean-Luc Mélenchon, artisan de ses trois tentatives élyséennes, a d'abord convenu que ce Front populaire version 2024 est un « rassemblement nouveau ». Comprendre : il ne s'agirait pas à ses yeux d'une réédition de feu la Nupes. Il a également insisté sur le fait que les mesures négociées entre les différents partis de

gauche constituent « un programme de rupture ». Le choix du mot n'a rien d'un hasard, tant les Insoumis se présentent comme « une gauche de rupture », notamment au regard du PS, dont le premier secrétaire, Olivier Faure, se tenait à quelques pas de lui sur l'estrade.

« Nous souhaitons proposer pour le pays une rupture totale avec la politique d'Emmanuel Macron pour répondre aux besoins immédiats du peuple », a poursuivi Manuel Bompard, se référant au « contrat de législature » élaboré au prix de nombreux efforts par les différentes parties prenantes. Ce « programme commun » est séquencé en trois temps : « vingt actes de rupture » pour les 15

premiers jours, « l'été des bifurcations » pour les trois premiers mois, puis « les transformations » à plus long terme. Dans l'immédiat, le Nouveau Front populaire promet d'abord de procéder « par décret » - donc sans passer par l'Assemblée - pour « bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants ». Autre mesure « d'urgence » pour le pouvoir d'achat : augmenter le smic à 1600 euros net, contre 1400 aujourd'hui. Le Nouveau Front populaire entend également, parmi ses vingt mesures de la première quinzaine, démanteler la Brav-M, une unité de police décriée à gauche, et interdire les

flash-balls LBD, des armes non létales elles aussi décriées.

S'ils sont élus le 7 juillet, les partis de gauche coalisés s'engagent, entre autres, à instaurer d'ici au début du mois d'octobre l'indexation des salaires sur l'inflation, le développement massif des éoliennes ou encore des classes réduites à moins de 19 élèves. Les réformes fiscales qui ont marqué le début de la présidence Macron seront supprimées : fin de la flat tax à 30 % sur les revenus du capital, retour et « renforcement » de l'impôt sur la fortune (ISF), accroissement de la progressivité de l'impôt... « Nous allons légiférer pour que le capital, les plus riches, contribuent aux efforts de redressement de la France. Les

Hollande, Glucksmann, Delga... Tous ces anti-Nupes devenu pro-Front populaire

Pierre Lepelletier

Dans cette semaine à rebondissements, la gauche a comme plongé dans la troisième dimension. Ce qui semblait impensable hier encore est soudainement devenu réalité depuis la dissolution. Et l'impossible s'est même produit jeudi soir, sur le plateau du « 20 Heures » de TF1, avec François Hollande. Sans même en connaître le programme, l'ancien président socialiste a annoncé en direct qu'il soutenait le Nouveau Front populaire, malgré la participation de La France insoumise, qui s'y taille la part du lion en matière de circonscriptions.

« Pour moi, ce qui est essentiel, c'est que l'union ait pu se faire. J'ai des divergences qu'on connaît, mais à un moment, on va au-delà des divergences, on va à l'essentiel », a-t-il expliqué, rappelant que « jamais depuis la Libération, l'extrême droite n'a été aussi proche d'accéder au pouvoir ». « La possibilité qu'elle puisse gouverner la France crée un danger », a-t-il prévenu. Depuis son départ de l'Élysée en 2017, le socialiste n'a pourtant cessé de marteler qu'une union de la gauche avec le parti de Jean-Luc Mélenchon était vouée à l'échec. En juin 2022, il s'était logiquement opposé à la Nupes, n'y voyant qu'une « impasse ».

Au même moment, au siège des Verts, rue des Petits-Hôtels à Paris, la télévision est allumée. Socialistes, écologistes, Insoumis et communistes viennent de conclure l'accord. Personne ne sait alors ce que va dire l'ancien président... Jusqu'au soulagement. Certains négociateurs Insoumis n'ont pu s'empêcher de taquiner leurs homologues socialistes. Qui aurait pu prédire, il y a encore quelques jours, que ce serait François Hollande qui poserait la dernière pierre à la cathédrale de l'union ?



« Son interview plie le match », se réjouit une élue socialiste. « Il a compris que c'était le sens de l'histoire », embraye un des négociateurs du PS.

En réalité, dans la grande famille de la social-démocratie française, seul Bernard Cazeneuve n'est pas monté dans le train de ce Nouveau Front populaire. « Le rassemblement de la gauche de gouvernement ne peut pas se faire avec LFI. Sauf à tout trahir de l'héritage de Blum », a prévenu dès mardi l'ex-premier ministre de François Hollande sur X (ex-Twitter). Pour le reste, les principales figures de gauche les plus hostiles à une alliance avec les mélenchonistes ont estimé que « les circonstances exceptionnelles » modifiaient la donne. Et tous se disent certains que la pression sera trop forte pour que Jean-Luc Mélenchon soit en mesure de s'imposer à Matignon en cas de victoire.

Coup d'épée dans l'eau

« À un moment donné, chaque homme, chaque femme, doit regarder l'histoire et prendre conscience de ses responsabilités », a ainsi martelé Raphaël Glucksmann vendredi matin sur France Inter. Tout au long de la campagne européenne, la tête de liste du PS balayait toute idée d'alliance avec les Insoumis tant il jugeait les divergences profondes, notamment sur la question européenne. L'eurodéputé aurait obtenu plusieurs garanties lors des négociations, notamment concernant le soutien « indéfectible » à l'Ukraine « ainsi que l'intégrité de ses frontières ». Jusqu'alors, les Insoumis n'excluaient pas l'idée de négociations avec la Russie de Vladimir Poutine sur les territoires disputés afin de permettre l'arrêt de la guerre.

Raphaël Glucksmann nourrit malgré tout des regrets. La dissolution surprise a tué dans l'œuf son projet de reconstruction de la social-démocratie, fondé sur son bon score (14,6 %) et sa troisième place aux élections européennes, loin devant LFI. Lundi soir, l'essayiste avait malgré tout tenté d'abattre une dernière carte en dégainant le nom de Laurent Berger, ex-secrétaire général de la CFDT, comme premier-ministristable. Un joli coup d'épée dans l'eau, puisque l'ancien syndicaliste n'a même pas daigné répondre.

Le petit mouvement de Raphaël Glucksmann, Place publique, s'est donc retrouvé plongé au cœur des négociations au même titre que les autres. Ses deux négociateurs, Aurélie Lалуq et Pierre-Natnaël Bussière, ont tenté de peser autant que possible face aux émissaires du PS et de LFI, parvenus à se réimposer en quelques jours comme les deux partis mastodontes de la gauche.

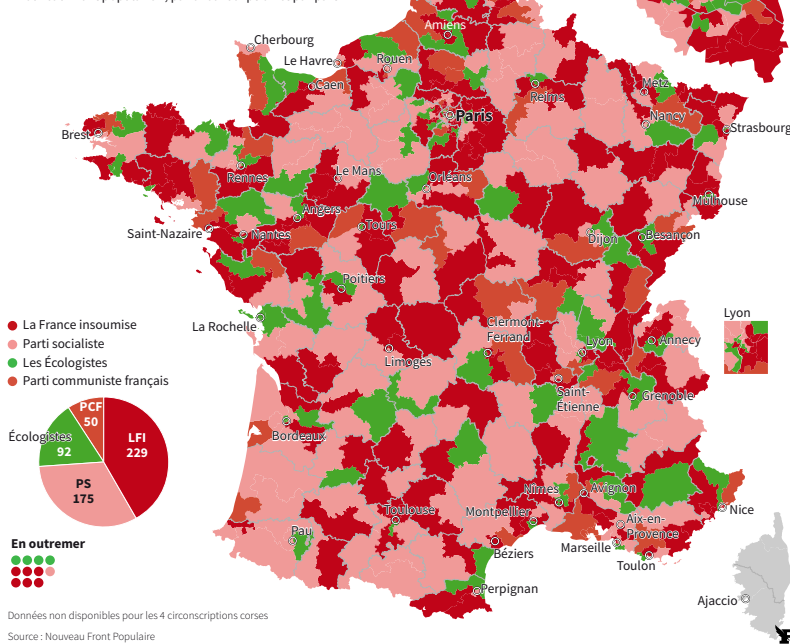
Les grands maîtres PS, opposés depuis toujours à LFI, comme Nicolas Mayer-Rossignol (Rouen), Michaël Delafosse (Montpellier) ou encore Anne Hidalgo (Paris), ont par ailleurs également soutenu l'accord. Même Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, la plus anti-Nupes des anti-Nupes, qui était allée jusqu'à soutenir des candidats dissidents en juin 2022, a admis que cette union était la seule condition pour sortir de ce « cauchemar démocratique ». ■



Entouré (de gauche à droite) par Marine Tondelier, Yannick Jadot (EELV), Olivier Faure (PS) et Fabien Roussel (PCF), Manuel Bompard (LFI) présente le programme du Nouveau Front populaire, vendredi, lors d'une conférence de presse à la Maison de la chimie, à Paris. JULIEN DE ROSA / AFP

Comment le Nouveau Front populaire se répartit les candidatures

Répartition des investitures au sein de l'union de gauche « Nouveau Front populaire », par circonscription et par parti



Pour moi, ce qui est essentiel, c'est que l'union ait pu se faire. J'ai des divergences qu'on connaît, mais à un moment, on va au-delà des divergences, on va à l'essentiel

François Hollande
Ancien président socialiste

gramme radical pour la « rupture »

semblent davantage inspirées par les troupes Insoumises de Jean-Luc Mélenchon.

plus riches vont financer les écoles de nos enfants, nos hôpitaux publics, la Sécurité sociale, partout, pour tous», a expliqué le communiste Fabien Roussel en marge de la conférence de presse.

Il n'y a guère que sur les questions internationales, où socialistes et Insoumis étaient particulièrement antagonistes, que la balance penche davantage vers les positions du PS. Les deux lieutenants de Raphaël Glucksmann dans les négociations y ont apporté un soin tout particulier. Ainsi, sur la guerre à Gaza, l'expression «génocide en cours» employée à tire-larigot par les mélenchonistes lors de la campagne des européennes a été substituée par «risque de génocide», plus

en phase avec le droit international. Un «cessez-le-feu immédiat» est exigé, ainsi que «la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas», qui ne sera donc pas qualifié en lui-même d'organisation terroriste. S'agissant de l'Ukraine, le programme enjoint de «défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien».

De quoi convaincre les partisans de

Raphaël Glucksmann de rallier l'initiative. À la tribune, cependant, la prise de parole d'Aurore Lalucq, proche de l'essayiste, a tranché avec l'ardeur générale. «On l'a fait parce qu'il le fallait, il n'y avait pas d'alternative pour faire face au RN», a-t-elle commencé. Preuve que cette union a été érigée sur des bases fragiles. La question de l'incarnation en témoigne également, alors que se pose la

question du «premier ministrable» commun à tout ce petit monde. Le problème a été pour l'instant mis de côté. «Nous verrons plus tard», serinait un socialiste vendredi. Les Insoumis avaient pourtant une idée claire : il reviendra au groupe qui comptera le plus de députés de proposer un nom pour Matignon. C'est-à-dire, selon toute vraisemblance, le leur. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Prendre cette alliance comme un bloc

Même Raphaël Glucksmann s'est rallié. Même François Hollande a applaudi sans attendre, de son propre aveu, de connaître les termes de l'accord. Même Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de Rouen, et Michaël Delafosse, celui de Montpellier, exultent. La gauche a découvert l'ardoise magique. Il suffit de prononcer le mot «union» pour oublier le passé. Le passé immédiat d'une campagne faite d'invectives, Glucksmann s'agaçant que Manon Aubry passe plus de temps à l'attaquer qu'à dénoncer le RN. Le passé plus large, surtout : celui de ces dernières années où, de l'avis de ceux qui travaillaient au réveil d'un courant social-démocrate, les Insoumis avaient dépassé les bornes et Jean-Luc Mélenchon était devenu le fossoyeur de la gauche.

Ce qui était moralement impensable est donc devenu politiquement souhaitable. Il suffit pour cela d'un prétexte - la «menace de l'extrême droite» -, d'un alibi - tout cela est de la faute d'Emmanuel Macron - et d'un bon stylo qui permet de rédiger en quelques heures les mots permettant de montrer que tous les malentendus ont été heureusement dissipés. Le soupçon d'antisémitisme flottant chez certains Insoumis ? Ouf, il est écrit que «tous ceux qui propagent la haine des juifs doivent être combattus». Et les «massacres terroristes» du Hamas sont enfin désignés. Le problème est donc réglé. N'en parlons plus. Augmentation des impôts, retour à la retraite à 60 ans, embauche de fonctionnaires, «créer des voies légales et sécurisées d'immigration...» : les points d'accord sont suffisamment nombreux et l'addition suffisamment lourde pour justifier l'union de toutes les gauches.

Mais peut-on revendiquer le temps long - la référence au Front populaire de Léon Blum, Maurice Thorez et Édouard Daladier - et faire comme si le temps immédiat n'existait pas ? Qui peut croire que les griefs fondamentaux formulés à l'encontre des Insoumis par les Glucksmann, Hollande, Delga et autres aient perdu leurs raisons d'être parce qu'il y a des circonscriptions à sauver ou à gagner. L'hystérisme du débat à l'Assemblée, les blocages dans les faits, la communautarisation du discours, l'instrumentalisation de la cause palestinienne jusqu'au déni des droits d'Israël... tout cela ne peut pas être aboli par un texte de vingt-quatre pages rédigé à la hâte.

Ceux qui ont soutenu Raphaël Glucksmann aux européennes s'accrochent au fait que Jean-Luc Mélenchon ne sera sans doute pas le premier ministre dans l'hypothèse d'une majorité obtenue le 7 juillet. Mais d'une part, ce n'est pas parce que les candidatures potentielles à Matignon abondent (Fabien Roussel, Clémentine Autain, François Ruffin) que le poste ne reviendra pas à un Insoumis, leur groupe étant assuré d'être le plus important au sein de la Nupes 2 comme il l'était au sein de la Nupes 1. Valider l'accord de la nouvelle coalition, c'est d'autre part accepter tous ses signataires ; y compris ceux qui ont fait élire Rima Hassan au Parlement européen, y compris le NPA.

Cette impossibilité à trier vaut aussi pour les macronistes - si tant est que ceux-ci acceptent encore cette étiquette... À la suite de Gabriel Attali, ils dénoncent un «accord de la honte». Mais face au RN, il n'y a que pour un Insoumis pur sucre qu'ils refuseraient de voter. Pourtant, être alliés aux Insoumis, c'est leur donner quitus. Faire élire un socialiste, un écologiste ou un communiste «républicain», c'est renforcer toute l'alliance où les amis de Mélenchon resteront les plus puissants. Tout comme la Révolution, il faut prendre le Nouveau Front populaire comme un bloc. ■

L'inquiétante facture des promesses économiques et fiscales

Julie Ruiz Perez

«On peut toujours promettre la lune», a sèchement commenté Bruno Le Maire sur Franceinfo. Davantage de vacances, de fonctionnaires, de logements, de crèches, de cantines scolaires bio et gratuites... «Ce serait vraiment super si on pouvait le faire», ironise un membre de la majorité en découvrant les propositions du Nouveau Front populaire. Ce programme est «un délire total», affirme Bruno Le Maire, «c'est l'assurance du déclassement, du chômage de masse». «Ce n'est tout simplement pas sérieux» a réagi la Confédération des PME, alertant sur «des conséquences catastrophiques» pour l'économie française, qui conduiraient «à une explosion de la dette et précipiterait, à brève échéance, le pays vers un scénario identique à celui qu'a connu la Grèce». Car si on tente de chiffrer la liste des dépenses nouvelles, la facture devient vite vertigineuse.

À court terme, l'alliance de gauche souhaite abroger la dernière réforme des retraites. «Dans les quinze jours après notre victoire, le 7 juillet prochain...», a précisé Marine Tondelier, secrétaire nationale du parti écologiste (EELV). Une mesure que les administrations de Bercy chiffreront à 18 milliards d'euros (13 milliards si les mesures coûteuses étaient supprimées, ce qui est peu crédible). Quant à la retraite à 60 ans, un «objectif commun» réaffirmé dans le programme, elle provoquerait «70 milliards de dépenses, moins de travail et une croissance conduisant à un appauvrissement de la France», fustige un membre du cabinet de Bruno Le Maire.

Toujours sur le front social, l'augmentation du smic à 1600 euros net - soit 2000 euros brut - pourrait coûter au moins 2 milliards d'euros, selon les agents de Bercy. De plus, «la hausse des salaires reviendrait à creuser encore plus le déficit commercial tout en attisant l'inflation», analyse Sylvain Bersinger, chef économiste du cabinet Astères. Pour les fonctionnaires, la gauche propose des hausses de salaires significatives avec une revalorisation de 10 % du point d'indice, proche de la proposition de la Nupes d'une augmentation de 10 milliards d'euros des salaires de la fonction publique.

Les cantines scolaires bio et gratuites pourraient coûter jusqu'à 3,2 milliards d'euros, toujours selon les agents de Bercy. L'augmentation du budget des organismes HLM est prévue dans le programme à 1,4 milliard d'euros, auquel s'ajouterait l'augmentation de 10 % des APL pour un montant équivalent. Le Nouveau Front populaire prévoit aussi un budget de 2,6 milliards d'euros pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles ou encore de porter le budget du ministère des Sports à 1 % du budget de l'État, soit environ 7 mil-

liards d'euros (contre 700 millions en 2023). D'autres mesures, difficiles à chiffrer, pèseront lourd, comme l'abolition de la taxe sur les factures d'énergie, l'annulation de la hausse programmée du prix du gaz et de l'électricité, et l'augmentation des effectifs de fonctionnaires (dans l'Éducation et la Santé, notamment).

«Qui paiera ? Les Français»

Enfin, certaines mesures sont si complexes, et leurs répercussions si incertaines, que cela rend leur chiffrage presque dérisoire. La plus emblématique est le blocage des prix sur les biens de première nécessité (alimentation, énergie et carburants). En 2022, la Nupes assurait qu'une telle mesure serait neutre pour les finances publiques. Mais le cabinet de

Bruno Le Maire la chiffre à près de 20 milliards d'euros. «Sans compter que ce serait un grand saut dans l'économie réglementée», ajoute un conseiller.

Combien, au final, coûterait le programme de la gauche ? En 2022, l'Institut Montaigne avait chiffré les propositions de Jean-Luc Mélenchon - qui proposait beaucoup de mesures similaires - à 300 milliards d'euros par an. Une estimation confirmée par le parti Renaissance qui avance le chiffre de 287 milliards de dépenses supplémentaires pour le programme du Nouveau Front populaire. «Qui paiera ? Les Français», affirme le ministre délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, sur son compte X (ex-Twitter). La gauche compte en effet financer ses coûteuses dépenses par des hausses d'impôts, ci-

blées sur les ménages aisés et les entreprises. Elle entend rétablir un impôt sur la fortune «renforcé» (en lieu et place de l'IFI), abolir la flat tax, ressusciter l'exif tax, taxer les superprofits des entreprises, instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés... «Nous ferons en sorte de financer ce projet très ambitieux en prenant dans la poche de ceux qui ont les moyens», a déclaré Olivier Faure, premier secrétaire du PS.

La mesure fiscale qui pourrait rapporter le plus est celle qui concerne l'impôt sur les successions, avec la fixation d'un montant d'héritage maximum. Si le seuil n'est pas précisé, Jean-Luc Mélenchon avait avancé le chiffre de 12 millions d'euros en 2022. «Au-delà, je prends tout !», s'exclamait à l'époque le leader Insoumis. ■

POUR TRANSMETTRE CE QUI COMPTE,
À CEUX QUI COMPTENT.

CRÉER DES PONTS ENTRE LES GÉNÉRATIONS. BANQUE DE GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE ACCOMPAGNE LES FAMILLES EN ADAPTANT LES STRATÉGIES PATRIMONIALES AUX ASPIRATIONS DES PLUS JEUNES.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

ASTORIA - Banque Transatlantique - RCS Paris 302 655 937

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME
TABARD

DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



Philippe Val : « La gauche est retombée dans la poubelle de la Nupes »

Propos recueillis par **Martin Bernier**

Pour l'ancien directeur de « Charlie Hebdo », rien ne devrait justifier une union à gauche avec des partis complaisants à l'égard de l'antisémitisme.

Journaliste, ancien directeur de France Inter et de « Charlie Hebdo », Philippe Val a récemment publié « Rire » (Éditions de l'Observatoire, 2024).

LE FIGARO. – La gauche s'est unie pour les élections législatives en dépit des désaccords affichés. Raphaël Glucksmann a finalement concédé que ce Nouveau Front populaire avait « complètement évolué » par rapport à la précédente alliance de la Nupes. Est-ce un aveu d'impuissance de la gauche qui se fait dévorer par sa frange radicale ?

PHILIPPE VAL. – Ce Front populaire est évidemment la continuité du même mouvement initié par la Nupes depuis la disparition d'un PS crédible. Avec Olivier Faure, nous n'avons plus qu'un Parti socialiste de carnaval. Et Glucksmann est passé à côté d'un rôle historique : il aurait pu jouer un rôle important en refusant cette alliance. Il a l'air d'un clown maintenant : on dirait qu'il a croisé son destin avec un nez rouge et des grandes chaussures. C'en est fini pour lui et pour tous les gens qui ont pensé à un retour de la gauche modérée, rocardienne, à une gauche « correcte ». Finalement, on est retombé dans la poubelle de la Nupes.

Et le tout sous la bannière du Front populaire : ça ne manque pas de sel ! On ne peut qu'être indigné quand on connaît l'histoire de Léon Blum, un personnage admirable de l'histoire de France, qui a souffert jusqu'à la fin de sa vie d'attaques antisémites absolument ignobles, qui a été déporté en Allemagne et qui a vécu les pires horreurs. Pour ouser appeler ce nouveau mouvement Front populaire, il faut quand même être sacrément gonflé.

Surtout quand on voit les composantes du Front populaire : LFI qui a refusé de qualifier le Hamas de terroriste,

mais aussi le NPA qui a qualifié le pogrom du 7 octobre d'« acte de résistance ». Est-ce à dire que ces sujets ne sont pas fondamentaux pour le reste de la gauche ? Que l'union justifie tout ?

L'union ne devrait rien justifier. Il y a toujours eu une tendance antisémite à gauche. C'est une vieille histoire qui commence avec Marx : bien qu'il soit issu d'une famille juive, on retrouvait dès son premier livre un anticapitalisme antisémite. Idem chez Staline, qui incarnait tout ce qu'il y avait de merveilleux à gauche après la Seconde Guerre mondiale. On devrait entendre ce que tous les morts des goulags dans les cimetières de Russie murmurent en ce moment. Staline a été le premier chef d'État à réactiver un antisémitisme d'État après 1945. La gauche non-libé-

« Avec Olivier Faure, nous n'avons plus qu'un Parti socialiste de carnaval. Et Raphaël Glucksmann est passé à côté d'un rôle historique : il aurait pu jouer un rôle important en refusant cette alliance »

rale a donc toujours eu un génie antisémite qui a explosé récemment, comme un herpes dans un corps fatigué. La gauche est une idéologie fatiguée de laquelle la lépre antisémite est ressortie. Bien sûr, personne ne dit « je suis antisémite » ; on n'a que des faux culs qui sont compatibles avec l'antisémitisme. Or nous avons une gauche qui s'est rendue compatible avec l'antisémitisme pour des raisons ignobles. Car en plus d'un antisémitisme sans doute idéologique, ils veulent séduire une immigration musulmane supposée antisémite. Et pour séduire cette immigration musulmane, ils n'hésitent pas à se ren-



dre sans cesse compatibles par des clins d'œil qui ne trompent personne.

Comment expliquer que, dans un contexte où on parle beaucoup d'un retour aux années 1930, la gauche soit si peu regardante sur la question de l'antisémitisme ? Ce n'est pas seulement qu'elle n'est pas regardante. Historiquement, Doriot était à la gauche du Parti communiste. Rappelons-nous qu'en 1930 Doriot échangeait avec Lénine, et c'est le même que l'on a connu ensuite sous l'Occupation. Il y a un pont entre l'extrême droite et l'extrême gauche. On voit bien les échanges qu'il y a eu récemment : l'extrême droite a pris à la gauche la laïcité, et l'extrême gauche a pris à la droite l'antisémitisme. C'est inouï.

Manuel Valls avait parlé de gauches irréconciliables. Aujourd'hui elles sont tellement irréconciliables que la branche laïque de la gauche n'est même plus considérée comme étant de gauche... Quand j'ai vu Manuel Valls dire à la tribune de l'Assemblée nationale « La France, sans les Juifs, ça n'est pas la France », je lui ai dit « Tu vas voir, ils t'ont applaudi debout, mais ils ne te le pardonneront pas d'avoir dit ça ». Et c'est ce qui s'est produit : qu'est-ce qui justifie une telle marginalisation d'une personnalité politique qui a toute sa place dans notre République ? En réalité, je ne crois pas que la France soit antisémite. J'ai fait beaucoup de reportages dans ma vie et je suis allé dans des pays antisémites. La France n'en est pas un. C'est un pays où il y a des élites antisémites et une partie de l'immigration

« Nous avons une gauche qui s'est rendue compatible avec l'antisémitisme pour des raisons ignobles », explique Philippe Val.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

musulmane qui est antisémite. Et ces élites de gauche essaient de la ramener à elle en trainant dans la boue l'État d'Israël et en critiquant, non pas tant la politique de Netanyahu – qui est très critiquable –, mais l'existence même de l'État d'Israël.

Que dire du programme économique du Front populaire – retour de la retraite à 60 ans, smic à 1600 euros, augmentation de 10 % du point d'indice. Bruno Le Maire a parlé de « délire total » : est-ce aussi une preuve du divorce entre la gauche et le réel, et la fin d'une gauche de gouvernement qui avait une frange libérale ?

L'être humain a du mal avec le réel d'une façon générale. J'ai beaucoup lu Clément Rosset, un grand philosophe et un ami, qui a travaillé toute sa vie sur *Le Réel et son double*. Là on est dans le double, c'est-à-dire que le réel n'a aucune importance. On a dépensé beaucoup d'argent pendant le Covid, on est doucement en économie de guerre, parce

« On voit bien les échanges qu'il y a eu récemment : l'extrême droite a pris à la gauche la laïcité, et l'extrême gauche a pris à la droite l'antisémitisme. C'est inouï »

que la dictature de Poutine coûte une fortune au monde libre – elle fait grimper le prix du blé, du pétrole, du gaz, et il faut aider l'Ukraine. On n'a plus d'argent dans les caisses et voilà des partis politiques qui arrivent avec des propositions irréalistes. Mais les gens ne sont pas débiles ! On peut discuter avec des gens dans la vie réelle, et ils peuvent comprendre qu'on ne peut pas faire cela. Quand Churchill a eu le courage de dire ce qu'on ne voulait pas entendre et qu'il a sauvé le monde libre, les gens ont entendu ; ils ont été flattés qu'on ne les prenne pas pour des idiots. Or quand on me dit qu'on va rétablir la retraite à 60 ans, j'ai l'impression qu'on me prend pour un imbécile. Je sais très bien que ce n'est pas possible. Le Maire qu'il soit de droite ou de gauche, sympathique ou pas, il dit quelque chose qui est juste : les caisses sont vides. La dette va nous coûter une fortune et ensuite on ne va plus pouvoir payer les policiers, les enseignants et les retraités. On va se retrouver dans la même situation que la Grèce. Prétendre le contraire, c'est mener une politique de voyou. Comment voulez-vous qu'on croie ces gens-là qui mentent pour arriver au pouvoir d'une façon éhontée ? ■

Jusqu'à 350 000 manifestants attendus ce samedi dans les rues de France

Christophe Cornevin

La mobilisation sera au-delà de ce que l'on imaginait. Cela va être un samedi très chaud : pour ce haut responsable de la police, la fièvre anti-RN et anti-Bardella va encore augmenter d'un cran. Selon nos informations, les services de renseignements prévoient pas moins de 150 « actions » ce samedi à travers la France, qui devraient fédérer entre 200 000 et 250 000 participants. Si l'on rajoute les 50 000 à 100 000 manifestants appelés à battre le pavé parisien, ce sont bien donc jusqu'à 350 000 personnes qui pourraient descendre dans la rue.

« À la différence des rassemblements spontanés que l'on a connus depuis le début de la semaine et qui avaient réuni jusqu'à 40 000 personnes lundi dernier, les défilés ont été pour la plupart déclarés et seront très organisés », prévient un analyste du ministère de l'Intérieur. Les cortèges vont se former à l'appel de l'inter-syndicale (CGT, FSU etc.), mais aussi des partis de gauche et des associations des droits de l'homme, qui n'ont aucun intérêt à ce que cela dérape. Mais rien n'est moins sûr. « Si la société civile va manifester son mécontentement, des éléments radicaux, des « antifas » et bien sûr des black blocs vont être au rendez-vous pour faire dégénérer les cortèges en fin de manifestation », prévoit un policier de haut

rang, qui redoute « une configuration proche de celle rencontrée lors des violentes manifestations contre la réforme des retraites ».

Crainte de débordements

« Cela risque d'être le grand défilé, et pour la foule en colère, une occasion de se lâcher, de dire sa rancoeur », souffle un commissaire parisien. « En province et dans la capitale, les casseurs vont guetter

le moindre espace laissé par les policiers et les gendarmes, mais aussi par les services d'ordre des syndicats qui tiendraient moins leur cortège, pour s'infiltrer dans les défilés et passer à l'action », assure un stratège de l'ordre public qui a prévu de « déployer du bleu » pour endiguer les violences. Quelque 21 000 policiers et gendarmes mobiles vont être déployés pour encadrer les manifestations ce week-end dans toute la France.

Comme à chaque fois, les petits soldats de l'ultragauche vont essayer de cibler les symboles du capitalisme, les banques et les assurances, faire voler en éclats les vitrines des commerces et s'en prendre aux forces de l'ordre. « Nous craignons aussi pour les permanences de partis politiques qui se trouveront à proximité des cortèges », souffle au Figaro un cadre du renseignement.

Pour l'heure, ni les lycéens, encore à



Manifestation contre le Rassemblement national sur la place de la République, le 11 juin, à Paris.

l'école, ni les banlieues, pour l'instant hermétiques aux discours sur la « bête immonde », ne semblent vouloir rejoindre le mouvement. L'ultradroite, quant à elle, ne prévoit aucune contre-manifestation pour éviter d'être pointée du doigt comme faisant partie des fauteurs de troubles.

Dans une note adressée ce vendredi aux préfets et patrons des forces de l'ordre, Gérard Darmanin est formel : « La période qui conduit au scrutin est caractérisée par des appels à des manifestations de voie publique, susceptibles d'entraîner de graves troubles à l'ordre public. » « Les premières réactions constatées, notamment de l'ultra gauche, conduisent les services de renseignements à considérer la période pré-électorale et celle suivant le scrutin comme extrêmement sensibles », poursuit le ministre qui insiste : « Ces réactions peuvent faire naître de violents affrontements entre ultradroite (2700 individus suivis) et ultragauche (5500 individus suivis). » Dans une mention manuscrite en bas du document, Gérard Darmanin invite à agir « avec tact mais fermeté » pour « garantir l'ordre républicain ». Après ce samedi, qui fera figure de test, il restera deux week-ends avant le premier tour des élections législatives. Et les forces de l'ordre serrent les dents, en redoutant le pire des scénarios à la veille des Jeux olympiques. ■

ZAKARIA ABDELKAÏR/FP



Solutions d'épargne

Qui imaginerait préparer sa retraite avec **2€** en poche ?

À la Matmut, quels que soient vos moyens et vos projets, vous pouvez accéder à un plan épargne retraite pour moins de 2€ par jour, soit 50€ par mois.* Et ça c'est plus juste pour tous.

Les montants investis présentent un risque de perte en capital.**

matmut.fr

Support non contractuel à caractère publicitaire. *Versements programmés à partir de 50€ par mois bruts de frais sur versement. Versement libre possible à partir de 500€ bruts de frais sur versement. Voir limites et conditions prévues au contrat ou sur matmut.fr. Plan d'épargne retraite individuel distribué par, Matmut - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances et Matmut Patrimoine - Société par Actions Simplifiée à associée unique au capital de 1550000€ entièrement libérée, immatriculée au RCS de Rouen sous le n° 532 932 290 - n° ORIAS 12068550 - www.orias.fr - Conseiller en Investissements Financiers, membre de la CNCEF Patrimoine, chambre agréée par l'AMF, intermédiaire en opérations de banque et de services de paiement (mandataire exclusif et mandataire d'intermédiaire), intermédiaire en assurances, carte professionnelle n° CPI 7501 2018 000 036 147, activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce - CCI de Rouen - Ne peut percevoir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération - Sièges sociaux : 66, rue de Sotteville 76100 Rouen - et Mutuelle Océane Matmut - Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité, 35 Rue Claude Bonnier, 33054 Bordeaux Cedex - SIREN 434 243 085 et assuré par Cardif Retraite sous la marque commerciale AEP - Assurance Epargne Pension - Société Anonyme au capital de 408 514 850 € - RCS Paris 903 364 321 - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - Siège social : 1, boulevard Haussmann 75009 Paris. **Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis et présentent un risque de perte totale ou partielle en capital, dépendant de l'évolution des marchés financiers.

Législatives : accords électoraux en série entre le camp Macron et des Républicains

Loris Boichot

Des « fronts républicains » se forment.

La recomposition s'accélère, quitte à abattre des barrières. Entraînés par Emmanuel Macron dans de très hasardeuses élections législatives anticipées, les 30 juin et 7 juillet prochains, les troupes présidentielles tentent de survivre en se trouvant de nouveaux alliés. Un peu à gauche, et beaucoup à droite. Une manière d'appliquer la demande élyséenne de travailler à une « fédération de projet » avec des opposants « constructifs », afin de « conquérir de nouvelles circonscriptions », selon le vœu formulé mercredi par le chef de l'État devant la presse, à Paris.

Le premier ministre et le patron de Renaissance se sont exécutés. Candidats dans les Hauts-de-Seine, le chef du gouvernement et celui de la diplomatie, Gabriel Attal et Stéphane Séjourné, ont scellé un « pacte de non-agression » avec le patron départemental des Républicains (LR), le député Philippe Juvin. Un « arc républicain » afin de « faire barrage aux extrêmes de droite comme de gauche », écrivent les artisans de l'accord dans un communiqué publié vendredi. Le locataire de Matignon l'assume : « Il y a, au niveau local, des élus locaux qui se retrouvent », a-t-il déclaré vendredi, en marge d'un déplacement à La Chapelle-sur-Erdre, en Loire-Atlantique. Un autre département où macronistes et droite modérée tentent de s'accorder.

« Main tendue »

Hauts-de-Seine, Loire-Atlantique, Savoie, Yvelines, Nord, Haute-Saône... Ci et là, les soutiens d'Emmanuel Macron comptent sur des ententes avec leurs opposants locaux « de bonne volonté ». C'est à dire, pour la droite, Les Républicains qui refusent l'alliance avec le Rassemblement national (RN) nouée par Éric Ciotti ; et, pour la gauche, les sociaux-démocrates qui rejettent l'accord entre le Parti socialiste et La France insoumise, sorte de Nupes ressuscitée sous la bannière Front populaire. Un casse-tête : « C'est un enfer, on rentre dans des combinaisons... », admet le président de l'UDI, Hervé Marseille.

Bien qu'ils ne soient officiellement pas nationaux, ces rapprochements sont condamnés à droite. D'un côté, par Éric Ciotti : « Les masques tombent », a fustigé sur X le leader des Jeunes Républicains, Guilhem Carayon, qui le suit dans son aventure lépéniste. De l'autre, par la direction anti-Ciotti de LR, qui promet une ligne



Gabriel Attal et la candidate Modem de la 5^e circonscription de Loire-Atlantique, Sarah El-Haïry, visitent le marché de La Chapelle-sur-Erdre, vendredi, près de Nantes.

d'« indépendance ». « Nous resterons dans une opposition extrêmement claire à Emmanuel Macron », se persuade François-Xavier Bellamy. Au risque de nier certaines réalités, puisque plusieurs figures macronistes bénéficient de l'aide objective d'élus Républicains. C'est le cas de la présidente sortante de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, qui revendique dans les Yvelines le soutien du maire LR de Sartrouville, Pierre Fond. Sans compter la bienveillance que lui exprime en coulisses le baron local Gérard Larcher, président du Sénat. « L'ouest de l'Île-de-France est une terre de modération, explique Arnaud Péricard, maire philippiste (Horizons) de Saint-Germain-en-Laye. Ici, la frontière idéologique entre LR, Horizons et d'autres est mince. L'esprit de responsabilité doit primer. »

De l'autre côté, et sauf changement d'ici à la clôture des dépôts en préfecture dimanche après-midi, le camp Macron ménage lui aussi certains candidats LR en n'investissant personne face à eux. Ainsi des députés LR sortants Pierre-Henri Dumont (Nord), Julien Dive (Aisne), Nicolas Forissier (Indre), Véronique Louwagie (Orne), et même

la présidente de la Commission d'investiture Michèle Tabarot (Alpes-Maritimes), ou encore la patronne par intérim Annie Genevard (Doubs). Sans compter le « candidat naturel » de la droite pour 2027, Laurent Wauquiez, épargné en Haute-Loire, son fief où il se présente. Dans une stratégie de « main tendue », Édouard Philippe l'a assuré jeudi, dans *Le Figaro* : « Nous veillerons à ne pas présenter de candidat contre ceux qui ont vocation à travailler avec nous ensuite, et qui seraient menacés par les extrêmes. »

L'aile gauche macroniste regrette toutefois que les accords se nouent davantage à droite qu'à gauche. « Il ne faut pas regarder que d'un côté, il faut avoir l'alliance la plus large possible », insiste Cécile Rilhac, candidate Renaissance dans le Val-d'Oise, qui revendique le soutien du Parti radical de gauche. L'objectif est de préparer la suite, à l'Assemblée. Quitte à s'allier plus tard à la partie modérée du Nouveau Front populaire. Même ce parlementaire de la droite macroniste reconnaît d'avance cette nécessité : « On sera obligé de se rapprocher de la gauche, mais on ne peut pas le dire maintenant. » ■

Le « programme de gouvernement » des LR anti-Ciotti

Redresser la France, restaurer l'ordre et garantir la liberté. Après avoir décidé d'exclure le président de LR Éric Ciotti, Les Républicains hostiles à « l'alliance avec le Rassemblement national » ont établi une liste de dix propositions, dans un projet de profession de foi de deux pages que *Le Figaro* a pu consulter vendredi.

Le document, présenté comme un « programme de gouvernement », s'ouvre par un état des lieux de la France en évoquant une situation de « crise majeure de déstabilisation et de désordre ». « Nous sommes à la croisée des chemins. Depuis 2017, M. Macron et ses gouvernements successifs ont plongé notre pays dans une situation d'impuissance », peut-on y lire, avant une liste d'alertes sur l'explosion de l'insécurité, les difficultés de la justice, l'immigration non maîtrisée, la fragilisation de la santé et de l'éducation, la dégradation des dépenses publiques, l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat... « Ne cédon pas pour autant au bruit et à la fureur des populistes et des extrêmes de tous bords qui jetteraient la France dans le chaos », prévient le texte, qui dénonce également le « chaos de l'extrême droite » avec lequel les anti-Ciotti refusent « toute alliance ».

Ce document a été préparé dans l'urgence entre mardi et jeudi soir très tard. Emmanuelle Mignon et Aurélien Caron, qui avaient démissionné de la direction des études autour d'Éric Ciotti en début de semaine, ont finalement rejoint les détracteurs internes de l'élui niçois pour travailler sur ce programme. Le texte a été validé par Laurent Wauquiez ainsi que par les deux figures désignées à la gouvernance du mouvement, Annie Genevard et François-Xavier Bellamy. En dépit de leur différend stratégique avec lui, ils reprennent de nombreuses idées déjà portées par Éric Ciotti.

Les dix points du projet, qui sera remis entre les mains des candidats LR investis aux législatives, constituent une liste d'actions prioritaires, annoncées comme « concrètes et responsables pour redresser la France » : réindustrialiser pour la prospérité et le pouvoir d'achat, maîtriser l'immigration incontrôlée, mettre en place une vraie politique du logement, reprendre en main la

politique pénale, soutenir l'assimilation et lutter contre l'islamisme, lutter contre la bureaucratie pour libérer les Français et soutenir agriculteurs et entreprises, promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse du mode de vie rural, mettre de l'ordre dans les comptes publics et corriger les dérives du modèle social, favoriser les familles et réformer en profondeur l'éducation et la santé.

Chaque proposition est un peu développée, et, sur les grands sujets régalien, les adversaires LR de Ciotti précisent leurs objectifs. Par exemple, en matière économique, ils s'engagent à baisser les charges des entreprises, à taxer les importations qui ne respectent pas les normes françaises, à augmenter les salaires nets, à baisser les cotisations sociales salariales et à réduire le prix de l'électricité.

« Ne cédon pas au bruit et à la fureur des populistes et des extrêmes de tous bords qui jetteraient la France dans le chaos »

Extrait du « programme de gouvernement » de LR

En matière de politique migratoire, ils portent une nouvelle fois l'idée d'une réforme constitutionnelle pour réduire l'attractivité du modèle social français (réforme de l'aide médicale d'État, versement des aides sociales non contributives conditionnée à des années de séjour régulier, etc.). Sur le terrain pénal, sont également prévus le rétablissement des peines planchers, la création des courtes peines, une révision « de fond en comble » de la justice des mineurs et des renforts contre la délinquance du quotidien (anciens militaires, policiers, inspecteurs des impôts). Enfin, contre l'islamisme, le projet prévoit de supprimer tous les financements aux associations qui y seraient liées « de près ou de loin » et d'introduire une règle dans la Constitution selon laquelle « personne ne peut se prévaloir de sa religion ou de son origine pour ne pas respecter les lois de la République ». ■

E. G.

Entre des camps déchirés, la tension redouble à droite

Emmanuel Gallero
et Lucas Mélin Nica

Vendredi matin, au terme d'une invraisemblable semaine de déchirements chez Les Républicains, Éric Ciotti président contesté du parti, a retrouvé ses terres niçoises sous les acclamations. Pour le député des Alpes-Maritimes, ce bain de foule ne pouvait être qu'une bouffée d'oxygène après de longues journées où il est apparu seul contre tous, avec toujours la même conviction d'avoir trouvé un chemin pour sauver la droite, en tissant une alliance avec le Rassemblement national aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

Après des embrassades avec une trentaine de militants azuréens qui lui ont fait une quasi-haie d'honneur, Éric Ciotti voulait prendre le pouls des Niçois. « Tiens, Éric ! T'as fait du bordel ! », lui lance un habitant attablé dans un café. Le député serre des mains et claque des bises entre les premiers, les poissonniers et les restaurateurs. Sur l'ensemble des personnes croisées, peu reprochent cette alliance avec le RN. « Bravo à vous, vous avez raison ! », « Félicitations ! », lui soufflent à l'oreille plusieurs locaux admiratifs. « Vous ne pouvez pas savoir quel soulagement c'est ! », lâche une retraitée. Avant qu'un autre arrive pour faire un selfie avec lui :

« Continuez, Éric, on va vous soutenir à fond ! » Devant son escalope milanaise, une Niçoise lâche sa fourchette pour l'interpeller. Elle approuve l'union, mais s'interroge : « Sur l'aspect économique, comment pouvez-vous soutenir les positions de Bardella ? » Éric Ciotti apprécie l'immersion : « Après tout ce tumulte médiatique, cela fait du bien de retrouver ceux que j'aime. Mes vrais amis, ils sont à Nice. » Seules deux personnes croisées le dépeignent en « traître ».

Climat de non-retour

Ce retour au pays semble d'autant plus réparateur pour lui que, au même moment, les ténors du parti tiennent un bureau politique pour acter son exclusion du mouvement LR. Ils lui reprochent d'avoir non seulement « menti », mais de s'être affranchi de toutes les règles « démocratiques » du mouvement, qui l'obligent à consulter les instances LR avant de s'engager vers un accord avec le RN. Les avocats de Ciotti ont contesté son exclusion auprès du tribunal judiciaire de Paris, où aucune décision n'était attendue avant vendredi soir.

La veille, sur C8, la manière dont Éric Ciotti a lâché les coups contre ses anciens amis trahit un climat de non-retour. Il les a qualifiés de « quarteron de vieilles barbes à la retraite qui a toujours tout perdu », auteurs d'un « pu-putsch ». « On a vu Copé, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse... Ils me don-

nent des leçons alors qu'ils sont planqués. Les Républicains sont un parti de droite, voué à gouverner et non à sombrer », a ajouté l'élui, en tentant une main tendue vers François-Xavier Bellamy, vice-président désormais chargé d'assurer la gouvernance du parti, avec la secrétaire générale, Annie Genevard.

Mais Bellamy préfère ignorer le geste de Ciotti. « Si vraiment il avait souhaité ouvrir une discussion, il avait tout loisir de la faire avant. Il a mené son projet de manière isolée. Je me fais une autre idée de ce qu'est une relation de confiance », confie-t-il au *Figaro*. Le député européen vit cette période de grand trouble à droite avec un sentiment général d'« exécution » médit. Selon lui, cette crise « libère ce qu'il y a de pire dans les instincts politiques ». Mais, s'il juge la situation « révoltante », il entend garder le cap. Avec Laurent Wauquiez et Annie Genevard, il a validé le projet en 10 points de ses candidats. « Nous pourrions nous notre ligne », assure le parlementaire, partisan d'une indépendance des Républicains face au macronisme et au lepénisme. Bousculé par des soupçons d'ententes locales avec la majorité visant à protéger certains candidats, François-Xavier Bellamy maintient une position de fermeté « absolue ». Son parti, assure-t-il, ne se sent tenu par aucun accord et, partout, des candidats seront présentés dans une opposition à Emmanuel Macron « extrêmement claire ». ■

Jeanne Durieux
Envoyée spéciale dans le Finistère

Le succès de Jordan Bardella lors des européennes acte une vraie rupture dans cette région historiquement réfractaire au Front national.

Les tasses de café fumantes s'ajoutent sur le comptoir abîmé du bar-tabac Ty-Bar, à Plouguin (2100 habitants), dans le Finistère. Ce matin-là, ils sont plusieurs habitués à siroter tranquillement leur breuvage, juchés sur les chaises hautes alignées devant le zinc. Un quinquagénaire en chemise à carreaux et bottes de campagne feuillette l'édition du jour du *Télégramme*, dont le titre, « *Dissolution : les grandes manigances* », s'étale en lettres capitales sur une photo d'Emmanuel Macron. « *Quel paquet de conneries, ce qu'il nous fait !* », lâche-t-il.

Le chef de l'État est loin de faire l'unanimité dans ce coin de Bretagne, comme l'ont démontré les résultats des élections européennes. Pour la première fois, le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête dans tous les départements bretons, région pourtant historiquement europhile et modérée : Jordan Bardella a réuni 25 % des voix dans le Finistère, soit presque 10 points de plus qu'en 2019. Pour beaucoup de Bretons, cette vague bleu marine est pourtant loin d'être une surprise.

« *Faut pas s'étonner, les gens en ont ras le bol ces derniers temps* », tranche Christophe, le gérant du troquet de Plouguin. Dans cette commune, la liste emmenée par Jordan Bardella a remporté 36,6 % des voix : c'est 18 points de plus qu'en 2019. La liste Renaissance, chapeautée par Valérie Hayer, essuie de son côté un sévère revers, en atteignant péniblement les 17 % (4 points de moins qu'en 2019). Un œil sur la télévision, qui diffuse la conférence de presse d'Emmanuel Macron, Christophe affirme « *sans honte* » avoir placé un bulletin RN dans l'urne dimanche dernier et compte faire de même aux législatives. « *On se serre la ceinture depuis des années, assène le cinquantenaire en essayant les tasses. Le Caddie ne se remplit pas plus qu'avant mais la note du ticket de caisse grossit. Pour les gens du coin, dont beaucoup travaillent dans l'agriculture, l'industrie, les services à la personne, les salaires sont trop bas.* »

Sur la place du marché, Adrian ordonne les morceaux de viande exposés sur son étalage. « *Je suis à mon compte et je paie des taxes à n'en plus finir*, té-



Jordan Bardella, alors en campagne pour les européennes, à la rencontre des pêcheurs du port de Lorient, en janvier.

VINCENT MOUCHEL / PHOTOJOURNÉE FRANCE PRESSE

Quand la vague RN déferle sur la Bretagne

moigne l'éleveur de porcs et de vaches. Je travaille comme un fou, 15 heures par jour, sans même pouvoir me mettre en congé pour la naissance de ma fille cet été, tempête-t-il en découpant un gigot pour une cliente. Il ne fait pas bon être travailleur dans ce pays, quand on voit les charges qu'on paie, par rapport à ceux qui n'ont pas d'emploi. » Adrian a voté RN aux européennes « *parce que, eux, ils sont plus proches des galères des Français, ils sont plus sur le terrain* ». A-t-il déjà croisé des élus du parti à la flamme dans son département ? « Non, admet-il. Mais je vote aussi parce qu'on a déjà essayé les autres et ça n'a jamais marché. »

« Ras-le-bol général »

Pourtant, « *la Bretagne est historiquement apparue comme réfractaire au Front national, puis au Rassemblement national* », pour plusieurs raisons, rappelle Jérôme Fourquet, directeur du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop. D'abord, parce que le paysage politique régional se structurait entre un courant démocrate chrétien de droite et un cou-

rant centre gauche rocardien, tous deux de tradition « *modérée, très attachée à la construction européenne* ». Ensuite, parce que la Bretagne est traditionnellement une « *région de classe moyenne, assez dynamique, avec des contrastes sociaux moins élevés qu'ailleurs. C'est le berceau du mouvement coopératif et mutualiste* », souligne-t-il encore, ce qui n'est pas « *un terreau très propice au Rassemblement national* ».

Mais, depuis quelques années, « *la situation économique et sociale en Bretagne s'est en partie dégradée* », poursuit Jérôme Fourquet, pour qui cette région se divise désormais entre la Bretagne des grandes villes, plus dynamique, et celle de l'intérieur des terres, moins touristique, à dominante agroalimentaire ou agricole, avec un faible niveau du pouvoir d'achat. Le mouvement des agriculteurs au début de l'année est d'ailleurs l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. « *Nos revendications n'étaient pas écoutées, on était isolés au bout de la France* », enrage ainsi Gérard, un producteur de céréales croisé au Drennec (à 25 km de Brest), qui a décidé de sauter le pas en

votant RN. D'autres encore dénoncent, pêle-mêle, le « *trop-plein* » des normes agricoles imposées par Bruxelles, la hausse de l'insécurité, la baisse de budget des petites communes, un « *ras-le-bol général des politiques parisiens qui s'en fichent de la France d'en bas* », s'insurge encore Gérard, perché sur son tracteur orange.

C'est une antienne chez les nouveaux électeurs du RN, que les partis « *traditionnels* » ne satisfont plus. La droite ? « *Explosée depuis longtemps : ils ne savent même plus comment ils s'appellent à force de valser entre macronisme et nationalisme* », assène un quinquagénaire moustachu attablé au comptoir du PMU de Plouguin, petite ville au nord de Brest, où le RN a rassemblé 33 % des suffrages. La gauche ? « *Vous avez vu le cirque qu'ils nous font depuis des mois avec La France insoumise ? Ils se tapent dessus pour des querelles sans fond, ils ne proposent rien de concret* », tance René, casquette baissée, qui fume sa cigarette devant le bar. « *Pourtant, j'ai voté socialo pendant vingt-six ans. Mais pour ce que ça m'a valu...*, soupire cet ouvrier d'une usine

agroalimentaire, qui a mis un bulletin Macron à la présidentielle de 2017. On pensait qu'il allait changer les choses, qu'il sortait des clous par rapport aux autres politiciens, mais on se trompait. »

Pas une minute à perdre « pour faire barrage »

« *Il faut que Macron dégage ! Il a quand même dit qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver un travail, comme si on était tous des fainéants, tempête Henri, chauffeur routier à la retraite. Mais qu'il prenne le volant à ma place à 4h30 du matin pour un salaire de misère comme je l'ai fait toute ma vie, et on en reparlera !* »

Le RN ne fait cependant pas l'unanimité partout. Une douzaine de kilomètres plus loin, à Lannilis, commune de quelque 5000 habitants, le parti à la flamme est arrivé vainqueur aux européennes, mais de peu : 24 % pour Jordan Bardella, talonné par la liste PS-Place publique de Raphaël Glucksmann avec 22 %. « *Ils sont fous s'ils croient que cela va changer quelque chose de voter pour ces gens-là* », s'inquiète Christian, apiculteur, quand Hugo, éleveur de vaches à lait, pointe la propension du RN à « *surfer sur les malheurs des gens* ». « *Leur programme économique et financier n'est pas du tout viable* », accuse cet adhérent LR. « *Ils ne se donnent pas les moyens de leurs ambitions. Ils font des promesses au peuple, mais elles ne pourront pas être tenues* ». « *J'étais très surpris des résultats de dimanche, admet de son côté Jean-François Tréguier, maire divers droite de Lannilis. J'espère qu'ils ne remporteront pas les législatives. La Bretagne n'est pas censée être une terre d'extrêmes.* »

« *Les scores des européennes montrent que la Bretagne n'est pas étanche aux angoisses générales du pays concernant la vie quotidienne, la fin de mois, la santé* », fait valoir de son côté Loïc Chesnais-Girard. Le président divers gauche de la Bretagne tient cependant à préciser la singularité de la région, qui « *a un score nationaliste de 6 points plus faible que dans le reste du pays* ». Pour lui, il s'agit maintenant de « *montrer que la gauche peut apporter du concret dans la vie des citoyens, sans basculer dans la désignation des coupables, que seraient les étrangers ou les riches* ».

Pour Christine et sa fille, croisées dans les rues de Brest, il n'y a pas une minute à perdre pour « *faire barrage* », à deux semaines du premier tour des législatives. « *La gauche a ses angles morts, poursuit-elle, ses militants du PS. Mais pas question de laisser un boulevard à l'extrême droite* ». A Lannilis, Florian, producteur de légumes, ira voter le 30 juin « *contre le Rassemblement national qui entoure les agriculteurs en leur faisant croire que tout ira mieux avec leur programme* », lui qui a fait « *une grosse bêtise en n'allant pas voter aux européennes* ». Depuis son bar de Plouguin, Christophe hausse les épaules : « *Ils gagneront peut-être, ou peut-être pas. Mais, ce qui est sûr, c'est qu'en Bretagne une page politique s'est déjà tournée.* » ■

À Saint-Brevin-les-Pins, l'accueil de migrants et le sentiment de déclassement en catalyseurs du vote nationaliste

Angélique Négroni
Envoyée spéciale à Saint-Brevin-les-Pins

Bureau 12 de Saint-Brevin-les-Pins, en Loire-Atlantique. Accrochée avec quelques bouts de scotch, la feuille de vote des élections européennes est encore affichée à l'entrée de l'école élémentaire de la Pierre Attelée, qui jouxte le centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), à l'origine de nombreuses polémiques ces deux dernières années. Le résultat est sans appel : le RN arrive largement en tête, avec 170 voix et 27 % des suffrages. 27 %, c'est le score que Bardella a réalisé dans l'ensemble des bureaux de vote de cette station balnéaire. En dessous de la moyenne nationale (31,37 %), certes, mais en hausse de 10 points par rapport à 2019.

Sans nul doute, l'histoire récente de cette commune a joué dans ce résultat très favorable au parti à la flamme. L'officialisation, fin 2021, de l'implantation d'un Cada accolé à une école élémentaire avait attisé la colère d'une partie des habitants. Plusieurs manifestations, à l'appel d'un collectif de riverains rejoint par le RN et Reconquête, avaient été organisées et la violence avait atteint son paroxysme lors de l'incendie de la maison du maire, en mars 2023. Sous le

choc, ce dernier avait rendu son écharpe tricolore deux mois plus tard.

Saint-Brevin n'est pas la seule terre d'accueil de migrants à avoir basculé du côté du RN. Ainsi à Callac, une commune des Côtes-d'Armor où l'opposition des habitants à l'ouverture d'un centre de réfugiés avait fait échouer le projet l'an passé, le RN obtient 32,94 % des voix. À Orléans, où le maire Serge Grouard avait dénoncé la politique d'évacuation des migrants installés à Paris vers des sas d'accueil en région, le parti de Marine Le Pen passe en tête avec 18 %, contre 14 % en 2019. Sur les vingt-deux communes de la métropole orléanaise, c'est même un raz-de-marée RN : vingt ont placé le parti nationaliste en première position.

À Saint-Brevin, où le centre est toujours en place, l'atmosphère s'est pourtant détendue ces derniers mois. Situé en lisière de forêt, dans un quartier résidentiel avec la plage à proximité, ce lieu d'accueil pour réfugiés est à peine visible. Plusieurs rangées de bâtiments rafraîchis abritent quelques dizaines de familles arrivées depuis décembre dernier, dont une poignée d'enfants jouent dans la cour. À heures régulières, des véhicules s'arrêtent discrètement devant le portail du centre : des habitants en descendent pour donner vêtements, nourriture et objets divers. Une chaîne

de solidarité s'est mise en place et des liens se sont tissés avec la population. « *Nous prenons le bus avec ces familles pour aller faire nos courses, tout se passe bien !* », assure une femme âgée, tandis qu'Éléonore, une jeune mère de famille, certifie : « *Mes enfants fréquentent l'école et je n'ai aucune crainte. Je viens de Paris, où nous avons vécu à proximité de migrants. Alors je connais.* »

« Il faut tendre la main aux autres, mais à condition d'aider avant tout nos sans-abri et nos personnes âgées dans le besoin »

Un habitant de Saint-Brevin

Derrière cette sérénité de façade, la colère continue de gronder. Didier, un retraité installé à quelques mètres du centre, ne s'en remet toujours pas. « *On travaille toute sa vie pour avoir quelque chose de bien comme ma maison et voilà le résultat : elle a perdu 30 % de sa valeur avec ce centre* », peste-t-il. Pour lui, ce secteur de la ville a perdu de sa tranquillité avec, dit-il, « *des gamins qui traînent jusqu'à pas d'heure dans les rues* ». L'homme a un regret en tête : « *Celui d'avoir voté une fois pour Macron. Cette*

fois, j'ai donné ma voix à Reconquête. »

Ancien membre du collectif des riverains opposé au centre, Fabrice Merrachi a, lui, aussi exprimé toute sa colère par les urnes. « *C'est tout ce que je reste. Car je me suis rendu compte que nos manifestations ne menaient à rien. Sans informer la population et sans aucune concertation, l'État avait tranché et décidé ce passage en force pour implanter ce centre dans notre ville* », déplore cet ingénieur informatic de 61 ans. Lui a voté pour Jordan Bardella.

Édith, une retraitée de 66 ans, a décidé de son côté de ne donner sa voix à personne. « *J'ai voté blanc* », dit-elle. Habitant le Maine-et-Loire, elle occupe pour quelque temps une jolie maison qui fait face au Cada et qui lui a prêté une amie, propriétaire des lieux. Ancienne employée dans la confection durant quarante-quatre ans, un métier qu'elle a commencé dès l'âge de 16 ans, elle touche aujourd'hui à peine 1100 euros de retraite par mois. « *Cela veut dire pas de sortie, pas de voyages. Aucun extra. Alors, aider les autres, comme ces migrants, oui, mais la générosité doit quand même avoir des limites* », estime-t-elle. En écho à ses propos, un habitant de Saint-Brevin, croisé plus loin dans le centre-ville, assène : « *Il faut tendre la main aux autres, mais à condition d'aider avant tout nos*

sans-abri et nos personnes âgées dans le besoin. »

Dans la région, la vague RN a largement dépassé Saint-Brevin. Le score du parti de Marine Le Pen aux européennes a explosé dans de nombreux villages des alentours, comme à Saint-Viaud. Dans cette commune de 2407 habitants, située à 6 kilomètres de Saint-Brevin dans les terres, Jordan Bardella a réalisé son meilleur score du département : plus de 39 %, contre 21 % en 2019. « *Ce sont des terres où, habituellement, le RN est bien implanté* », commente Gauthier Bouchet, le député départemental du parti de Marine Le Pen. Coincés entre les villes touristiques du littoral, bien pourvues en services publics et le dynamisme de l'agglomération nantaise, les habitants de Saint-Viaud et des autres villages du coin vivent avec ce sentiment de déclassement au quotidien. « *C'est un vote de ras-le-bol. On n'a rien ci. Pour prendre le train à Pornic qui dessert Saint-Nazaire ou Nantes, on a le bus qui met 1h30 pour nous transporter contre 20 minutes en voiture* », se navre Nicolas, serveur de 27 ans.

Sur fond de hausse du nombre de cambriolages et d'incivilités dans la commune, les aides accordées aux familles étrangères de Saint-Brevin n'ont fait qu'aggraver ce sentiment d'abandon. Autant d'ingrédients qui ont conforté le vote RN dans la commune. ■

Un sommet pour la paix en Ukraine sans aucune paix en vue

Isabelle Lasserre

Alors que Poutine exige la reddition de Kiev, la réunion qui se tiendra ce week-end permettra surtout de réaffirmer le soutien des Occidentaux à Volodymyr Zelensky.

Comme pour danser le tango, il faut être deux pour faire la paix. À quoi peut donc bien servir un sommet consacré à la fin de la guerre en Ukraine sans la participation de la Russie, qui n'a pas été invitée dans le luxueux « resort » de la montagne du Bürgenstock, au centre de la Suisse ? À tout, sauf, justement, à faire la paix.

La grande réunion de Lucerne, qui avait été demandée par Volodymyr Zelensky, a été torpillée vendredi avant même son ouverture. Vladimir Poutine a pris la parole devant les cadres de son ministère des Affaires étrangères pour dénoncer un « stratagème » destiné à « détourner l'attention de tout le monde » des véritables responsables du conflit, que son révisionnisme désigne comme étant les Occidentaux et les autorités de Kiev. Il a exigé la reddition de l'Ukraine et posé ses conditions pour une paix négociée : le retrait des troupes ukrainiennes des quatre régions annexées par la Russie (Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia), y compris les villes de Kherson (300 000 habitants) et de Zaporijia (700 000 habitants). Autre précondition : l'Ukraine doit aussi abandonner son projet d'adhésion à l'Otan. Alors « nous donnerons immédiatement, à la minute même, l'ordre de cesser le feu et d'entamer des négociations », affirme Vladimir Poutine.

Au niveau diplomatique, Vladimir Poutine espère la réélection de Donald Trump en novembre prochain, dont il pense qu'elle lui sera favorable

Pour ceux qui en doutaient encore, cette demande de capitulation de l'Ukraine est une nouvelle confirmation que le président russe ne veut pas la paix avec Kiev. Pas seulement car c'est la guerre qui le maintient au pouvoir. Mais aussi parce que sur le terrain, les forces russes sont en position de force et grignotent chaque semaine du terrain face aux Ukrainiens qui manquent à la fois d'armes et d'hommes. Et ensuite parce qu'au niveau diplomatique, Vladimir Poutine espère la réélection de Donald Trump en novembre prochain, dont il pense qu'elle lui sera favorable. À moyen terme donc, au moins jusqu'à l'échéance électorale américaine, ce sont les rapports de force et seulement eux qui vont continuer à s'imposer sur le dossier ukrainien.

À quoi cela sert-il, dans ces conditions, d'organiser un sommet dont on sait qu'il ne pourra tenir ses promesses, malgré la participation d'environ 90 chefs d'État ou de gouvernement ? « À plein de choses », répond un haut fonctionnaire ukrainien. À souder davantage encore les alliés de l'Ukraine autour de son président, qui tout en faisant la guerre chez lui se présentera comme le seul homme de paix des deux parties. La réunion ambitionne aussi d'établir une feuille de route qui servira, le jour venu, à ouvrir des négociations ainsi qu'une voie vers « une paix juste et durable ». À défaut de progresser sur le terrain, l'Ukraine veut gagner la guerre diplomatique contre la Russie.

La conférence s'appuiera sur le plan de paix en dix points de Volodymyr Zelensky, présenté fin 2022. Il stipulait notamment le retrait des troupes russes des territoires occupés, le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, l'organisation d'une justice internationale pour juger les criminels russes et l'établissement avec les Occidentaux d'un nou-

veau système de sécurité en Europe. Pour assurer un minimum de consensus entre les participants, ce sont d'abord les sujets suscitant le moins de polémique, comme la navigation en mer Noire ou la sûreté nucléaire, qui seront abordés. Le retrait des troupes russes, les réparations financières et la justice internationale n'interviendront que dans un deuxième temps.

L'objectif affiché par Volodymyr Zelensky d'élargir le soutien à l'Ukraine aux pays du « Sud global », paraissait en revanche compromis avant l'ouverture du sommet, en dépit des gros efforts faits par le président ukrainien pour convaincre les dirigeants de faire le déplacement en Suisse. Car si l'Inde a annoncé sa probable participation, la Chine et le Brésil ont dit non. Comme de nombreux pays du Sud, qui n'ont pas pris des sanctions contre la Russie et se placent volontairement dans sa sphère d'influence. La Russie a tenté de saper la conférence de Lucerne, objet de tous les mépris et qualifiée par le Kremlin « d'opération de relations publiques de l'Occident » vis-à-vis de l'Ukraine. Envers les pays neutres qui hésiteraient, l'ancien président Dmitri Medvedev a



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et son homologue américain, Joe Biden, à Savelletri, en Italie, jeudi, où un accord bilatéral de sécurité a été signé, qui engage l'assistance militaire américaine à l'Ukraine pendant dix ans.

même brandi la menace : « Nous nous souviendrons », a-t-il dit. Et depuis plusieurs jours, des cyberattaques ont été lancées contre la Suisse. Volodymyr Zelensky a aussi accusé la Chine d'« empêcher » des pays de participer au sommet. Alors qu'une moitié des participants seront européens, et une grande partie des autres, comme le Canada ou le Japon, ac-

quis aux thèses de l'Ouest, le risque est grand de voir se transformer le sommet pour la paix de Lucerne en une nouvelle réunion des pays occidentaux, avec le risque d'agrandir encore la division du monde en deux.

Les positions des Russes et des Ukrainiens étant pour l'instant inconciliables, les diplomates occidentaux ne s'atten-

dent pas à une percée diplomatique en Suisse. Joe Biden ne s'y est pas trompé, qui se fera représenter par sa vice-présidente Kamala Harris. Il était là en revanche au G7, où se sont conclues des affaires politiques plus importantes, comme la signature d'un accord bilatéral de sécurité, qui engage l'assistance militaire américaine à l'Ukraine pendant dix ans... ■

Mykola Bielieskov : « Ceux qui préconisent un cessez-le-feu doivent être prêts à en payer le prix »

Propos recueillis par
Cyrille Louis

Mykola Bielieskov est chercheur associé à l'Institut national pour les études stratégiques, un centre de réflexion placé sous l'autorité de la présidence ukrainienne, et analyste auprès de l'ONG Come Back Alive, qui aide l'armée ukrainienne grâce au financement participatif.

LE FIGARO. - Vous venez de publier un article appelant l'Ukraine et ses partenaires occidentaux à se doter d'une « stratégie réaliste vers la victoire ». Pourquoi y a-t-il urgence ?

MYKOLA BIELIESKOV. - Depuis l'offensive manquée de l'armée ukrainienne à l'été 2023, il n'y a eu aucun débat public sur ce à quoi pourrait ressembler la meilleure stratégie dans cette guerre contre la Russie. L'approche de l'Administration Biden et de l'Otan repose sur la gestion de crise. En substance : on maintient l'Ukraine à flot pour éviter qu'elle ne coule, et rien de plus. Mais après deux ans de guerre, cette approche atteint ses limites. Non seulement l'absence d'un horizon clair fragilise la détermination des Ukrainiens à poursuivre le combat, mais il menace le consensus entre Occidentaux sur l'opportunité de prolonger leur aide. Cette confusion autour de nos objectifs, des moyens de les atteindre et des ressources qui leur sont allouées crée un environnement propice aux diverses opérations d'influence que mène la Russie en vue d'affaiblir ce soutien.

Sentez-vous le découragement poindre chez vos partenaires ?

On observe qu'il est de plus en plus difficile de mobiliser des ressources. Les pays qui soutiennent l'Ukraine réclament des résultats clairs et convaincants, alors que nos forces ne

sont pour l'heure pas en mesure de libérer de nouveaux territoires. Au moment d'approuver le nouveau paquet de 60 milliards d'euros d'aide, les membres du Congrès des États-Unis ont récemment exigé que l'Administration Biden produise, sous 45 jours, un canevas stratégique qui définisse ce que pourrait être une victoire - ou, tout du moins, une issue acceptable par Kiev. Bien entendu, il appartient en premier lieu à l'Ukraine de définir une stratégie réaliste. Mais une fois formulée, celle-ci ne pourra être mise en œuvre que si nos partenaires acceptent d'y consacrer les ressources appropriées.

À quoi une telle stratégie pourrait-elle ressembler ?

La première étape consisterait à infliger à l'armée ennemie un niveau de

pertes tel qu'il deviendrait envisageable de négocier un cessez-le-feu d'au moins cinq à sept ans. Durant cette période de répit, un renforcement substantiel des forces armées ukrainiennes devrait être entrepris afin de générer un fort effet dissuasif. À plus long terme, l'objectif demeurerait de susciter une transition post-impériale sur le territoire de la Fédération de Russie par un mélange de moyens militaires et non militaires.

L'opinion ukrainienne est-elle prête à accepter un cessez-le-feu ?

À ce stade, l'Ukraine n'a pas dit qu'elle était prête à transiger. Par ailleurs, il faut être clair sur le fait qu'elle n'admettra jamais de considérer que les territoires occupés appartiennent à la Russie. Enfin, si on se met à parler d'un cessez-le-feu négocié, il faudra absolument convaincre les Ukrainiens que celui-ci peut être durable et garanti. Notre pays est traumatisé à la fois par le mémorandum de Budapest (1994) et par les accords de Minsk (2014-2015), qui n'ont pas empêché la Russie de nous agresser en février 2022. En l'absence de garantie solide, comment ne pas craindre que celle-ci utilise une éventuelle trêve pour reconstruire ses forces avant de nous attaquer de nouveau ? Les accords bilatéraux que l'Ukraine a récemment signés avec plusieurs pays, dont la France, risquent de ne pas suffire à persuader Poutine de nous laisser en paix. Seul un renforcement de la coopération avec l'Otan, dans la perspective d'une adhésion d'ici trois à cinq ans, constituerait une véritable garantie de sécurité. Ceux qui espèrent limiter les frais à la faveur d'un éventuel arrêt des combats se trompent lourdement.

C'est-à-dire ?

Garantir la durabilité d'un cessez-le-feu impliquerait de se donner les moyens de reconstruire nos forces ar-

mées, de développer notre complexe militaro-industriel et de multiplier les partenariats entre des entreprises ukrainiennes et occidentales. Autrement dit : il faudrait que vos pays soient capables de dépenser la même quantité d'argent pour leur défense que pendant la guerre froide (soit 4 % à 5 % de leur produit intérieur brut), et qu'ils acceptent de diriger une partie de ces ressources vers l'Ukraine. Nous sommes actuellement dans une situation très étrange : le produit intérieur brut de l'Otan est vingt fois supérieur à celui de la Russie, mais celle-ci dispose d'obus d'artillerie en bien plus grand nombre. La Suède, qui s'est récemment engagée à fournir à l'Ukraine 7 milliards d'euros sur trois ans, nous montre l'exemple. Mais je pense que les Occidentaux n'ont pas encore vraiment conscience des efforts à fournir. Ceux qui préconisent un cessez-le-feu doivent être prêts à en payer le prix.

Le déploiement de troupes occidentales sur le sol ukrainien pourrait-il, dans cette perspective, jouer un rôle utile ?

Cela peut être une partie de l'équation. Un tel déploiement montrerait à la Russie qu'elle obtient précisément l'inverse de ce qu'elle recherche. Une autre réponse pourrait être de déployer plus d'armes antiaériennes en Pologne et de les utiliser pour abattre les missiles russes qui visent l'ouest de l'Ukraine. La création de programmes d'entraînement sur notre sol signifierait aussi que plus la Russie essaie de détruire l'Ukraine, plus les pays occidentaux s'impliquent. C'est particulièrement important à un moment où il devient évident que nos réserves humaines ne sont pas infinies. Le modèle que beaucoup avaient à l'esprit, selon lequel on serait en mesure de se défendre seuls à partir du moment où on nous fournirait des armes, a bien fonctionné durant deux ans. Mais il atteint désormais ses limites. ■



À ce stade, l'Ukraine n'a pas dit qu'elle était prête à transiger. Par ailleurs, il faut être clair sur le fait qu'elle n'admettra jamais de considérer que les territoires occupés appartiennent à la Russie

Mykola Bielieskov

Chercheur associé à l'Institut national pour les études stratégiques et analyste auprès de l'ONG Come Back Alive

Au G7, passes d'armes entre Meloni et Macron

Florentin Collomp
Envoyé spécial à Bari (Italie)

La chef du gouvernement italien a accusé le président de « faire campagne » en dénonçant sa position sur l'avortement, omise de la déclaration finale.

Quand Emmanuel Macron fait un baise-main galant à Giorgia Meloni, en arrivant au château Suevo de Brindisi, en Italie, pour le dîner des chefs d'État et de gouvernement du G7, jeudi soir, elle l'accueille d'un regard glacial. Plus tôt dans la journée, les deux dirigeants avaient échangé des passes d'armes très publiques, cultivant un antagonisme qui dure depuis leur première rencontre peu chaleureuse, en octobre 2022, dans un hôtel de Rome, juste après l'arrivée au pouvoir de la leader du parti postfas-ciste Fratelli d'Italia.

L'objet de la tension portait sur la mention du droit à l'avortement dans la déclaration finale du G7. Giorgia Meloni s'est vigoureusement opposée à la formulation évoquant « l'accès à un avortement sûr et légal et à des prestations de soin post-avortement ». Les États-Unis, la France et l'UE notamment souhaitaient conserver ces termes de la déclaration du G7 à Hiroshima en 2023 mais ont dû plier face à la ligne rouge de la chef du gouvernement italien, présidente du G7. En lieu et place, ils ont réitéré les propos de Hiroshima à minima s'engageant à « promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs de manière complète pour tous ».

Le recul imposé par Giorgia Meloni a irrité plusieurs de ses partenaires du G7, dont Joe Biden et Emmanuel Macron. « La France a intégré ce droit des femmes à l'avortement, la liberté de disposer



Giorgia Meloni et Emmanuel Macron, au premier jour du G7, jeudi, à Savellitri (Italie). GUGLIELMO MANGIAPANE/REUTERS

de son corps dans sa Constitution. Ce ne sont pas les mêmes sensibilités qu'il y a dans votre pays aujourd'hui. Je le regrette », a déclaré le président en réponse à une journaliste italienne.

De quoi mettre hors d'elle la présidente du conseil italien, qui a accusé le président d'utiliser le forum du G7 pour « faire campagne ». Une allusion à la position inconfortable d'Emmanuel Macron face à ses homologues après son coup de poker de la dissolution. Celui-ci a nié être affaibli sur la scène internationale. « Personne ne m'a posé de question là-dessus », a-t-il assuré, au soir de la première journée de réunions dans le complexe de luxe de Borgo Egnazia, au bord de la mer, dans le talon de l'Italie. « Mes interlocuteurs sont tous des élus démocratiques et ils ont tous dit : c'est courageux », s'est-il contredit, laissant

entendre que le sujet avait bel et bien été évoqué entre eux. L'un d'eux aurait d'ailleurs émis des doutes sur la raison du président de la République et le calendrier de sa décision, peu avant le sommet de l'Otan, en juillet, selon l'agence Bloomberg.

De Joe Biden à Rishi Sunak, en passant par Justin Trudeau, Olaf Scholz ou Fumio Kishida, aucun n'avait pourtant de quoi donner des leçons à leur collègue français. Tous sont en mauvaise posture face à leurs électeurs respectifs, avant ou après des tests électoraux difficiles. Le journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* évoque « six canards boiteux et un cygne ». L'hôtesse italienne du sommet a en effet pu recevoir ses pairs en majesté, confortée par une popularité intacte et le bon score de la liste qu'elle a menée en tête

des élections européennes en Italie, dimanche dernier.

Forte de ce succès, elle entend peser dans la nouvelle mandature des institutions européennes. Les tractions se poursuivent pour tenter de renforcer son groupe des Conservateurs et réformistes européens au Parlement de Strasbourg, qui talonne le groupe Renew de Valérie Hayer. À Borgo Egnazia, elle a mis en scène sa complicité avec la présidente sortante de la Commission, Ursula von der Leyen, en passe d'être reconduite à son poste. Les Vingt-Sept doivent en parler lors d'un dîner informel à Bruxelles lundi, avant de confirmer leurs choix à la fin du mois.

En ciblant les valeurs de la dirigeante ultraconservatrice italienne, Macron vise indirectement Marine Le Pen, qui a fait récemment des appels du pied à

Meloni pour regrouper leurs forces au Parlement européen, malgré les différends profonds entre leurs groupes, afin de devenir la première force d'opposition au bloc central sortant. Pas sûr toutefois que Meloni y cède, face à l'opportunité d'influer sur les orientations de l'exécutif bruxellois en entretenant des relations cordiales avec sa présidente allemande.

« La France a intégré ce droit des femmes à l'avortement, la liberté de disposer de son corps dans sa Constitution. Ce ne sont pas les mêmes sensibilités qu'il y a dans votre pays aujourd'hui. Je le regrette »

Emmanuel Macron répondant à une journaliste italienne

Malgré ces tensions avec certains partenaires, Giorgia Meloni a réussi cet examen de passage diplomatique au G7. Elle a réalisé un beau coup avec l'invitation, une première historique, du pape François, qui a parlé d'intelligence artificielle et eu des entretiens avec plusieurs dirigeants, dont Emmanuel Macron, Joe Biden et Volodymyr Zelensky. Elle a aussi voulu ouvrir ce club des nations les plus riches du monde au reste de la planète, en y conviant les dirigeants d'Inde, du Brésil, d'Argentine, des Émirats, du Kenya, d'Algérie ou de Tunisie.

Le sujet des migrations, qu'elle entendait placer au centre des débats, a été abordé vendredi. La France n'a pas vu d'objection à répondre à cette problématique commune sous les angles de la lutte contre les causes de l'immigration (pauvreté, réchauffement climatique...), du combat contre les trafics et du maintien de voies d'immigration légales pour répondre aux besoins de l'économie. Giorgia Meloni a donné l'exemple en la matière, en régularisant 450 000 immigrés en Italie pour faire face aux pénuries d'emplois. En revanche, la volonté du conservateur britannique Rishi Sunak d'insister sur la sous-traitance de la gestion des demandes d'asile, comme il souhaite le faire au Rwanda, est restée lettre morte. ■

À Budapest, bras de fer entre la gauche écologiste et le pouvoir

Albert Kornél Budapest

Le maire écologiste sortant Gergely Karacsny revendique la victoire, mais la commission électorale pourrait en décider autrement.

Dans l'ombre des élections européennes, une autre bataille électorale se joue en Hongrie, pour la ville de Budapest. D'un côté, le maire écologiste sortant Gergely Karacsny, à la tête d'une coalition socialiste, écologiste et libérale. De l'autre David Vitézy, l'ancien patron des transports publics de Budapest, soutenu en extrêmes par le Fidesz de Viktor Orban. Le duel a tourné à l'avantage du maire sortant, mais avec un écart infime de 324 voix, à l'issue des élections municipales qui ont été organisées le même jour que les européennes du 9 juin.

Vendredi, après recompte de milliers de bulletins nuls par la commission électorale, Gergely Karacsny a de nouveau revendiqué sa victoire sur le fil du rasoir. « Les faits montrent que j'ai remporté cette élection, même après un recomptage des voix dans des conditions scandaleuses », a affirmé le maire sortant. « J'apprends maintenant que la majorité du Fidesz au sein de la commission électorale nationale a entamé une bataille juridique pour tenter d'inverser

le résultat. Ils veulent maintenant truquer l'élection », a-t-il accusé.

Selon toute logique et au vu des sondages, la coalition de gauche et écologiste aurait dû se faire réelle dans un fauteuil. Mais c'était sans compter une manœuvre périlleuse du Fidesz qui, à

« Les faits montrent que j'ai remporté cette élection, même après un recomptage des voix dans des conditions scandaleuses »

Gergely Karacsny
Maire sortant

48 heures du scrutin, a retiré sa candidate Alexandra Szentkiralyi, promise à une sèche défaite et une troisième place, puis appelé au ralliement sur la candidature de David Vitézy.

Le coup était attendu et redouté, mais pas quelques heures seulement avant le vote. Le maire Gergely Karacsny, sociologue et analyste politique

de formation, avait lui-même averti dès le début de l'année de la manœuvre : le Fidesz plaçait deux candidats contre lui, pour en désister un le moment venu. Dans l'isoloir, les électeurs ont donc dû remplir des bulletins qui comportaient encore le nom de la candidate du Fidesz. Ce chaos électoral a vraisemblablement conduit au grand nombre de bulletins nuls, 24 600.

« Se sachant minoritaire à Budapest, le Fidesz a fait passer son véritable candidat pour un candidat indépendant, et financé sa campagne par un oligarque du régime », selon Gabor Eross, conseiller municipal dans le 8^e arrondissement et membre du parti de Gergely Karacsny. Pour lui, David Vitézy n'est autre que le « cheval de Troie des oligarques d'Orban à Budapest ». La stratégie s'est révélée d'autant plus redoutable que David Vitézy profite d'une image d'expert impartial des politiques urbaines et a présenté un programme politique qui a aussi de quoi séduire la gauche et les écologistes, culturellement dominants à Budapest.

Le financement de la campagne de David Vitézy par Péter Ungar accrédite cette lecture des choses. Ce dernier est tout à la fois à la tête d'un petit parti écolo-conservateur, fils de l'émigration grise du Fidesz Maria Schmidt, et profite des dividendes d'une entreprise familiale qui prospère dans le « capitalisme de copinage » qui prévaut en Hongrie.

Le Fidesz est une machine de guerre qui ne laisse rien au hasard. Six mois avant les élections, il avait aussi modifié à son avantage les règles électorales, avec le concours de l'extrême droite Mi Hazánk (Notre Patrie). Elles rétablissent un système de listes, au détriment d'un conseil composé des maires d'arrondissement. Or la coalition socialiste et écologiste a remporté 14 arrondissements de la capitale, contre 8 pour le Fidesz.

L'enjeu politique est considérable à l'échelle de la Hongrie, où Budapest concentre environ un cinquième des dix millions d'habitants. Le pays magyar n'échappe pas au phénomène de globalisation qui creuse le fossé entre

les métropoles et les « arrières-pays ». Au point qu'après la victoire triomphale du parti de Viktor Orban aux législatives de 2022 (avec 54 % des voix), d'aucuns avaient rêvé de proclamer une « République de Budapest » soustraite au national conservatisme ambiant.

Les forces de l'opposition au Fidesz, écrasées au niveau national, ont toutefois confirmé leur résistance à l'échelon local. Dix des 25 villes-préfectures échappent au parti au pouvoir, dont le traditionnel bastion socialiste de Szeged, ainsi que Pécs, situées dans le sud du pays.

L'élection à Budapest n'a peut-être pas encore rendu son verdict définitif. La veille du recomptage réclamé par son adversaire défait, Gergely Karacsny avait fait savoir qu'il demanderait la tenue d'une nouvelle élection, plus propre, et ce même en cas de victoire. Qui qu'il soit, le maire devra diriger sans majorité et composer avec le parti Tisza d'un certain Péter Magyar, nouvel opposant de choc à Viktor Orban. ■

LE
GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL PARIS
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PREMIÈRE

Olivier BOST
Anaïs BOUTON
Loris BOICHOT

RTL
RTL
LE FIGARO

RTL
6

#LeGrandJury

Victimes d'un « printemps pourri », les agriculteurs tentent de limiter les dégâts

Éric de La Chesnais

Les pluies records de ces derniers mois ont favorisé la propagation des maladies de plantes et mettent en péril les récoltes.

Grand absent de ce printemps dans une large partie du pays : le soleil et la chaleur. Dans le même temps, les pluies ont rarement été si abondantes. « De nombreux épisodes pluvieux ont concerné le pays au cours des mois de mars, avril et mai. Le printemps 2024 se classe au 4^e rang des printemps les plus pluvieux depuis le début des mesures en 1959, relève Météo-France. Partout, il a beaucoup plu, ce qui a souvent entraîné, par endroits, des inondations et des coulées de boue, en Bourgogne, dans le Centre Ouest, en Lorraine et en Alsace, dans l'Aisne... » Cet excès d'eau est largement bénéfique pour recharger les nappes phréatiques mises à mal par les épisodes de sécheresse de ces dernières années. En revanche, l'humidité et le manque de luminosité ont entraîné la propagation des maladies des plantes et ralentissent le cycle des cultures.

Ces pluies printanières sont tombées sur des sols déjà gorgés d'eau du fait des précipitations importantes et ininterrompues depuis l'automne dernier, rendant très difficiles les travaux dans les champs. « Depuis le 18 octobre, nous n'avons pas eu une semaine sans pluie. Je n'ai pas pu faire les semis de blé d'automne, je pensais faire de l'orge de printemps ou du maïs, mais les pluies de ces derniers mois ont aggravé la situation, commente Franck Courcelles, éleveur laitier bio en Mayenne, à Gesnes. Les champs sont encore détrempés. Quand il y a une petite embellie météo, j'en profite pour semer du sorgho dans les endroits les plus secs et semer de l'herbe dans les autres. »

« Cela faisait dix ou quinze ans que je n'avais pas utilisé de granulés antilimaces. Par endroits, le traitement n'a pas suffi. Les plantes ont été totalement dépouillées et j'ai dû réimplanter 4 hectares de betteraves »

Mickaël Jacquemin

Céréaliériste et membre du réseau des fermes Dephy qui cherchent à réduire l'utilisation des intrants

« En six mois, il a davantage plu que sur une année entière, confirme Michel Amiard, éleveur de bovins viande, dans une commune voisine, à Montsûrs. Les animaux ne sont pas bien dehors, c'est humide. Je n'ai toujours pas pu faire de foin cette saison, il faut une semaine entre la fauche de l'herbe et la mise en round baller (enrubannage) ». Pour sa part, Christophe Grison, agriculteur à Mareuil-sur-Ourcq dans l'Oise, a préféré ne pas attendre la période sèche de huit jours recommandée, quasi impossible en ce moment. Il a fauché son herbe et l'a emballée dans le film plastique. « Certaines prairies sont trop avancées dans la pousse, les graminées commencent à épier, remarque-t-il. Le temps maussade et des sols humides laissent peu de chances de faire du foin sec. J'ai privilégié l'enrubannage pour relancer un nouveau cycle de repousse d'herbe ».

Certains paysans, dont les champs sont encore spongieux, ont dû opter pour la mise en jachère malgré eux. « Depuis le 18 octobre, il a énormément plu et nous n'avons pas eu beaucoup de répit pour semer dans les champs. La Marne est sortie sept fois de son lit. Le sol est compacté, bœufs, avec de l'eau en surface qui ne s'écoule pas. J'avais prévu de faire du maïs grain, mais c'était encore détrempé. Je viens de prendre la décision de ne pas planter ces parcelles, soit 55 hectares, c'est à dire 15 % de ma surface exploitée, commente Mickaël Jacquemin, céréalier et secrétaire général adjoint de la FDSA de la Marne. Les semences de maïs étaient pourtant commandées, livrées et payées. Je cherche à limiter les dégâts. Il y aura donc de la jachère et une absence de revenus. Nous espérons que l'administration se montrera clémente, car nous avons changé d'assolement par rapport à nos

déclarations PAC. J'ai sollicité le préfet qui est venu sur place pour constater les dégâts. Nous sommes de nombreux agriculteurs dans cette situation », poursuit celui qui est en charge du dossier de gestion de l'eau dans son département.

Autre conséquence de cette humidité accrue : l'augmentation des attaques d'insectes ravageurs, de gastéropodes, comme les limaces, et de champignons. « J'ai dû mettre plus de fongicides que l'année dernière sur les cultures implantées de blé, orge et maïs », constate Mickaël Jacquemin, membre du réseau des fermes Dephy qui cherchent à réduire l'utilisation des intrants. Mais il paraît difficile de faire autrement dans de telles circonstances. « Ce printemps 2024 regroupe tous les ingrédients pour une explosion du risque de betteraves »,

Serge Zaka, ingénieur agronome et docteur en agro-climatologie. Le faible gel hivernal n'a pas contribué à la mortalité de ravageurs. Par ailleurs, le nombre record de jours de pluie pendant le printemps et le faible ensoleillement ont garanti une humectation foliaire permanente : tout ce dont les champignons raffolent ! » « Cela faisait dix ou quinze ans que je n'avais pas utilisé de granulés antilimaces. Elles adorent les feuilles de betteraves et mangent tout si on ne fait rien, explique Mickaël Jacquemin. Par endroits, le traitement n'a pas suffi. Les plantes ont été totalement dépouillées et j'ai dû réimplanter 4 hectares de betteraves ».

En Alsace, les paysans doivent également faire face à l'excès d'eau. « Cela me gêne énormément, indique Franck

Sander, président de la Confédération générale des planteurs de betteraves sucrières, lui-même céréalier à Olhungen, au nord de Strasbourg. Le houblon est sensible à l'humidité et développe des maladies comme le mildiou et l'oïdium. Je n'ai pas accès aux parcelles pour traiter ces plantations. Le sol, gorgé d'eau, est mou. J'ai très peur de la qualité sanitaire de cette culture qu'il faudrait également buter, c'est-à-dire mettre sur des monticules de terre pour éviter qu'elles aient les pieds dans l'eau. De leur côté, les céréales sont malades et atteintes de septoriose apparue à cause de l'excès d'eau au moment de la floraison et du manque de luminosité ».

Résultat, la qualité des cultures est dégradée. « Les conditions de culture continuent de se détériorer en France se-

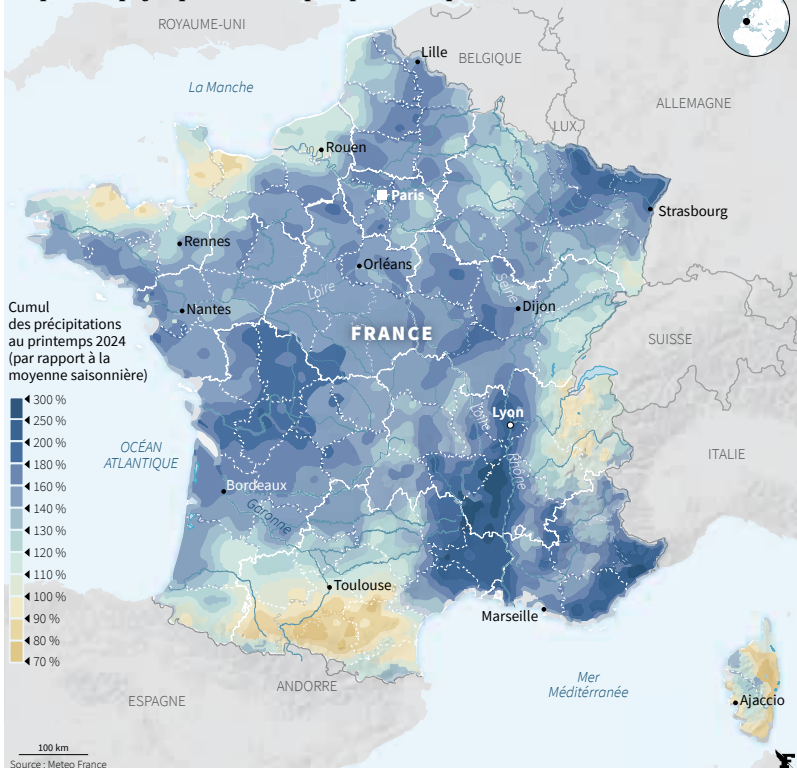
lon l'organisme paritaire FranceAgriMer, note Arthur Portier, gérant du cabinet Agritel spécialisé dans les conseils en matières premières agricoles. 61 % des blés sont dans de bonnes conditions, contre 91 % l'an passé à la même époque. » « Certains blés vont être déclassés et contiendront trop de mycotoxines. Ils ne pourront être commercialisés, car impropres à la consommation y compris animale, ils seront détruits », assure Franck Sander, également président de FranceAgriMer, qui collecte les données statistiques de toutes les productions agricoles.

Pour se protéger contre ces inondations et coulées de boue brutales, encore faut-il comprendre d'où provient cette eau. « L'accroissement de l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols qu'elle entraîne sont à l'origine de ces déferlements soudains d'eau, poursuit Franck Sander. Entre 400 et 600 hectares par an sont bétonnés en Alsace, ce sont autant de surfaces en moins pour absorber les précipitations dans les sols ». Autre facteur, l'arrêt de l'entretien des cours d'eau. « De grosses rivières comme la Moselle ou la Saône ne sont plus draguées pour des raisons écologiques et aussi économiques. Elles s'ensablent, ne peuvent plus absorber le surplus d'eau et débordent, c'est un non-sens. Les agriculteurs riverains en font les frais. Il y a d'autres façons de gérer les cours d'eau. »

Dans l'Audomarois près de Saint-Omer, très impacté par les inondations, il y a encore de l'eau dans les caves et dans ces terrains argileux. Cela a fait bouger les structures des bâtiments. « Les nappes phréatiques se sont bien remplies, des sources qui n'avaient plus fait parler d'elles depuis cinquante ans jaillissent en plein champ, raconte Roger Houzel, maire d'Offin dans le Pas-de-Calais. Avant, c'était au milieu des prairies. Elles sont devenues des terres cultivées, drainées. Les haies, fossés et talus ont été arasés. Plus rien ne retient l'eau de pluie. Elle ravine et entraîne avec elle la bonne terre, créant ces coulées de boue. On ne lutte pas contre la nature. Il faut revenir à des pratiques de bon sens. »

Plus au sud, en Rhône-Alpes, l'excès d'eau a fragilisé les plantations arboricoles. « Les cerises, abricots, pêches et nectarines sont gorgées d'eau et moins sucrées. Beaucoup de ces fruits éclatent et ne peuvent être vendus, s'inquiète Raphaël Martinez, directeur de l'Association d'organisations de producteurs de pêches et abricots de France. Côté consommation, le temps froid ne favorise pas la vente des fruits d'été. Les cerises sont rares et se négocient à 14 euros le kilo, les pêches entre 5 euros et 5,50 euros le kilo. Les pêches plates sont 20 % plus chères ». ■

Un printemps jusqu'à trois fois plus pluvieux que d'habitude



Quel climat pour la France à horizon 2050 ?

Anne-Laure Frémont

La France doit-elle s'habituer à des hivers et des printemps pluvieux dans un climat qui se réchauffe ? Au vu de la trajectoire actuelle, le gouvernement estime désormais que le pays doit se préparer à une hausse moyenne de la température de +4 °C à la fin du siècle, qui correspond à un réchauffement global de 3 °C (l'Europe se réchauffant plus vite que le reste du monde). C'est tout l'enjeu du prochain plan d'adaptation, le PNACC, qui tarde à être dévoilé.

Cette trajectoire, qui correspond « à la tendance probable en l'absence de mesures additionnelles », selon le ministère de la Transition écologique, anticipe pour 2050 un réchauffement de 2,7 °C en France. « Ce qu'on a connu en 2022 - année la plus chaude que la France métropolitaine ait jamais mesurée - sera alors la norme, une année moyenne. Il y en aura des moins chaudes et des bien pires », pré-

dit Jean-Michel Soubeyroux, directeur adjoint de la climatologie au sein de Météo France.

Le portail Drias regroupe les indicateurs climatiques sur lesquels les bureaux d'études et les services techniques des collectivités s'appuient pour élaborer leurs stratégies d'adaptation. Pour une France à +2,7 °C, il indique que le nombre annuel moyen de jours de vague de chaleur « devient cinq fois supérieur à ce qu'il était » pendant la période de référence, à savoir 1976-2005. Cette évolution touche la majorité du pays, mais elle « est légèrement plus faible du Centre au Nord-Pas-de-Calais » et « sensiblement plus forte sur les régions méditerranéennes où ce nombre de jours devient six à huit fois supérieur ». Les canicules s'étaient aussi sur une période plus longue et deviennent possibles « dès le début du mois de juin et jusqu'à la deuxième quinzaine de septembre », toujours selon le portail Drias-climat.fr.

De quoi chambouler les calendriers agricoles, « notamment parce que certaines variétés n'aiment pas avoir trop

chaud trop vite », estime Jean-Michel Soubeyroux. Il note aussi qu'à la moitié du siècle, les gels tardifs - qui font tant de mal aux vignobles et aux vergers -, s'annoncent « peut-être moins fréquents, mais ils se produisent à un stade végétatif plus avancé, vu qu'il fait plus chaud et que la végétation redémarre plus tôt. Cela les rend donc plus dangereux pour certaines filières agricoles ».

Diminution de l'enneigement

Pour ce qui est des pluies, « dans les projections climatiques, il n'y a pas d'évolution attendue à horizon 2050 au niveau du cumul annuel, poursuit l'expert de Météo France. En revanche, l'écart de répartition des pluies commence à se matérialiser avec des précipitations plus fréquentes en hiver et plus rares en été ». Les contrastes saisonniers se renforcent, tout comme ceux entre le Nord plus arrosé et le sud qui s'assèche, « signal que l'on perçoit déjà aujourd'hui et qui va s'accroître », favorisé par la situation du pays « dans une zone de transition climatique, à peu

près à égale distance entre le pôle et l'équateur ».

L'enjeu de la disponibilité de l'eau ne se résume pas aux pluies : il englobe aussi l'enneigement, qui diminue forcément au fur et à mesure que les températures augmentent en hiver. « Un degré en plus par rapport à aujourd'hui fait monter la limite pluie-neige de 150 mètres », explique Jean-Michel Soubeyroux. Moins de neige pour les stations de ski de moyenne montagne, donc, mais aussi pour les fleuves, comme la Garonne ou le Rhône, et plus généralement pour l'homme, la faune et la flore. « La neige constitue un stockage naturel d'eau. S'il y en a moins et qu'elle fond plus vite pendant un printemps plus chaud, le stock va s'écouler plus rapidement et l'eau manquera au cœur de l'été ».

Les changements seront donc déjà significatifs en 2050. Et si l'on se projette à horizon 2100, « on passe dans un autre monde, assure l'expert. Un climat franchement différent, qui nécessite une vraie transformation de notre modèle pour pouvoir s'y adapter ». ■

Élisa Doré

Quelque 665 000 doses d'un vaccin destiné aux humains ont été commandées au laboratoire Seqirus, en partenariat avec quatorze pays européens.

Le virus H5N1 d'origine aviaire continue de gagner du terrain et sa propagation chez les vaches laitières aux États-Unis place les autorités françaises en état de grande vigilance. Depuis le 25 mars, douze États américains sont concernés par la circulation du virus qui a été détecté dans 89 troupeaux bovins. À ce jour, seuls trois cas humains ont néanmoins été confirmés par les autorités sanitaires. « En Europe, les autorités ne se veulent pas alarmistes, mais la situation est sous surveillance », a souligné Éric D'Ortenzio, responsable stratégie de l'ANRS Maladies infectieuses émergentes, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue ce jeudi 13 juin. La grippe aviaire représente pour l'instant une faible menace pour l'homme, puisque la transmission ne se fait a priori qu'à partir de l'animal. Un vaccin produit par le laboratoire Seqirus sera bientôt disponible sur le sol français et proposé aux éleveurs, plus exposés au risque de contamination. Deux autres vaccins sont en cours de développement par les laboratoires Moderna et Sanofi, confirme en outre l'ANRS.

Les souches de virus H5N1 identifiées chez les humains sont très proches du virus circulant chez les vaches laitières. « Les analyses ont montré qu'elles partagent une même mutation dans le segment PB2 du génome viral », souligne Éric Cardinale, directeur scientifique de la santé et du bien-être animal à l'Anses, qui s'est exprimé lors de la conférence. Ainsi, selon les autorités, la contamination humaine s'est faite à partir du contact direct d'éleveurs avec les fluides de vaches contaminées ou indirectement via la consommation de lait cru, par ailleurs évoquée comme une voie de contamination probable d'autres mammifères comme le chat.

Les bovins auraient eux-mêmes été infectés par contact avec de la litière de volailles qui était intégrée à leur alimentation. Ce « saut » d'une espèce à l'autre témoigne d'une adaptation progressive du virus, via l'acquisition de cette fameuse mutation sur le segment PB2. Les scientifiques ont par ailleurs retrouvé une forte charge virale dans les tissus de mamelles qui contiennent



Des vaches attendent la traite à la United Dreams Dairy de North Freedom (Wisconsin), le 8 mai. THE WASHINGTON POST VIA GETTY IMAGES

La France se prépare à la possible arrivée du virus H5N1

deux récepteurs cellulaires, alpha 1-2 et alpha 1-6, capables de reconnaître les protéines à la surface du virus, ce qui aurait pu faciliter son installation.

Si, pour le moment, il n'y a pas de preuves formelles de transmission d'humain à humain, les scientifiques craignent qu'une forte circulation du virus chez les mammifères n'augmente le risque d'une adaptation rapide favorisant cette fois-ci une transmission interhumaine. Ce qui est, pour l'heure, peu probable. « Les bovins ne sont pas réservoirs du virus de l'influenza de type A. Et, dès lors que le lait est pasteurisé, le traitement à haute température élimine toute trace du virus », appuie Éric Cardinale. Sur 100 animaux dont les tissus ont été analysés aux États-Unis, seule une vache présentait une importante charge virale au niveau de ses muscles et a donc été abattue pour éviter toute transmission par la consommation de

viande. Ce cas de figure resterait néanmoins rarissime, selon d'autres travaux, qui montrent que les échantillons de viandes hachées crues et cuites issues de vaches infectées ne présentent aucune charge virale, rapporte Éric Cardinale.

Un risque « faible à modéré » pour les plus exposés

Pour l'heure, les souches de virus à l'origine des cas humains aux États-Unis n'ont pas encore été détectées en Europe. « Le phénotype du virus en question est issu de souches eurasiatiques et de souches pathogènes nord-américaines », explique Éric Cardinale. En France, comme ailleurs en Europe, le risque de transmission du virus de la grippe aviaire reste donc faible pour le moment. Cependant l'OMS estime qu'il n'est pas nul, mais « faible à modéré » pour les personnes les plus exposées à la

transmission potentielle de la grippe aviaire par les oiseaux ou les animaux, comme les travailleurs des élevages de volailles et les vétérinaires. Dans ce contexte, quinze pays européens, dont la France et la Finlande, ont conclu un « contrat-cadre » pour acquérir 665 000 doses d'un vaccin destiné aux humains, produit par le laboratoire britannique Seqirus. Deux autres vaccins à ARN messager sont par ailleurs en cours de développement dans les laboratoires Moderna et Sanofi, confirme l'ANRS.

En matière de surveillance, « l'ANRS suit de près la situation actuelle et fera part de tous les résultats des études en cours », assure Éric D'Ortenzio. Parmi les travaux attendus, l'Anses a mis en place une enquête pour analyser rétrospectivement le sérum sanguin de bovins qui auraient pu être contaminés sur le sol français, mais restés asymptomatiques. Les autorités ont également

renforcé la surveillance à la fois des oiseaux d'élevage mais également des oiseaux sauvages qui, au cours de leur migration entre le sud et le nord de l'Amérique, transitent au niveau des Caraïbes et notamment en Guyane.

Côté humain, il s'agira enfin de mieux caractériser les symptômes après une infection au virus H5N1, d'évaluer leur gravité et éventuellement d'identifier des facteurs de risque individuels ainsi que les populations les plus vulnérables. « Pour le moment, nous savons que trois cas humains se sont manifestés, pour deux d'entre eux, par des conjonctivites, et, pour le dernier, par des troubles respiratoires bénins (toux, fièvres), tous ayant facilement été traités à l'aide d'antiviraux. » Selon les autorités canadiennes, les symptômes peuvent aussi inclure des troubles gastro-intestinaux et, plus rarement, des atteintes neurologiques. ■

Recul préoccupant avant la prochaine COP29 en Azerbaïdjan

Marc Cherkil

Les spécialistes regrettent l'absence de progrès sur le sujet crucial de la sortie des énergies fossiles, à quelques mois du sommet annuel sur le climat.

Malgré deux semaines d'intenses négociations, aucune avancée significative n'a été obtenue à Bonn (Allemagne) pour préparer la prochaine COP29 sur le climat. La 29^e conférence cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tiendra à Bakou, en Azerbaïdjan, en novembre. Est-ce lié au fait qu'après l'Égypte en 2022 et les Émirats arabes unis l'année dernière, il s'agit du troisième sommet consécutif sur le climat organisé par un pays dont la réponse dépend des hydrocarbures ? La réponse n'est pas claire. Mais des observateurs s'inquiètent de l'implication du président de la COP29, Mukhtar Babayev, ancien responsable de la compagnie gazière et pétrolière d'Azerbaïdjan, à vouloir inciter les pays à mettre fin, à terme, à l'usage des hydrocarbures.

« Sur des sujets clés, nous avons perdu des avancées qui avaient été insufflées à Dubaï (lors de la COP28, NDLR) », déplore Alden Meyer, expert des négociations climatiques du think-tank américain E3G. À propos de la sortie programmée des énergies fossiles, « obtenue de haute lutte l'an-

née dernière, cette question reste orpheline », renchérit Lola Vallejo, conseillère spéciale pour le climat à l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales). Ce sentiment d'échec, voire de retour en arrière, inquiète bien des spécialistes. Face aux catastrophes climatiques actuelles, la situation débattue au sommet de Bonn revient à « montrer du doigt un bateau qui chavire et dire : "regardez, il coule !" », estime Alden Meyer. Par ailleurs, un négociateur a jugé un projet de conclusions de son groupe de travail comme « mettre du rouge à lèvres à un cochon ! ». « On parle de tout et finalement de rien. Car les discussions restent très générales », commente Marta Torres Gunfaus, directrice pour le climat à l'Iddri.

Il était prévu d'avancer sur un nouvel objectif de financement annuel pour soutenir les pays les plus pauvres face aux défis bien réels du réchauffement. Le précédent objectif de 100 milliards de dollars, fixé pour 2020, avait été atteint en 2022 avec deux ans de retard. Avant le début des discussions à Bonn, l'Inde proposait d'atteindre un nouvel objectif de 1000 milliards de

dollars par an à partir de 2030. Finalement, la coalition Aosis (Alliance des petits États insulaires) et d'autres pays ont proposé une enveloppe annuelle de 1100 milliards de dollars. « Il faut voir ce montant comme un oignon ! Avec au cœur les financements directs des pays développés et des banques multilatérales, autour une couche qui intègre les in-

« On parle de tout et finalement de rien. Car les discussions restent très générales »

Marta Torres Gunfaus
Directrice pour le climat à l'Iddri

vestissements générés par le secteur privé et les fondations et, enfin, sur la partie extérieure, tous les autres financements », explique un négociateur qui reflète la stratégie de l'Union européenne. Un projet de texte de 35 pages a été élaboré, mais sans montant annuel à allouer aux pays pauvres.

Sur ce volet, plusieurs problèmes sont loin d'être résolus. « La Chine ne veut pas être vue comme un contributeur

de plein droit » au fonds destiné aux pays pauvres, décrypte Lola Vallejo. Pékin risquerait de perdre son rôle et son influence au sein du groupe « G77-Chine », qui regroupe 134 États membres. Même si la Chine se place au septième rang des pays donateurs, il s'agit d'aides directes vers des pays du Sud, réalisées de manière volontaire.

En plus des questions financières, d'autres sujets cruciaux restent sur la table. C'est le cas pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et contenir le réchauffement climatique à +1,5°C au-dessus de l'ère préindustrielle. Mais cet objectif défini lors de l'accord de Paris paraît désormais hors de portée : au rythme actuel des émissions, il reste entre cinq et sept ans avant d'atteindre ce niveau de réchauffement, estiment des scientifiques. À l'occasion de la prochaine COP, certains pays vont commencer à annoncer de nouveaux objectifs nationaux de diminution volontaire de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2035. L'engagement des États-Unis sur ce point paraît bien incertain, car les élections présidentielles auront lieu le 5 novembre, quelques jours avant la COP. Des

experts attendent également une contribution volontaire de la Chine d'ici à la fin de l'année. Et quelques objectifs de pays ayant de hautes ambitions devraient être annoncés, notamment ceux de « la Barbade, la Colombie, le Costa Rica et le Kenya », attend Marta Torres Gunfaus. Les pays doivent publier leurs objectifs avant mars 2025, mais il y aura des retardataires.

Malgré tout, une petite heure d'espoir pourrait pousser Bakou à aboutir. Lors des négociations à Bonn, « le format troika s'est imposé », explique Lola Vallejo. Les textes discutés sont soumis par un groupe des représentants des Émirats arabes unis, qui ont accueilli la COP28 à Dubaï l'an dernier, de l'Azerbaïdjan, qui recevra la prochaine COP29, et du Brésil, qui sera le pays hôte de la COP30 en 2025. Cette « nouvelle gouvernance est une très bonne initiative », car c'est la première fois, de ce fait, que « le Brésil contribue aux propositions de décisions », ajoute Marta Torres Gunfaus. Même si le Brésil est également un pays pétrolier, le président Lula et sa ministre de l'Environnement militent pour un accord ambitieux. ■

John Elkann : « Les 24 Heures du Mans restent le mythe du sport automobile »

Propos recueillis par **Gilles Fester**
Envoyé spécial à Imola

Le président de Ferrari s'est confié en exclusivité au « Figaro » avant le départ de la 92^e édition où les Italiens défendront leur couronne.

Ferrari a signé en 2023 son grand retour dans la catégorie reine de l'Endurance après un demi-siècle d'absence. Un come-back triomphal, puisque le Cheval cabré a remporté l'édition du centenaire des 24 Heures du Mans après un intense duel avec Toyota. John Elkann (48 ans), président de Ferrari depuis 2018, a convié *Le Figaro* à Imola, en Émilie-Romagne (Italie), pour un entretien exclusif, afin d'évoquer cette nouvelle page de la marque italienne en compétition. Sweat-shirt à capuche et casquette aux couleurs de Ferrari, le petit-fils de Giovanni Agnelli s'est confié sur les raisons de ce retour, la défense de la couronne des 24 Heures du Mans, mais aussi sur l'avenir de la discipline et ce qu'il réclame en matière de réglementation.

LE FIGARO. - Vous êtes italien, mais vous avez passé une partie de votre vie en France dans les années 1990, qu'avez-vous de plus français en vous ?

JOHN ELKANN. - J'ai fait une partie de mes études au lycée Victor-Duruy à Paris, avant d'intégrer plus tard l'école polytechnique de Turin. Je vois beaucoup d'affinités entre la France et l'Italie. Votre pays est magique, par sa géographie, mais aussi par sa densité culturelle, et il y a de nombreuses similitudes avec l'Italie sur ces points. Nos deux pays ont eu beaucoup d'influence mutuelle positive qui a permis de réaliser de grandes choses. Je pense à Leonardo da Vinci, qui a fini sa vie en France grâce à François I^{er}, ou Stendhal, grand écrivain français inspiré par ses années en Italie. L'aspect culturel que j'ai eu la chance de développer à l'école m'a beaucoup marqué, mais j'ai fait des études scientifiques en passant ce qu'on appelait à l'époque le bac C. Ce trait cartésien est probablement ce qui reste de plus français en moi.

On vous sait amateur de voile et de football, via votre rôle à la Juventus Turin. Avez-vous toujours été un amoureux de sports mécaniques ?

J'ai toujours connu Ferrari, dès enfant en tant que supporteur, et j'ai eu la chance de connaître la marque de l'intérieur. Mais petit, j'ai habité au Brésil et j'avais forcément un rapport très fort avec les pilotes locaux qui étaient Nelson Piquet et Ayrton Senna, au moment de la grande rivalité avec Alain Prost. J'étais présent aux Six Heures d'Imola cette année (fin avril, NDLR) et être là l'année des 30 ans de la disparition de Senna, il y avait forcément un aspect très émotionnel et triste. C'était quelque chose que j'ai vécu personnellement. Ensuite est venue la parenthèse extraordinaire Michael Schumacher, mais j'étais plus grand. J'ai aussi été marqué par les années de Lancia en rallye (son grand-père Gianni Agnelli avait racheté la marque en 1970, NDLR).

Vous avez été nommé président de Ferrari en 2018. Quel fut votre premier sentiment lors de votre prise de fonction ?

Le sens des responsabilités. C'est ce qui définit le plus mon rôle chez Ferrari, vis-à-vis des gens avec qui je travaille, de l'entreprise et auprès des clients. Et aussi la responsabilité de devoir créer les conditions présentes et futures qui



John Elkann, PDG de Ferrari, lors des 6 Heures d'Imola le 21 avril.
FREDERIC LE FLOCH / DPPI VIA AFP

soient à la hauteur de l'histoire de cette marque. En 2018, nous abordions certains grands changements dans l'industrie automobile. Il fallait imaginer un futur technologique en dehors de moteurs thermiques, tout en répondant aux défis sociétaux et environnementaux. Nous devions aborder ce challenge en conservant notre très forte identité et nos racines de Maranello, en Émilie-Romagne, tout en gardant une ouverture sur le monde. Notre activité en course avec nos voitures sportives nous permet justement d'être présents partout autour de la planète et d'avoir des clients dans tous les pays.

« La marque a toujours cherché à aller là où l'innovation et la technologie étaient les plus poussées »

John Elkann
Président de Ferrari

Tout le monde connaît la Scuderia Ferrari en Formule 1, mais c'est en Endurance que la marque a signé ses premiers titres de noblesse avec neuf victoires au Mans, avant votre retour, dont huit entre 1954 et 1965... La course automobile a toujours été un moyen pour Ferrari de mettre les voitures que nous fabriquons sur la piste. Et lorsque la marque a commencé en compétition, ce n'était pas encore en Formule 1. Dans l'histoire de Ferrari, les premiers grands moments en compétition ont été réalisés en Endurance. Enzo Ferrari fut pilote, puis nommé team principal avant de devenir entrepreneur, et les grandes courses à l'époque étaient orientées vers l'Endurance. Puis, dans les années 1970, il a fallu faire des choix pour l'entreprise, car les enjeux économiques étaient très importants et nous avons considéré que la Formule 1 était ce qu'il y avait de plus innovant. La marque a toujours cherché à aller là où l'innovation et la technologie étaient les plus poussées.

Vous êtes l'homme qui a fait revenir la marque en Endurance après cinquante ans d'absence. Pourquoi ce choix ?

Depuis une vingtaine d'années, nous étions présents en catégorie GT (une catégorie avec des voitures qui sont des modèles de série, NDLR) et il y a eu un travail considérable, réalisé durant toutes ces années, indispensables pour acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour ce retour. La montée en régime a été progressive et a donné beaucoup de courage à Ferrari pour franchir cette étape supplémentaire et arriver en Hypercar. Je félicite le travail de nos équipes dirigées par Antonello Coletta, responsable du département Endurance de notre équipe partenaire AF Corse, dont Amato Ferrari est le fondateur et toujours responsable, mais aussi Ferdinando Cannizzo, qui occupe le poste de directeur technique. Notre arrivée tombe à un moment où la réglementation du championnat du monde d'endurance a été repensée. Elle doit encore évoluer d'ailleurs, car nous aimons la vraie compétition. Et tout cela coïncidait aussi avec l'édition centenaire des 24 Heures du Mans. C'était donc le bon moment.

Comment imaginez-vous le futur de ce championnat ?

Je souhaite un championnat avec le règlement actuel, mais sans l'adoption de la BoP (système qui permet d'équilibrer les performances en jouant sur la puissance et le poids des voitures d'architectures différentes, NDLR) dans la catégorie Hypercar. L'idéal serait d'avoir une concurrence plus libre entre les constructeurs et de montrer la valeur réelle de chaque participant.

Pour combien de temps êtes-vous engagé ?

Notre engagement est sur cinq années. Nous sommes déterminés à offrir notre contribution à ce championnat, mais la réglementation technique est aussi très importante. Nous serons attentifs au règlement dans le futur. La concurrence doit être réelle avec des règles du jeu

claires, de manière qu'on puisse se battre et que le meilleur gagne.

Les Hypercars sont aussi beaucoup plus belles que la génération précédente de voitures, qui avaient tendance à se ressembler, sans aucune identité visuelle propre aux marques...

Oui, n'est-ce pas ? Et cela fait la différence ! Nous avons pris beaucoup de temps pour penser aux couleurs et à l'esthétique de nos voitures. J'ai découvert notre Hypercar jaune en course pour la première fois à Imola. Les équipages ont fait un supertravail.

En quoi l'Endurance est-elle à part dans l'univers des sports automobiles ?

Dans d'autres disciplines, le pilote est seul dans sa voiture, même si évidemment il a tout une équipe de mécaniciens et d'ingénieurs derrière lui. (Il insiste) Mais l'Endurance est un sport d'équipe, avec des équipages de trois pilotes qui se relaient au volant. C'est une vraie différence, et cet esprit collectif, nous avons réussi à l'insuffler chez Ferrari.

Vous attendiez-vous à un retour aussi triomphal avec ce succès au Mans ?

Nous ne nous attendions pas à être aussi fort aussi vite. Nous avions surtout en tête de progresser. On a essayé de concevoir la Ferrari 499 P comme une voiture compétitive. Toute l'équipe, les ingénieurs, les mécaniciens et les pilotes ont réalisé un travail incroyable, motivés par la passion et l'envie de bien faire. Pour s'imposer dans une course comme les 24 Heures du Mans face à une concurrence extrêmement forte et motivée, il a fallu aussi que les circonstances soient avec nous. On l'a vu l'an passé, il y a eu des moments très intenses. Ce fut l'un des plus grands moments et bonheur de ma vie. Une formidable émotion.

La Ferrari s'était imposée avec 81 secondes d'avance devant Toyota, la dernière heure n'avait pas été trop stressante ?

Le cœur a battu très fort avant une immense joie. Mais j'avoue que la dernière heure a été... extrêmement intense, davantage que stressante.

Où placez-vous les 24 Heures du Mans par rapport aux Grand Prix de Monaco de Formule 1 ou aux 500 Miles d'Indianapolis, considérées aussi comme les plus grandes courses de sport automobile ?

Le Mans reste le mythe des sports automobiles. Les 24 Heures du Mans restent la course la plus importante de l'histoire de l'automobile pour beaucoup de raisons. Parmi elles, il y a cette passion que vous avez en France pour cette épreuve, suivie, aussi, par tous ceux qui aiment les courses automobiles. Nous étions plus de 300 000 à assister à l'édition 2024 (325 000 spectateurs, record battu, NDLR), cette popularité est in-

« Au Mans 2023, nous ne nous attendions pas à être aussi fort aussi vite. Nous avions surtout en tête de progresser »

crovable et fait la grande force de cette course. Cette année, la victoire au Grand Prix de Monaco avec Charles Leclerc nous a remplis de joie. Charles a enfin triomphé dans son Grand Prix à domicile au cours d'un week-end couronné par la troisième place de Sainz. Les 500 Miles d'Indianapolis sont sans aucun doute une épreuve de grande renommée, qui prévoit toutefois que le constructeur ne conçoive ni ne développe en toute autonomie sa voiture. Un règlement qui est donc très éloigné de la philosophie de Ferrari.

Offrirez-vous l'opportunité à Charles Leclerc de disputer les 24 Heures du Mans comme il le souhaite ?

Aujourd'hui, nos pilotes en place sont très forts. Des pilotes ont démontré qu'ils étaient capables d'être performants en Formule 1 et en Endurance. Je pense à Antonio Giovinazzi (61 Grands Prix, NDLR), qui court chez nous, ou Fernando Alonso. Nigel Mansell avait, lui, choisi le chemin de l'IndyCar. Mais Charles a beaucoup à faire déjà en Formule 1 et il ne faut surtout pas le distraire (sourire).

Le futur de l'Endurance pourrait s'écrire avec des voitures à hydrogène, est-ce que ce serait compatible avec la philosophie de course de Ferrari ?

Ferrari a toujours cherché à comprendre les nouvelles technologies. Nous avons été parmi les premiers à utiliser les applications de la Formule 1 avec le moteur hybride, en les utilisant pour notre supercar, puis dans nos voitures, comme la SF90 sortie pour les 90 ans de la Scuderia Ferrari. On regarde comment le monde va de l'avant et nous aimons innover. S'il existe une voie différente de celle du V6 hybride actuel, nous participerons forcément aux discussions pour développer des voitures rapides et fiables, tout en tenant compte évidemment des enjeux sociétaux et environnementaux.

Enzo Ferrari a dit un jour : « Si vous pouvez le rêver, vous pouvez le faire. » À quoi rêve John Elkann ?

(Catégorique) Gagner les championnats du monde d'Endurance et de Formule 1. ■

➤ Lire aussi **PAGE 23**

ZOOM

Top 14 : place aux barrages

La phase finale débute ce samedi par un barrage entre le RCT, qui renoue avec le grand frisson après six ans d'attente, et le Stade Rochelais. Le lendemain, l'UBB, favori sur ses terres, reçoit le Racing 92. Dimanche (18h, C-), Grenoble, recalé de la finale de Pro D2, et Montpellier, 13^e du Top 14, se disputeront une place en élite la saison prochaine.

BARRAGES TOP 14

TOULON sam. 21h LA ROCHELLE
BORDEAUX-B. dim. 21h RACING 92
Ces deux matchs sont en direct sur Canal+.

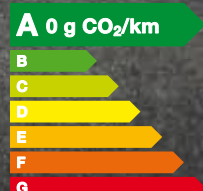
m-cro

**Imaginée en Suisse.
Née en Italie.
Faite pour votre ville.**

Ce que vous obtenez lorsque vous combinez le savoir-faire suisse avec le design italien. La Microlino, **100 % électrique** et avec une autonomie allant **jusqu'à 228 km**, vous emmène partout en ville, s'adapte à toutes les situations – et à tous les parkings.



M I C R O L I N O
La petite pépite 100 % électrique



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer
Infos et conditions sur microlino.fr

Christophe Remise Envoyé spécial à Paderborn (Allemagne)

Auteur d'une saison en demi-teinte avec le PSG, et encore plus ces dernières semaines, le capitaine des Bleus vise à retrouver de sa superbe.

Libéré, délivré... Après des semaines, des mois compliqués au PSG, une période qu'il « ne souhaite à personne », Kylian Mbappé a retrouvé le sourire en signant, enfin, au Real Madrid. « Je suis très content, libéré, soulagé et extrêmement fier », a-t-il déclaré après sa signature, évoquant « un grand jour » pour lui, « un rêve ». Et d'ajouter : « Maintenant, il y a beaucoup d'émotion, mais il faut retourner à quelque chose de plus rationnel. Aujourd'hui, j'ai une responsabilité en tant que capitaine de l'équipe de France. Ça a mis beaucoup d'ombre sur la sélection. »

Or c'est justement la lumière que l'attaquant de 25 ans veut attirer sur les Bleus. Si l'équipe de France devait décrocher un troisième sacre européen dans son histoire, le premier depuis 2000, ce serait avec un grand Mbappé. D'autant plus que Didier Deschamps s'appuie plus que jamais sur lui. Reste à savoir si l'intéressé est dans les meilleures dispositions. Mentalement, tout va mieux. À l'image de son apparition sur le terrain de la Home Deluxe Arena de Paderborn, jeudi, devant 4000 supporters qui n'avaient d'eux que pour lui, « KM » a la banane. « Un homme heureux a plus de chances de bien jouer qu'un homme malheureux », reconnaissait-il récemment.

« La meilleure forme possible »

Comme l'a glissé Deschamps, « le contexte en équipe de France est différent » aussi. N'empêche que Mbappé part de loin au vu du niveau de ses prestations des derniers mois à Paris. « Quand tu vois mes performances, tu vois un gars perturbé ? », plaisantait-il en mars. Après la double confrontation face à Dortmund, on avait la réponse. Temps de jeu aléatoire en championnat, pressions en interne, préparation tronquée l'éte dernier... Les raisons, on les connaît, même si ces coéquipiers ou son sélectionneur tentent de masquer la réalité. « Kylian, il a mis combien de buts ? 44 ? Et il n'a pas fait une bonne saison ? Putain, les mecs (rires), s'amuse Antoine Griezmann. Il n'y a pas que les statistiques dans le foot, je déteste quand on ne parle que de cela, mais quand même, 44 buts, c'est énorme ! »



C'est la première fois que Kylian Mbappé (ici, lors d'une séance d'entraînement, le 13 juin, à Paderborn) abordera une compétition en tant que capitaine de l'équipe de France.

Leadership, Ballon d'Or, Histoire... : les grands défis de Mbappé à l'Euro

Le principal intéressé lui-même reconnaît pourtant que sa saison était « peut-être un peu moins bonne techniquement ou en termes de performance dans (ses) standards à (lui) ». Reste à savoir si l'ancien Monégasque peut, malgré tout, afficher son meilleur visage sur les terrains allemands, à commencer par lundi prochain, contre l'Autriche, à Düsseldorf. « Ce ne sera pas une excuse pour mon Euro. On a beaucoup bossé physiquement, avec le coach, avec le groupe. J'essaie de retrouver la meilleure forme possible », martèle-t-il. Est-il en pleine possession de ses moyens physiques ? Ménagé contre le Canada (0-0), il a déjà manqué deux séances depuis le début de la préparation.

Pour l'heure, le staff ne montre aucune inquiétude. « Il sera titulaire contre l'Autriche », nous souffle-t-on. « Cela ne m'inquiète pas du tout, plante Olivier Giroud. Il a été ménagé, car il a pris un petit coup (contre le Luxembourg). Je ne fais pas partie du staff médical, mais s'ils ont estimé qu'il devait se reposer, il se repose. Ce n'est pas en ratant deux entraînements que tu perds ta condition physi-

| PREMIER TOUR EURO | | | |
|-------------------|-----------|------------|--|
| ALLEMAGNE | hier | ÉCOSSE | |
| HONGRIE | sam. 15 h | SUISSE | |
| ESPAGNE | 18 h | CROATIE | |
| ITALIE | 21 h M6 | ALBANIE | |
| POLOGNE | dim. 15 h | PAYS-BAS | |
| SLOVÉNIE | 18 h | DANEMARK | |
| SERBIE | 21 h TF1 | ANGLETERRE | |

Tous les matchs en direct sur beIN Sports.

que. Il a les jambes et la détermination pour faire une grande compétition. Il sera prêt pour le premier match. »

Montrer qu'il est revenu au top niveau, ce sera déjà le premier enjeu pour Mbappé. Décrocher la ténacité en sera un autre. Les deux sont liés, bien évidemment. « À nous de le mettre dans les meilleures conditions, de faire en sorte qu'il soit heureux, qu'il touche le plus de ballons possible », juge Griezmann, le vice-capitaine des Bleus. À voir si Mbappé aura le loisir d'évoluer à son poste de prédilection, à gauche, ou plutôt dans l'axe, comme au PSG sous Luis Enrique et... ces dernières semaines en sélection. Un choix étonnant de « DD ». Pour protéger un Mbappé qui

ne serait pas à 100 % ? Parce que Deschamps n'est convaincu par aucune des autres solutions à sa disposition en 9 ? Peut-être un peu des deux. « Quand on est sur un côté, il y a un travail de remplacement un peu plus important. Il y en a aussi dans l'axe, mais avec des courses un peu moins longues », expliquait le sélectionneur en mars. Une piste...

« Écrire l'histoire de mon pays »

Une chose est sûre : à l'heure qu'il est, Kylian Mbappé a un train de retard sur Vinicius, et peut-être d'autres, en vue du Ballon d'Or. Il n'a pas d'autre choix que de remporter l'Euro afin d'y prétendre. Pour cela, il devra faire le travail sur le pré, on l'a dit, mais aussi en dehors, lui qui a pris la succession de Hugo Lloris en tant que capitaine. Le statut de leader, il l'avait déjà. Capitaine, c'est autre chose... Et c'est la première compétition qu'il aborde avec le brassard. Pas de souci pour Ousmane Dembélé, qui voit en lui un « meneur d'hommes ». « C'est un bon capitaine, un leader, il donne de la voix, assure l'aïlleur parisien. Quand ça

va, quand ça ne va pas, il le dit. Il ne va pas se cacher. Il essaie toujours de pousser le groupe, de le mettre dans de bonnes conditions, tous les joueurs. C'est un très bon capitaine, lui, Antoine Griezmann aussi, Olivier Giroud ». Et d'ajouter : « Il a toujours le sourire. Il est concentré. Il l'était déjà avec le PSG. Il sait que l'Euro est important. Ça fait vingt-quatre ans que l'équipe de France ne l'a pas gagné, ça commence à faire beaucoup. Il est concentré pour emmener cette équipe, nous pousser à aller jusqu'au bout. »

Mais le défi est peut-être encore plus élevé qu'à l'accoutumée pour Kylian Mbappé. Ça ne lui fait pas peur. « Ce sera une nouvelle occasion d'écrire l'histoire de mon pays. Je serai prêt. J'ai remporté la Coupe du monde et la Ligue des nations. C'est le seul trophée qui me manque avec l'équipe nationale. Je veux vraiment le gagner. C'est ma première compétition comme capitaine, c'est très important pour moi et ça l'est toujours pour le pays. On veut qu'il soit fier de nous », lançait-il récemment, sur CNN. Mbappé et les Bleus savent ce qu'ils leur restent à faire. ■

Le stade olympique de Berlin assume sa part d'ombre

Adrien Bez

C'est l'un des vestiges de l'architecture nazie les mieux conservés de Berlin. Ce sera aussi le lieu de la finale de l'Euro 2024, le 14 juillet, et du match de poules Espagne-Croatie ce samedi. Voilà toute l'ambiguïté de l'Olympiastadion, le monumental stade olympique construit par le régime d'Adolf Hitler pour les Jeux olympiques de 1936 et utilisé aujourd'hui pour de nombreuses manifestations sportives et culturelles.

Depuis près de quatre-vingt-dix ans, la capitale allemande assume pleinement cette curieuse cohabitation de l'histoire et du divertissement. « On ne sait pas trop où on met les pieds, explique Julien Drouart, docteur en histoire et ancien guide conférencier à Berlin. Les personnes attirées par l'histoire des JO de 1936 côtoient d'autres personnes venues voir l'endroit où Madonna a pris sa douche en 2008 après un concert. » Lui-même s'y rend régulièrement en tant que supporter du Hertha Berlin, le club de football qui loue l'enceinte depuis 1963 pour y disputer ses rencontres à domicile. « J'y vais autant pour voir les matchs pourris de l'équipe que pour admirer l'architecture extraordinaire, et voir cette foule en transe dans un lieu où il y avait des rassemblements politiques qui y a quatre-vingt-dix ans à peine », précise-t-il.

Car les Jeux de 1936 furent éminemment politiques. Initialement attribués à la République de Weimar, ils se transformèrent en un vaste exercice de propagande de l'idéologie nazie. Massés dans ces tribunes dont un quart était réservé aux SA, les spectateurs assistèrent au triomphe des athlètes allemands, aux défilés des brigades des Jeunesses hitlériennes et aux prouesses cinématographiques de Leni Riefenstahl. L'histoire retiendra que dans cette atmosphère raciste et xénophobe, c'est le sprinter afro-américain Jesse Owens qui illumina la compétition avec quatre médailles d'or.

Aigle impérial et croix gammée

Épargné par les bombardements pendant la Seconde Guerre mondiale, le site a, depuis, accueilli les finales des Coupes du monde de football 1974 et 2006, la finale de la Ligue des champions 2015, plusieurs meetings d'athlétisme, mais aussi des concerts de Michael Jackson, Depeche Mode, U2 ou encore AC/DC. C'est là que, le 9 juillet 2006, Zinedine Zidane écopa d'un carton rouge pour son fameux coup de boule asséné à l'Italien Marco Materazzi. C'est aussi là, sur la piste de tartan bleu qui sépare les tribunes de la pelouse, que, le 16 août 2009, le sprinter jamaïcain Usain Bolt pulvérisa le record du 100 mètres en 9" 58.

L'aspect du stade et de son parc, anciennement appelés « Reichssportfeld », n'ont que très peu changé à travers les décennies. Les travaux de



BRIDGEMAN IMAGES

renovation les plus importants sont intervenus au début des années 2000, avec l'ajout d'un toit et le passage de 100 000 à 75 000 places assises. Mais la structure, les plans et les proportions imaginés par Werner March sont toujours là, presque intacts, avec toute la symbolique nazie qui va avec.

À commencer par la présence, à l'entrée du stade, d'un arbre loïr d'être anodin : le chêne allemand. C'est avec ses feuilles qu'étaient fabriquées les couronnes pour les vainqueurs d'épreuves olympiques, à la place du laurier. Il y a aussi les quatre grandes tours qui encerclent le stade, chacune représentant une des tribus germaniques qui composaient, selon Hitler, la « race aryenne ». À l'arrière se trouve le champ de mai, autrefois théâtre de grandes cérémonies paramilitaires, qui a accueilli pendant

quelques années les *biergarten*, ces brasseries en plein air où les supporters du Hertha consommaient de la bière à la mi-temps.

Enfin, sur le parvis de l'entrée présidentielle repose une cloche imposante ornée de plusieurs symboles, dont l'aigle impérial, la croix gammée et une phrase prononcée par Hitler lors d'un rassemblement des Jeunesses hitlériennes. « Les croix gammées sont interdites dans l'espace public en Allemagne. Là, ils ont décidé de les laisser en les gommant un tout petit peu. Tout le monde peut deviner ce que c'était », note Julien Drouart, qui estime cet entre-deux assez dérangeant. L'ancien guide conférencier craint « une sorte de banalisation » et explique avoir déjà vu « des gens se prendre en photo une bière à la main devant les croix gammées ». Selon

L'Olympiastadion fut construit pour les Jeux olympiques de 1936 par Hitler à des fins de propagande.

lui, Berlin aurait intérêt à trancher entre le musée et l'enceinte omnisports. « Soit tu viens supporter ton équipe préférée dans un lieu aseptisé, soit tu viens faire ton devoir de mémoire, mais c'est difficile de faire les deux », conclut-il.

Olympiastadion Berlin GmbH, la société publique d'exploitation du stade, vante de son côté la présence sur site de nombreux panneaux d'informations pour « expliquer le contexte historique ». Les visites guidées organisées chaque jour sur place se déclinent en trois parties de vingt minutes : histoire, architecture et sport. « Nous recevons généralement des commentaires positifs pour cette approche transparente », explique Thomas Margraf, chargé de communication chez Olympiastadion Berlin GmbH. Il précise qu'à sa connaissance, le nombre de personnes qui critiquent l'utilisation du stade en tant que lieu de spectacle est « relativement faible ».

Reste que l'enceinte berlinoise pourrait un jour ou l'autre avoir à repenser son avenir. Le Hertha Berlin, qui peine à la ramener à 100 % et ne peut la rénover du fait des lois patrimoniales, menace chaque année de partir pour construire son propre stade ailleurs dans la ville. Un scénario que la société d'exploitation refuse d'envisager, affirmant que « des générations de supporters du Hertha considèrent l'Olympiastadion comme leur deuxième maison ». Maison qu'ils prêteront pendant un mois aux milliers de fans étrangers venus pour l'Euro. ■

LE CARNET
DU JOUR

Les annonces sont reçues
avec justification d'identité
du lundi au vendredi
de 9h à 13h et de 14h à 18h
(excepté les jours fériés)
et tous les dimanches
de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir
avant 16 h 30
pour toutes nos éditions
du lendemain,
avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdjour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdjour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés :
nous consulter

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fêtes des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Théses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Rondelances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotale, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdjour.lefigaro.fr
www.dansnoscœurs.fr

LE FIGARO
le carnet du jour

MARIAGE

Annoncez-le
dans
le Carnet du Jour

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdjour@media.figaro.fr

FRAYSSE & ASSOCIÉS

PARIS - HÔTEL DROUOT
9 rue Drouot - 75009 Paris
Mercredi 19 juin 2024
Salle 13 - à 14h15
Successeur ANDRÉ MÉTROT
3^{ème} VENTE
ET DIVERS
16, rue de la Banque
75002 Paris
Tél. : 01 53 45 92 10
www.fraysse.net

vernissages

La Galerie Guillaume

vous invite au vernissage
de l'exposition

Bang Hai Ja (1937-2022)
Une vie de lumière,

le mercredi 19 juin 2024
de 17 heures à 21 heures.

L'exposition se tiendra
du jeudi 20 juin
au jeudi 25 juillet 2024,
du mardi au samedi,
de 14 heures à 19 heures.

En juillet, le samedi
uniquement sur rendez-vous.

32, rue de Penthièvre,
75008 Paris.
www.galerieguyllaume.com

naissances

Catherine VINCENT-DOLOR
en union avec
Marc PETITCOLLOT (+)

a la très grande joie
de faire part de la naissance
de ses petites-filles

Vittoria

le 14 janvier 2022,

Suzanne

le 21 mars 2024, chez
Edouard PETITCOLLOT
et Perrine VATHAIRE

Pla

le 2 juin 2024, chez
Gaetan PETITCOLLOT
et Katia BLOCH

1 bis, rue de la Vallée,
17740 Sainte-Marie-de-Ré.

fêtes des pères

À notre papa

Alain
Nous voulions te dire combien
tu comptes pour nous.
Merci pour ton amour,
ta patience, ton écoute
et surtout tes conseils avisés !

Nous te souhaitons
une très belle fête des pères.
Amélie, Olivier et Antonio.

Bertrand

Joyeuse fête papa !

Côme, Timothée et Augustin.

Brice

Nous te souhaitons
une joyeuse fête des pères.
Avec tout notre amour.

Amaury, Grégoire, Priscille.

Nicolas

Nous te souhaitons
une joyeuse fête des pères.
Tes filles.

Pascal

Nous te souhaitons
une joyeuse fête des pères.

Nous t'aimons de tout cœur
et t'embrassons bien fort !
Alexis et Léonie.

Thibault

Mon cher papa,
Je te souhaite une très belle fête !
Je t'embrasse bien fort,
Gaspard.

Vincent

Nous te souhaitons
une très bonne fête des pères !
Nous te remercions
pour ta gentillesse, ta présence
et ton amour de chaque jour
pour nous et nos enfants.
On t'aime papa !

Marie-Colombe, Thibaut
et Camille.

deuils

Ses amis,
leurs enfants et petits-enfants

ont l'immense tristesse
de faire part du décès
de leur cher

Serge ABOUKRAT

survenu à Paris, le 9 juin 2024.

*Sa personnalité hors norme,
son esprit, son intelligence,
sa générosité, sa finesse,
sa pudeur, son humour,
sa vision de l'art
et son élégance légendaire
restoreront à jamais
graves dans nos cœurs.*

Serge Aboukrat a été inhumé,
selon son souhait,
à Petah Tikva, en Israël,
où il repose en paix.

https://oneremember.com/me-
moriais/aboukrat-serge-2/

M. Jacques Agobert,
son époux,

M. et Mme Jean-Louis Bouvier,
M. Jean-Christophe Agobert,
ses enfants,

M. et Mme Olivier de Botton,
M. Vincent Bouvier,
ses petits-enfants,

Adrien, Elise, Raphaël et Adèle,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Irène AGOBERT
née Rioli,

à l'âge de 96 ans.

Les obsèques ont eu lieu
dans l'intimité familiale.

Paris (11^e)

Sally Armitage-André,
son épouse,
Basil et Hector André,
ses fils,
Arlette André-Duret,
sa mère,
et l'ensemble de sa famille

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

M. Jean-Christophe ANDRÉ

survenu le 3 juin 2024,
à l'âge de 56 ans.

Les obsèques auront lieu
en la salle de la Coupole
du crématorium du cimetière
du Père-Lachaise,
71, rue des Rondeaux,
à Paris (20^e),
le jeudi 20 juin 2024, à 10 h 30.

Veauville-lès-Baons
(Seine-Maritime).

Mme José Boissonnet,
son épouse,
Florence, Pascale,
Martine et Yves,
ses filles et son gendre,
ses petits-enfants
et ses arrière-petits-enfants,
Anne-Marie, sa sœur,
toute sa famille

vous font part du décès de

M. Hervé BOISSONNET

survenu le 11 juin 2024,
dans sa 97^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 19 juin, à 15 heures,
en l'église
d'Héricourt-en-Caux.

Pas de plaques
que des fleurs naturelles.

La famille remercie
les médecins
et ses auxiliaires de vie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Dominique
CHAUVEAU DE VALLAT

survenu le 11 juin 2024,
à l'âge de 89 ans, à Nice.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Jacques-le-Majeur,
à Nice (Alpes-Maritimes),
le mardi 18 juin 2024,
à 14 heures.

Hubert David
a la grande tristesse
de vous faire part
du décès de

Marie-Pierre BROCHÉRIOU
professeur de lettres,
chevalier
des Palmes académiques,

survenu le 10 juin 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie civile aura lieu
le mardi 18 juin 2024, à 11 h 30,
au cimetière du Montparnasse,
Paris (14^e).

Combrit-Sainte-Marine
(Finistère), Valloire-sur-Cisse
(Loir-et-Cher). Paris.

Martin Boyer,
Vincent Boyer,
et Caroline Lancronen,
Béatrice Boyer Blanchi,
Christian Boyer,
Agnès et Richard Gascoin,
Jérôme Boyer,
Cécile et Marc Bunge,
Lucien et Sophie Boyer,
ses 8 enfants et leurs conjoints,

ses 17 petits-enfants
et leurs conjoints,
ses 25 arrière-petits-enfants,

Nicole Boyer,
Isabelle et Alain
de Robiano de Safran,
ses belles-sœurs et beau-frère,

ont l'immense tristesse
de vous faire part
du décès de l'Église, de
des sacrements de l'Église, de

Mme Dominique BOYER
née Hélène Le Quesne,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,

le 11 juin 2024,
à l'âge de 103 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Yugdaal, à Combril,
le mardi 18 juin 2024, à 14 h 30,
suivie de l'Inhumation
au cimetière de Combril.

Une messe d'action de grâce
sera célébrée à Paris,
à une date ultérieure.

Helga Brown,
née Korth, son épouse,

Ninon et Philip Traugott,
Stéphane Brown
et Nessrine Salah,
Alexandre Brown (+),
ses enfants,

Sébastien, Théo, Anastasia
et Mathias,
ses petits-enfants,

Cécile-Marie Dieterlen,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Ridley James BROWN
Insead 63,

survenu le 19 mai 2024,
dans sa 88^e année.

La crémation a eu lieu
dans l'intimité, en Bretagne.

Collioure
(Pyrénées-Orientales).

M. Jacques Buzenet,
son époux,
Mme Jacques Sibaud,
sa belle-sœur,
M. et Mme Philippe Buzenet,
ses beau-frère et belle-sœur,
les familles Buzenet, Sibaud,
Sarrazin, Ferlus

ont la tristesse
de faire part du décès de

Michelle BUZENET
née Sibaud,

survenu le 13 juin 2024,
à Collioure, munie
des sacrements de l'Église.

Marie-Joséph
JÉVARDAT de FOMBELLE
née Duhal,

en sa 98^e année,
le 14 juin 2024, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mardi 18 juin, à 15 heures,
en la chapelle Notre-Dame
de Vaudouan de Biantes
(Indre).

Christine Magne,
née Corbet, son épouse,

Laurent et Domitille,
Isabelle et Christophe,
Marie-Cécile et Jean-Jacques,
Guillaume et Sonia,
Louis,
ses enfants,

Charles, Claire, Arthur, Adrien,
François, Juliette, Antoine,
Jean, Clotilde, Célia,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du décès de

M. Bernard DUMEIGE

survenu le 4 mai 2024,
à l'âge de 87 ans, à Tours.

Les obsèques auront lieu
au cimetière nouveau
de Coye-la-Forêt,
le vendredi 21 juin, à 15 heures.

Boissise-le-Roi
(Seine-et-Marne).

Martine Gillet,
son épouse,
Céline et Antoine Martel,
Frédérique et Elanie Gillet,
ses enfants,
Adrien, Lise, Charlyne,
ses petits-enfants,
Annie et Philippe Seurat,
sa sœur et son beau-frère,
et leurs enfants,
les familles Boulmé, Antunes,
Heuze

ont la douleur
de vous faire part
du décès de

M. Dominique
CHAUVEAU DE VALLAT

survenu le 11 juin 2024,
à l'âge de 89 ans, à Nice.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Jacques-le-Majeur,
à Nice (Alpes-Maritimes),
le mardi 18 juin 2024,
à 14 heures.

Hubert David
a la grande tristesse
de vous faire part
du décès de

Marie-Pierre BROCHÉRIOU
professeur de lettres,
chevalier
des Palmes académiques,

survenu le 10 juin 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie civile aura lieu
le mardi 18 juin 2024, à 11 h 30,
au cimetière du Montparnasse,
Paris (14^e).

Le 7 juin 2024,
à l'âge de 101 ans, munie
des sacrements de l'Église.

L'Inhumation a eu lieu
dans l'intimité.

L'Auneau, 85110 Chantonmay.

Mme Jacques DAVID

le 7 juin 2024,
à l'âge de 101 ans, munie
des sacrements de l'Église.

L'Inhumation a eu lieu
dans l'intimité.

L'Auneau, 85110 Chantonmay.

Paris (17^e).

Alain de Cacqueray
et Guislaine,
René et Jolanta de Cacqueray,
Agnès de Cacqueray,
Laurent et Caroline
de Cacqueray,
Alex de Cacqueray et Louis,
Bathilde de Cacqueray,
Thierry de Cacqueray,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,

Marie-Madeleine de Bellaigue,
sa sœur,
Christiane de Bellaigue,
sa belle-sœur,
ses neveux et nièces

ainsi que toute sa famille

font part du rappel à Dieu de

Thérèse de CACQUERAY
née de Bellaigue,
veuve de
Pierre de Cacqueray

le 9 juin 2024, à l'âge de 97 ans,
à Saint-Malo, munie
des sacrements de l'Église.

Les obsèques auront lieu
au cimetière de Bézou-la-Forêt
(Eure), le mercredi 19 juin,
à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris.

Les familles Delattre, Robillard
et Raillard

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Bertrand DELATTRE

survenu le 7 juin 2024,
à l'âge de 82 ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu
au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise,
71, rue des Rondeaux,
à Paris (20^e),
le vendredi 21 juin, à 16 heures.

Caudry (Nord).

Laurent et Laurence
Crison-Duhamel,
Jean-Christophe et Marine
Duhamel-Telliez,
ses enfants,

Anne-Lise, Matthieu,
Camille et Tiphaine,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Jean DUHAMEL
veuf de
Thérèse Duhamel Carré

survenu le 13 juin 2024,
dans sa 83^e année, à Cambrai.

Coye-la-Forêt (Oise).

Eve et Xavier,
sa fille et son gendre,
Hayden, Neil et Théo,
ses petits-enfants,

ainsi que sa famille et ses amis

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Bernard DUMEIGE

survenu le 4 mai 2024,
à l'âge de 87 ans, à Tours.

Les obsèques auront lieu
au cimetière nouveau
de Coye-la-Forêt,
le vendredi 21 juin, à 15 heures.

Boissise-le-Roi
(Seine-et-Marne).

Martine Gillet,
son épouse,
Céline et Antoine Martel,
Frédérique et Elanie Gillet,
ses enfants,
Adrien, Lise, Charlyne,
ses petits-enfants,
Annie et Philippe Seurat,
sa sœur et son beau-frère,
et leurs enfants,
les familles Boulmé, Antunes,
Heuze

ont la douleur
de vous faire part
du décès de

M. Dominique
CHAUVEAU DE VALLAT

survenu le 11 juin 2024,
à l'âge de 89 ans, à Nice.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Jacques-le-Majeur,
à Nice (Alpes-Maritimes),
le mardi 18 juin 2024,
à 14 heures.

Hubert David
a la grande tristesse
de vous faire part
du décès de

Marie-Pierre BROCHÉRIOU
professeur de lettres,
chevalier
des Palmes académiques,

survenu le 10 juin 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie civile aura lieu
le mardi 18 juin 2024, à 11 h 30,
au cimetière du Montparnasse,
Paris (14^e).

Le 7 juin 2024,
à l'âge de 101 ans, munie
des sacrements de l'Église.

L'Inhumation a eu lieu
dans l'intimité.

L'Auneau, 85110 Chantonmay.

Mme Jacques DAVID

le 7 juin 2024,
à l'âge de 101 ans, munie
des sacrements de l'Église.

L'Inhumation a eu lieu
dans l'intimité.

L'Auneau, 85110 Chantonmay.

AGUTTES

Vente en préparation
ARTS D'ASIE
Mercredi 18 septembre 2024

Clémentine Guyot
+33 1 47 45 00 90 - guyot@aguttes.com

Eve Egnell,
Astrid de Cagny,
ses filles,
Thomas de Cagny,
son gendre,
Elodie, Margaux, Marguerite,
Timothée, Anouk et César,
ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Anne EGNELL
née Tirtet,

le 6 juin 2024.

Une messe du souvenir
sera célébrée dans le courant
du mois de septembre,
à Oullilly-le-Vicomte.

Famille Egnell,
52, rue Pauline-Borghese,
92200 Neuilly-sur-Seine.

En union avec
son épouse Catherine,

Jean-Philippe,
Jean-Frédéric,
Charles-Henry,
ses fils,
et leurs épouses,

Victoire, Olivia, Juliette,
Aylin, Seren, Selin, Emel,
Garance, Romeo, Melchior,
ses petits-enfants,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Nicolas GAULTIER

survenu le 13 juin 2024,
à l'âge de 82 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 19 juin,
à 10 h 15, en l'église
Saint-François-de-Sales,
6, rue Brémontier, Paris (17^e).

L'Inhumation aura lieu
au cimetière du Petit-Andely
(Eure).

Jacques et Thomas

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Françoise HARDY

le 11 juin 2024.

Nous nous réunirons
en la salle de la Coupole
du crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris (20^e),
le jeudi 20 juin,
à partir de 15 heures.

La cérémonie débutera
à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Marie-Laure de Fombelle,
Benoît et Christine Maistre,
Michel et Béatrice de La Serre,
Patrick de Fombelle,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

ont la tristesse d'annoncer
le rappel à Dieu de

Marie-Joséph
JÉVARDAT de

Ces mesures qu'un nouveau gouvernement pourrait adopter sur l'immigration

➤ Lire aussi **PAGES 2 A 7**

L'heure est venue pour les Français de choisir la politique que le futur gouvernement conduira dans le domaine migratoire. La dernière loi présentée par Gérard Darmanin a seulement permis l'adoption de mesures facilitant le renvoi des étrangers troublant l'ordre public. Les amendements déposés par les Républicains au Sénat, notamment ceux subordonnant l'octroi de prestations sociales à une durée de séjour régulier sur le territoire national, ont été censurés par le Conseil constitutionnel, pour des raisons de forme. Tentant de contourner cet obstacle, les LR avaient alors déposé une proposition de loi dont l'ambition était de reprendre les amendements compatibles avec le champ à caractère social d'un référendum d'initiative partagée (RIP). Le 11 avril dernier, le Conseil l'a déclarée non conforme à la Constitution.

En l'état actuel du droit, toute tentative de réforme paraît paralysée. Et pourtant le danger que représente l'immigration non régulée que nous connaissons depuis tant d'années n'a jamais été aussi grave : celui d'une dislocation de la nation.

Tout est fait par le Conseil constitutionnel pour réduire, voire faire disparaître, toute différence entre le national et l'étranger : il a même élargi récemment le bénéfice de l'aide juridictionnelle aux étrangers en situation irrégulière. Le Conseil d'État n'est pas en reste, qui avait, un peu antérieurement, autorisé l'octroi de subventions publiques aux associations secourant des migrants en mer, même si leur action revêt un caractère politique.

La réalité est pourtant têtue : jamais les chiffres d'arrivées d'étrangers sur le territoire national n'ont été aussi élevés : 323 000 titres de séjour ont été délivrés en France en 2023. S'y ajoutent, en matière d'asile, les autorisations de séjour octroyées cette même année à 167 000 demandeurs (dont 145 000 premières demandes). Par ailleurs, la jurisprudence du Conseil constitutionnel permet, dès le passage de la frontière, même s'il est irrégulier, d'obtenir un titre de séjour, une allocation sociale et un hébergement.

Aujourd'hui, le pays est confronté à un blocage institutionnel opposant le gouvernement des juges, fausement confondu avec l'État de droit, aux représentants du peuple, qui sont l'essence même d'une démocratie.

Quelles seraient les mesures que pourrait entreprendre un nouveau gouvernement ? Dans les cent premiers jours de l'installation d'un nouveau gouvernement, lors desquels l'action de celui-ci bénéficie de circonstances favorables, cinq séries de mesures significatives peuvent être mises en œuvre. D'importance inégale, elles sont possibles techniquement, car entrant dans la compétence du législateur et respectant la jurisprudence actuelle du Conseil constitutionnel. Certes, ces mesures ne seront pas suffisantes

pour juguler l'immigration, surtout avec un président de la République hostile. Il faudrait pour cela casser la jurisprudence du Conseil constitutionnel par un lit de justice, comme Édouard Balladur y était parvenu en 1993, en faisant adopter par le Congrès une loi contraire à une décision du Conseil en matière d'asile.

Il importe néanmoins que nos concitoyens sachent, avant de se rendre aux urnes les 30 juin et 7 juillet, ce qui est juridiquement ouvert à un futur gouvernement dans un domaine qui, avec le pouvoir d'achat, est au centre de leurs préoccupations. La première de ces cinq séries de mesures est la plus emblématique pour restaurer l'idée d'appartenance à la nation. Elle consiste à abroger le caractère automatique de l'acquisition de la nationalité à la majorité d'un enfant né en France, de parents étrangers et ayant résidé, depuis l'âge de 11 ans au moins, cinq ans sur le territoire national. Cette mesure a été adoptée par le Parlement en décembre 2023, mais elle a été censurée par le Conseil constitutionnel au mois de janvier 2024 pour un motif de procédure.

« Il importe que nos concitoyens sachent, avant de se rendre aux urnes les 30 juin et 7 juillet, ce qui est juridiquement ouvert à un futur gouvernement dans un domaine qui, avec le pouvoir d'achat, est au centre de leurs préoccupations »

Elle reprendrait la loi Pasqua d'août 1993 abrogée postérieurement par la gauche. Serait instaurées des conditions relatives à l'assiduité scolaire et à l'absence d'antécédents judiciaires. Les conditions d'acquisition de la nationalité française par mariage seraient également rendues plus contraignantes. Par ailleurs, les conditions de naturalisation, autre moyen de devenir français, comprendraient plus strictement et plus concrètement qu'aujourd'hui la vérification de l'assimilation, s'agissant notamment de la connaissance de la langue française et de l'histoire de notre pays, ainsi que de l'attachement à la France. Certaines de ces mesures sont d'ordre réglementaire. Leur adoption, début 2012, par décret, avait grandement fait baisser les naturalisations avant son abrogation par la gauche.

La deuxième série de mesures subordonnerait les prestations sociales non contributives à une durée minimale de séjour régulier et stable sur le territoire national. Le Conseil estime que le délai de cinq ans est inconstitutionnel, mais la réduction à une durée de trois ans échapperait vraisemblablement à sa censure. Cette mesure permettrait de limiter l'attractivité planétaire de notre système social. Ce serait l'aboutissement

des propositions soutenues au Parlement par Les Républicains.

La troisième série de mesures offrirait au Parlement la possibilité de définir une véritable politique d'immigration. Tant la Cour des comptes que le Conseil d'État relèvent cette absence. Même si le Parlement, en l'état de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, ne pourrait voter de quotas contraignants, au moins déciderait-il quels sont nos besoins en matière d'immigration, notamment celle de travail, aujourd'hui minoritaires. La réalité de l'assiduité des 103 000 étudiants bénéficiaires d'un premier titre de séjour en 2023 serait également vérifiée beaucoup plus sérieusement qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Le quatrième type de mesures a trait à l'asile : c'est l'irrecevabilité des demandes des personnes transitant par des pays tiers sûrs, conformément à la directive UE du 26 juin 2013. Serait également prévu l'examen dans des centres administratifs fermés des demandes émanant de ressortissants de pays dont le taux de refus est important. Cela contribuerait grandement à éviter que l'exécution des OQTF des déboutés du droit d'asile ne dépasse pas 2 %.

Cinquième type de mesures : subordonner l'adoption des budgets de coopération et la délivrance de visas à l'exécution concrète de la reddition des ressortissants des États bénéficiaires (délivrance des laissez-passer consulaires). Écartons ici le rétablissement du délit de séjour irrégulier et la suppression de l'aide médicale d'État (AME). Le premier parce qu'il se heurte à la législation de l'UE, la seconde parce que seul un aménagement de l'aide serait toléré par le Conseil constitutionnel.

D'autres mesures, dont la limitation de l'espace Schengen aux seuls Européens, sont nécessaires. Elles nécessitent néanmoins une concertation européenne. Depuis le traité d'Amsterdam en 1999, la politique en matière d'immigration, d'asile et de visas est une compétence partagée entre les États membres et l'UE. Si l'Assemblée nationale voyait se constituer une majorité de droite le 7 juillet, elle serait au diapason de celle du Parlement européen. Les nouveaux eurodéputés appartiennent en effet à des groupes politiques, dont celui du PPE, favorables à l'examen des demandes d'asile hors d'Europe. La France pourrait alors prendre des initiatives en ce sens au Conseil européen, que voterait le Parlement européen.

La question de l'immigration est à la fois hautement politique et juridiquement très technique. Lui donner la priorité requiert un attachement renouvelé à la nation. Mais il ne faut pas oublier que la France s'est construite autour de l'État et que ce sont des légistes qui ont façonné cet État. ■

**Avocat et essayiste, Philippe Fontana a notamment publié « La Vérité sur le droit d'asile » (Éditions de l'Observatoire, 2023).*



PHILIPPE FONTANA

En l'état actuel du droit, toute réforme de la politique migratoire semble paralysée, analyse l'avocat*. Pourtant, explique-t-il, une série de mesures pourraient être adoptées par un futur gouvernement sans contrarier la jurisprudence du Conseil constitutionnel.

L'antisémitisme de gauche: les leçons de l'affaire Dreyfus

Les bons scores obtenus par la liste menée par Manon Aubry dans la plupart des bureaux de vote, où l'électorat comprend une part importante de jeunes musulmans insérés, en particulier dans les bureaux de vote des quartiers d'habitat social où la population française d'origine française est devenue résiduelle, a fait ressurgir une question posée dès la fin du XIX^e siècle en France, à travers l'affaire Dreyfus : celle de l'antisémitisme. Car il est facile de comprendre que cette liste a tiré profit de la vague pro-palestinienne qui déferle dans le monde musulman depuis la réponse apportée par l'État d'Israël au massacre perpétré le 7 octobre.

Quand le capitaine Dreyfus a été interpellé puis condamné, la question de son identité israélienne n'avait pas été soulevée. On lui reprochait surtout d'être alsacien et de parler allemand, ce qui faisait de lui un espion commode. À la marge, on lui reprochait aussi d'être polytechnicien quand la presque totalité des officiers supérieurs étaient saint-cyriens. L'accusation « raciale » n'est intervenue que dans un second temps, quand des journalistes antisémites (Édouard Drumont, Léon Daudet...) s'en sont mêlés.

En ces années 1890, l'antisémitisme s'était répandu en France, sous deux formes très distinctes. La première était à la fois populaire et parisienne. Elle s'était propagée à la suite de l'installation à Paris de grandes familles venues de l'empire austro-hongrois, à la richesse ostentatoire. Cet antisémitisme populaire a nourri le discours de la gauche de l'époque, celui du Parti ouvrier français de Jules Guesde. La figure du Juif y est associée à celle du banquier, donc du « grand capital », ennemi du prolétariat. Seul Jaurès,

après un temps d'hésitation, s'est démarqué de cette lecture xénophobe de la situation pour rejoindre les rangs des premiers Dreyfusards : Émile Zola, Anatole France, Marcel Proust.

La seconde forme de l'antisémitisme est née dans les départements d'Algérie où les Juifs berbères, depuis l'occupation du Maghreb par les Arabes, occupaient une position subalterne, comme les chrétiens du reste. Ces 35 000 « israélites indigènes », pour la plupart artisans misérables, ont obtenu en 1870 la citoyenneté française, quand les musulmans,

« Le procès Dreyfus, par sa durée, structure les deux camps : la Ligue des droits de l'homme contre la Ligue de la patrie française. La gauche, dans cette affaire, conformément au mot d'ordre de Guesde, s'était tenue à l'écart du débat »

dans leur très grande majorité, ont refusé le bénéfice de la naturalisation. Cette faveur provoqua, vingt ans plus tard, l'acrimonie des populations musulmanes et européennes (originaires pour l'essentiel des provinces déshéritées de l'Espagne et de l'Italie). Et c'est en Algérie, où l'infâme Drumont, auteur de *La France juive*, fut élu député, que les incidents antisémites ont été violents.

Le procès Dreyfus, par sa durée, structure les deux camps : la Ligue des droits de l'homme contre la Ligue de la patrie française. La gauche, dans cette affaire, conformément au mot d'ordre de Guesde, s'était tenue à l'écart

du débat. Un demi-siècle plus tard, le gouvernement du maréchal Pétain, élu par des parlementaires SFIO et radicaux (les communistes ayant préféré respecter la lettre du pacte germano-soviétique) pouvait, sans provoquer de réaction, prendre à l'égard des Juifs, étrangers puis français, des mesures impardonnables. Pierre Laval, son maître d'œuvre, était lui-même issu des rangs de la SFIO.

Dans les départements algériens, dans le même temps, la situation des Juifs était devenue si inconfortable qu'ils furent les premiers à quitter, après la guerre, l'Algérie pour la France. Leurs ancêtres étaient savetiers, leurs descendants seraient professeurs de médecine. Les anciens dhimmi occuperaient des fonctions éminentes quand les émigrés venus de l'Algérie musulmane travailleraient comme OS chez Renault.

Jean-Luc Mélenchon connaît cette histoire par cœur, car ses ancêtres appartenaient à cette diaspora espagnole qui avait alimenté la population pied-noir d'Algérie. Sans doute lui était-il facile de comprendre que la population musulmane des banlieues serait facile à mobiliser sous le drapeau de la Palestine. Son « génie politique » a fait le reste. La gauche française ne fut jamais du combat contre l'antisémitisme. ■

**Ancien préfet et inspecteur général de l'administration, Michel Aubouin a exercé de 2009 à 2013 les fonctions de directeur du ministère de l'Intérieur en charge de l'intégration des étrangers et des naturalisations. Il a notamment publié « 40 ans dans les cités » (Presses de la Cité, 2019) et « Le Défi d'être français » (Presses de la Cité, 2023).*



MICHEL AUBOUIN

De l'affaire Dreyfus à aujourd'hui, la gauche ne fut jamais du combat contre l'antisémitisme, rappelle l'ancien préfet*.

Le Nouveau Front populaire et le retour de la gauche haineuse



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

Il ont été nombreux, ces derniers jours, à s'étrangler d'indignation devant le Nouveau Front populaire, en accusant ceux qui y participent de sacrifier leurs principes pour aller à la gamelle électorale. Il serait exclusivement commandé par une logique politicienne. L'accusation n'est pas complètement sans fondement : la gauche souhaite naturellement éviter l'extinction électorale. Tous y prennent part, ceux qui rêvent ouvertement d'une révolution violente comme les épaves ecotopiques ou bedonnantes du socialisme de gouvernement, qui, hier encore, se scandalisaient à l'idée qu'on puisse même les comparer de loin à La France insoumise. La mémoire est une faculté qui oublie.

On sous-estime toutefois à quel point la gauche, au-delà de ses différentes sectes, organisations et partis, a en commun un imaginaire lui permettant de se mobiliser immédiatement. Marc Crapez, dans son *Précis d'une droite dominée*, en 1998, avait décrit cette mécanique : « La gauche est forte en ce qu'elle s'affirme sereinement telle. (...) La capacité de la gauche à être solidaire est d'autant plus accrue qu'elle dispose d'un facteur de mobilisation et de rassemblement sans faille, d'un slogan apte à fédérer l'ensemble de ses composantes : battre la droite. (...) Surtout, la gauche, qui, par essence, est toujours à la recherche d'une nouvelle affaire Dreyfus, a trouvé son chemin de Damas en reproduisant le vieux schéma complotiste de la concentration de toutes les gauches, extrême incluse, face à un péril droitier. Celui-ci avait nom cléricanisme comme aujourd'hui racisme. »

Crapez dit « battre la droite ». On dirait aujourd'hui : battre l'extrême droite, et cela au nom d'un antifascisme qui, toujours, se réactive et change la définition du fascisme à combattre :

l'essentiel est de présenter l'autre camp comme celui du diable sorti des enfers. On oublie que la gauche a la maîtrise du clivage gauche-droite, qu'elle manipule à son avantage exclusif. La gauche s'autoproclame gauche, et renvoie à droite ceux dont elle ne veut pas. Elle nomme ensuite « droite républicaine » ceux qui s'opposent à ses moyens sans contester sa philosophie, et « extrême droite » ceux qui s'y opposent frontalement. Le terme « extrême droite » a une fonction

« Cette gauche présente ceux qui lui résistent comme la lie de l'humanité, rassemblant une collection de racistes, de xénophobes, de transphobes, de sexistes, d'individus aux passions tristes, possédés par des sentiments abjects »

exclusivement incantatoire et justifie pour la gauche haineuse toutes les violences, rhétoriques comme physiques. Si jamais le bloc national remporte les élections législatives, elle laissera ses éléments violents se déchaîner dans les rues, puis accusera « l'extrême droite » de susciter des violences.

Ce système d'intimidation fonctionne encore, comme on l'a vu cette semaine à droite, où les barons républicains se sont drapés dans la mémoire du gaullisme pour justifier leur soumission aux injonctions morales de la gauche. Il y a quelque chose de pathétique à voir des élites déçues s'enfermer dans un monde englouti, comme si le souvenir de leur prestige et leurs derniers privilèges les empêchaient de saisir le nouveau contexte historique qui émerge. Elles sont à ce

point conditionnées dans un système qui a programmé leur assujettissement mental à la gauche qu'elles croyaient combattre qu'elles disent non de toutes leurs forces à une dynamique qui pourrait les libérer de ce piège. C'est le syndrome de Stockholm appliqué au clivage gauche-droite.

On ne devrait pas exagérer non plus les supposées contradictions programmatiques de la gauche. Si le Nouveau Front populaire s'empare du pouvoir, on pourra s'attendre tout à la fois à un basculement dans l'immigrationnisme militant et à un multiculturalisme extrême, qui multiplierait les « accommodements raisonnables » à l'endroit de l'islam, comme on peut déjà le voir dans les villes gérées par les écologistes, qui justifient la banalisation du burkini au nom du vivre-ensemble. On peut s'attendre aussi à des lois toujours plus répressives en matière de liberté d'expression, au nom de la lutte contre la haine. De même, elle mettra le cap sur un écologisme de la décroissance indissociable des persécutions fiscales et de la bureaucratisation de l'existence qui l'accompagne. Sans oublier de poursuivre la déconstruction des sexes.

J'ai parlé plus haut de la gauche haineuse, car cette gauche présente ceux qui lui résistent comme la lie de l'humanité, rassemblant une collection de racistes, de xénophobes, de transphobes, de sexistes, d'individus aux passions tristes, possédés par des sentiments abjects et hypnotisés par des théoriciens et des polémistes méphistophéliques, qui auraient signé un pacte affreux avec la bête immonde, et instrumentaliserait par d'affreux milliardaires souhaitant soumettre le monde à leurs obsessions. La gauche haineuse veut en finir avec ce vieux monde. Elle veut l'interdire, le censurer, le rééduquer. Elle rêve d'une grande purge. Ceux qui refusent de voir la chose en face s'en rendent complices d'avance. ■

Bloc national contre gauche radicale : la dissolution accélère la recomposition du paysage politique



ANALYSE
Alexandre Devecchio

Révolution, contre-révolution, décomposition ? En annonçant brutalement une dissolution après les résultats des élections européennes, Emmanuel Macron a, en apparence, déclenché un tremblement de terre politique. En réalité, sa décision spectaculaire n'a fait qu'accélérer le processus de recomposition qui redessine le paysage électoral depuis de longues années. Un processus qui, sous une forme ou sous une autre, a également remodelé le système politique de nombre de démocraties occidentales. Depuis de longues années, les plaques tectoniques politiques bougent de manière souterraine. Une constante s'observe depuis la première élection de Macron en 2017 : la tripartition du système politique. À l'ancien clivage droite-gauche se sont substitués trois blocs sociologiques et idéologiques : un bloc national dominé par le RN s'appuyant sur une base électorale populaire ; un bloc de gauche dominé par son aile radicale et fondé sur l'alliance sociologique entre la jeunesse des grandes villes et celle des banlieues ; et enfin, le bloc central macronien dont les retraités et les gagnants de la mondialisation constituent le socle électoral. Le résultat des européennes est venu confirmer cette tripartition, mais a vu évoluer la dynamique interne de chaque bloc. En toute vraisemblance, les élections législatives devraient accentuer ces dynamiques.

Premier enseignement des européennes, le bloc national, porté par une dynamique ascendante, est désormais majoritaire, rassemblant autour de 40 % des électeurs. Le centre de gravité de ce bloc est le Rassemblement national, formation nationale-populiste, dont Jordan Bardella a réussi à élargir la base électorale bien au-delà des classes populaires. S'il s'inscrit dans une stratégie de dépassement, le RN n'en penche pas moins à droite et c'est pourquoi les alliances qu'il noue se situent de ce côté de l'échiquier politique. Les élections européennes ont montré une forme de complémentarité entre la

tête de liste du RN et celles de LR et de Reconquête. Bien qu'encore partiellement contrariée par des logiques d'appareil, la réunion de la droite nationale-populiste, incarnée par la paire Bardella-Le Pen, et des droites conservatrice et identitaire, respectivement représentées par Bellamy et Marion Maréchal durant ces européennes, semble inscrite dans la logique électorale autant qu'idéologique. René Rémond soutenait la thèse de l'existence de trois droites (légitimiste, orléaniste et bonapartiste) nées de la Révolution française ; de la recomposition en cours sont en train de surgir trois nouvelles droites que l'on pourrait qualifier de populiste, conservatrice et identitaire »

« René Rémond soutenait la thèse de l'existence de trois droites (légitimiste, orléaniste et bonapartiste) nées de la Révolution française ; de la recomposition en cours sont en train de surgir trois nouvelles droites que l'on pourrait qualifier de populiste, conservatrice et identitaire »

Le deuxième enseignement de ces européennes est que le bloc de gauche résiste plutôt bien électoralement. Les quatre principaux candidats de gauche ont ainsi rassemblé plus de 30 % des suffrages. Regroupée au sein du Front populaire, la gauche, malgré ses divisions idéologiques, peut espérer être présente au second tour dans un maximum de circonscriptions. La gauche peut-elle se recomposer autour d'un espace social-démocrate comme l'a théorisé Raphaël Glucksmann ? En apparence, le succès de la liste du candidat PS aux européennes marque la revanche de la gauche modérée sur la gauche radicale. En apparence seulement. Sa percée doit

être relativisée et rappelle celle de Yannick Jadot qui avait réalisé sensiblement le même score lors des élections européennes de 2019 avant de s'effondrer à la présidentielle trois ans plus tard. D'autant que La France insoumise a progressé par rapport aux précédentes élections européennes et a consolidé sa base électorale, notamment chez les jeunes. Chez les 18-24 ans, la liste LFI monte ainsi jusqu'à 17 % tandis que Glucksmann réalise une percée chez les 70 ans et plus. Au vu des évolutions démographiques du corps électoral, le futur de la gauche, portée par la coalition de la jeunesse des grandes villes et des banlieues, pourrait donc bien demeurer radical et woke.

Mais le principal bouleversement de ces élections européennes et qui pourrait s'accentuer lors de ces législatives anticipées, c'est l'effondrement du bloc central. Si Valérie Hayer a conservé d'extrême justesse sa deuxième place, ce n'est que parce que la gauche s'est présentée en ordre dispersé. Face à une gauche rassemblée au sein du Front populaire, le centre devrait être largement distancé et relégué à la troisième place, évincé des duels du second tour dans la plupart des circonscriptions. Cet effondrement est lié à l'usage du macronisme après sept années de pouvoir, mais aussi à des facteurs structurels. L'évolution démographique, notamment la diminution du poids électoral de la génération du baby-boom qui votait majoritairement au centre gauche et au centre droit, joue un rôle. Comme la liste de Glucksmann, la liste de Hayer a été majoritairement portée par les seniors et boudée par les jeunes. La liste Renaissance a ainsi recueilli environ 27 % chez les plus de 70 ans, contre seulement 8 % chez les 18-24 ans. Emmanuel Macron a plaidé pour une grande clarification lors de sa conférence de presse. Celle-ci pourrait bien avoir lieu, mais à son détriment. À terme, ce qui se dessine, c'est l'effacement progressif du bloc central et la rebipolarisation du paysage politique autour du clivage entre le bloc national et la gauche woke. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92390 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
samedi de 9h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semaine : 45 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur du papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro PU 011/001. Eurofinition : P101 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier
pages
Cahier 2 Économie
pages
Cahier 3 Le Figaro
et vos
11 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine
pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame
120 pages

Lukas Aubin et Jean-Baptiste Guégan: «Il n'y aura pas de trêve des conflits mondiaux pour les JO»



PAR
Alban Barthélémy

Les deux chercheurs notent que les compétitions sportives internationales sont devenues l'extension de la guerre sur un autre terrain et que, à l'échelle du monde, les instances du sport sont de moins en moins occidentales.

Pour avoir un aperçu des déséquilibres mondiaux, il suffit de regarder le sport de haut niveau. Dans leur livre *La Guerre du sport, une nouvelle géopolitique* (Tallandier), Lukas Aubin, directeur de recherche à l'Iris, et Jean-Baptiste Guégan, expert en géopolitique du sport et enseignant à Science Po Paris, décryptent les enjeux à l'approche des Jeux olympiques de Paris 2024.

LE FIGARO. - Emmanuel Macron avait évoqué l'idée d'une trêve dans les conflits mondiaux durant les Jeux. Cette idée est-elle, selon vous, réaliste ?
JEAN-BAPTISTE GUÉGAN. - Non, on peut parier qu'il n'y aura pas de trêve pour les Jeux de Paris 2024. La guerre ne s'arrêtera vraisemblablement pas, ni en Ukraine, ni en Arménie, ni à Gaza. Pour Emmanuel Macron par contre, cet évé-



«Le mouvement sportif mondial représenterait environ 2% du PIB total de la planète», estiment Lukas Aubin (à gauche) et Jean-Baptiste Guégan. FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

nement peut être l'occasion de déclencher des initiatives diplomatiques : le monde entier va venir à Paris, de nombreux chefs d'État et de gouvernement. LUKAS AUBIN. - Il faut rappeler qu'à l'époque de la Grèce antique, la trêve olympique ne signifiait pas du tout l'arrêt des combats. C'était simplement l'idée qu'il fallait laisser passer les athlètes entre les lignes militaires, afin qu'ils puissent accéder au lieu de la compétition. Le Comité international olympique (CIO) a beau jeu de dire que le sport doit être au-dessus des conflits, mais la réalité, c'est qu'en 14-18 tout comme en 39-45, les compéti-

tions sportives se sont arrêtées. Au-delà, il faut aussi se poser la question de savoir à qui profiterait une trêve dans les combats...

Faut-il redouter des incidents lors des compétitions sportives de cet été ? J.-B. G. - Aujourd'hui, le sport est utilisé par beaucoup de pays comme un prolongement du combat armé. Cela risque bien sûr de poser des problèmes lors des Jeux olympiques. Que se passera-t-il lorsqu'un Israélien fera face à un athlète issu d'un pays arabo-musulman, ou que des Russes seront opposés à des Ukrainiens ? Même s'ils acceptent

de concourir, il risque d'y avoir des réactions dans les tribunes, voire dans l'entourage des sportifs. Il faut s'y préparer : ces Jeux vont être particulièrement politisés.

Vous expliquez dans votre livre que la carte géopolitique du monde est en train de bouger, et que le sport permet d'observer ces changements...

L. A. - Prenons un exemple : lors des JO d'hiver de Pékin en 2022, la Russie était déjà sous le coup de sanctions du CIO, pour des raisons de dopage. Cela n'a pas empêché le président chinois Xi Jinping d'inviter Vladimir Poutine en tribune, lors de la cérémonie d'ouverture. Quatre jours après la fin des Jeux, ce dernier envahissait l'Ukraine, sans que la Chine s'y oppose... Il paraît difficile d'imaginer que les deux hommes n'aient pas discuté de ce sujet - la durant leur rencontre. C'est pourquoi il faudra observer de près ce qui se passera lors des JO de Paris. Plus généralement, à l'échelle du monde, les instances du sport sont de moins en moins occidentales. De nouveaux pôles de puissance s'affirment comme l'Inde ou encore l'Amérique du Sud. Et il y a plus de pays reconnus au CIO ou à la Fifa (Fédération sportive internationale du football) qu'à l'ONU : la Palestine par exemple, le Kosovo ou encore Taïwan sont officiellement des nations sportives ! J.-B. G. - Le sport, ce n'est pas juste l'image du « soft power ». Les entreprises qui sponsorisent ces événements sont aujourd'hui des fonds souverains, c'est-à-dire des bras armés des États. En coulisses, ce sont des énormes contrats qui sont signés. À Paris, pour les JO, l'accent sera notamment mis sur la vidéosurveillance et l'intelligence artificielle. Cela tombe bien : notre pays a justement des entreprises de pointe dans ces domaines...

Dans cette géopolitique du sport, vous soulignez que la France tire plutôt bien son épingle du jeu ?

L. A. - On prend toujours un malin plaisir à s'autocritiquer, mais si l'on regarde les choses froidement, ces trente dernières années, nous avons accueilli les JO d'hiver de 1992, des Coupes du monde de football et de rugby, maintenant les JO d'été de 2024 et d'hiver en 2030... Si on ajoute à cela le Tour de France et Roland-Garros tous les ans, on peut dire que la France fait aujourd'hui figure de ténor à l'échelle planétaire en matière d'organisation d'événements sportifs. Nous avons un réel savoir-faire, et cela incite à regarder les Jeux de Paris avec optimisme, même si le contexte sécuritaire est très compliqué.

J.-B. G. - Et surtout, on gagne ! La France est la 5^e puissance olympique de l'histoire, ce qui est incroyable pour un pays de 68 millions d'habitants. En handball et en football, nous avons été champions du monde. Le paradoxe, c'est que nous ne sommes pas une nation de sportifs : entre 45% et 60% des Français seulement pratiquent un sport de façon régulière.

Dès lors, comment expliquer de tels succès ?

L. A. - Le système sportif français repose sur la décentralisation. C'est à l'échelle locale que tout se joue en premier lieu, dans les villes et les régions. En Russie ou en Chine, le fonctionnement est beaucoup plus vertical. J.-B. G. - Notre modèle est basé sur un principe de méritocratie républicaine : peu importe d'où tu viens, si tu es bon, tu peux progresser. À l'heure où tout le monde parle du déclin français, il est rassurant de constater que notre système fonctionne encore dans le domaine du sport : nous pouvons regarder les autres grandes puissances dans les yeux sans avoir à rougir. Ces Jeux olympiques de Paris 2024 pourraient être aussi ceux de la réaffirmation du modèle français.

Peut-on dire que l'apolitisme dans le sport est un mythe ?

L. A. - On associe souvent le sport à des valeurs positives de fair-play, d'inclusion... Mais, en réalité, la politique est présente partout. Et on ne conçoit pas les choses de la même façon en Chine, au Qatar, ou en France. Il suffit de regarder les débats autour de la place des athlètes transgenres... Ce mythe de la neutralité a accompagné le développement du sport international depuis ses débuts. Pierre de Coubertin, le fondateur des Jeux olympiques modernes, était bien sûr animé par des idéaux de paix. Mais c'était aussi un homme de son temps : dès la première édition à Athènes, en 1896, il avait interdit aux femmes ainsi qu'aux pays colonisés de participer. En fait, il a créé les Jeux à son image, à savoir une image occidentale.

« Aujourd'hui, le sport est utilisé par beaucoup de pays comme un prolongement du combat armé. Cela risque bien sûr de poser des problèmes lors des Jeux olympiques »
Jean-Baptiste Guégan

Si l'on prend un peu de recul, quand est apparu le sport moderne ?

L. A. - On sait qu'il est né en Grande-Bretagne, au début du XIX^e siècle. Auparavant, les pratiques étaient très différentes en fonction des lieux. Ce modèle va s'exporter progressivement à l'ensemble de la planète : les révolutions industrielles ont engendré la création de nouvelles routes maritimes et ferroviaires. Le monde a commencé à être connecté. Et, rapidement, les pratiques du sport, les règles, se sont uniformisées. Ce qui est fascinant, c'est qu'à peine deux siècles plus tard, le sport soit devenu un fait social total. Les Jeux olympiques et paralympiques sont regardés par 4 à 5 milliards de téléspectateurs, soit la moitié de l'humanité ! Et on estime que le mouvement sportif mondial représenterait environ 2% du PIB total de la planète.

Dans un monde de plus en plus divisé, ce modèle est-il durable ?

J.-B. G. - Ce sont les seuls moments où l'humanité se retrouve : ne peut-on pas dès lors considérer que c'est un investissement nécessaire ? Mais les Jeux tels que nous les connaissons n'existent que depuis deux siècles : ils pourraient un jour disparaître. Si demain les Russes ou les Chinois arrivent à mettre en place un système sportif alternatif, nous pourrions connaître un éclatement. C'est déjà arrivé par le passé : les Jeux panhelléniques de l'Antiquité se sont éteints, au IV^e siècle après J.-C., car les villes avaient perdu tout intérêt à les financer.

L. A. - Le risque, c'est que ces grandes compétitions perdent en crédibilité. Je pense par exemple aux enjeux écologiques. Les nations sont-elles toujours prêtes à accepter le coût de tels événements ? Pour moi, on a vraiment deux scénarios qui se dessinent : soit le sport moderne parvient à muter et à devenir soutenable, soit il n'y arrive pas. Auquel cas, il finira fatalement par se fragmenter. ■

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ hors-série

6 JUIN 1944 - LE JOUR LE PLUS LONG

Promesse d'une libération tant attendue, le débarquement allié de Normandie est resté dans les mémoires comme la plus formidable opération militaire du XX^e siècle. A quatre-vingts ans de distance, *Le Figaro Hors-Série* revient sur cette épopée de courage et de sang dans un numéro spécial. Au fil de ses 164 pages, il fait défiler les images du jour le plus long, le récit heure par heure du Débarquement, les secrets d'une opération qui fut le fruit d'un compromis politique entre les Alliés, les multiples entreprises d'intoxication orchestrées avec succès auprès de l'ennemi. Une cartographie détaillée des combats, une évocation poignante du martyre enduré par la Normandie, un dictionnaire des hommes du jour J, de Montgomery à Eisenhower et de Rommel à Robert Capa, ainsi que l'agenda des principaux événements organisés pour cet anniversaire complètent ce numéro exceptionnel.



14€ 164 pages, en vente à partir du 22 mai
chez votre marchand de journaux et sur www.figaro-store.fr/hors-serie



Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur X et Facebook



LE FIGARO économie



TRANSPORT

LA SNCF RELÈVE SES AMBITIONS
POUR OUIGO, SON OFFRE
À PETITS PRIX PAGE 22

LE GRAND TÉMOIN

« LE COÛT DES CATASTROPHES
NATURELLES POUR L'ASSURANCE
POURRAIT DOUBLER EN DIX ANS » PAGE 24



Jacques de Vaucieroy,
président de Swiss Re

Marchés, vie des entreprises, chaînes info La dissolution chamboule tout

La crise politique a déjà des effets dans la marche des affaires :
des projets de cessions et des réunions sont reportés, tandis que
la Bourse et la dette de la France sont secouées. PAGES 20, 21, 25 ET 26

Le quartier
d'affaires
de la Défense.

> FOCUS

PARIS 2024 AU CHEVET DES ENTREPRISES LÉSÉES

Une commission nationale sera créée pour indemniser a posteriori les entreprises pénalisées par les restrictions et les activités liées aux Jeux olympiques de Paris, a indiqué vendredi le délégué interministériel aux JO, Michel Cadot, lors d'une conférence à la chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) Ile-de-France-Paris.

Cette commission « nationale » examinera « chacun des dossiers pour lesquels des mesures de police et l'établissement d'un périmètre de sécurité créent un préjudice anormal et clairement lié aux Jeux », a expliqué le préfet Cadot. La commission où siégeront « des représentants de tous les ministères » s'appuiera notamment sur « une attestation par un expert-comptable montrant le montant de la perte de chiffre d'affaires net ». « Le constat sera donc fait après » la période olympique et il faudra que « le préjudice soit constaté et suffisamment spécifique aux Jeux » « pour être considéré comme anormal », a précisé Michel Cadot.

Si le préjudice est attesté, il y aura une « proposition d'indemnisation », soit « sur le budget du ministère de l'Intérieur » si le préjudice est lié à une mesure de police, soit éventuellement sur le budget « du ministère des Transports », par exemple pour les bateaux de cérémonies ne pouvant pas transporter leurs marchandises sur la Seine. Fin mars, syndicats et patronat réclamaient dans un courrier au gouvernement un « dispositif de compensation intégrale pour les entreprises » situées dans les périmètres de sécurité des JO.

(AVEC AFP)

Corse : les magasins Casino bientôt sous enseigne Auchan

Nouvelle cession en cours pour le groupe Casino. Vendredi, le distributeur stéphanois a engagé des négociations exclusives avec l'entrepreneur local Rocca pour céder sa filiale Codim 2, qui exploite 18 points de vente en Corse. Rocca, qui opère sur l'île depuis une dizaine d'années, exploitera ces magasins (4 hypermarchés, 9 supermarchés, 3 Cash & Carry et 2 drives)

sous l'enseigne Auchan. Cette opération n'est pas vraiment une surprise. Pour éviter la faillite ces derniers mois, le groupe a engagé la cession de ses grandes surfaces avec plus de 300 supermarchés et hypermarchés dans l'Hexagone vendus à Intermarché, Auchan et Carrefour. Repris par le consortium mené par Daniel Kretinsky fin mars, le distributeur recentre

ses activités sur les seules enseignes de proximité (Monoprix, Franprix, Casino, Vival, Spar) et sur l'e-commerce (Cdiscount). En Corse, il conserve d'ailleurs près de 80 points de vente de proximité, principalement des Vival et des Spar.

« L'ensemble des activités, des salariés et des fonctions support seraient repris et poursuivis sous enseigne Auchan »,

insiste le groupe, qui marche sur des œufs. Ce dernier négocie actuellement avec les syndicats un plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE) d'envergure qui prévoit la suppression nette de 1293 à 3267 emplois qui ne concerne pas seulement les sièges. Le nombre final de suppressions dépendra du sort des 25 super et hypermarchés qui n'ont pas trouvé à reprendre.

M.M.

le PLUS du FIGARO ÉCO

TECHNOLOGIE

Les 24 Heures
du Mans,
laboratoire de l'IA
pour Peugeot PAGE 23

LA SÉANCE

DU VENDREDI 14 JUIN 2024

▲ **CAC 40**
7503,27 -2,66%

▲ **DOW JONES**
38550,40 -0,25%

▲ **ONCE D'OR**
2350,00 (2320,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
82,610 (82,240)

▲ **EUROSTOXX 50**
4841,32 -1,91%

▲ **FOOTSE**
8146,86 -0,21%

▲ **NASDAQ**
19594,27 +0,09%

▲ **NIKKEI**
38814,56 +0,24%

L'HISTOIRE

Les aliments au goût fumé bientôt bannis des rayons en Europe

Une nouvelle qui pourrait faire des déçus parmi les adeptes des chips goût « fumé ». En avril dernier, les États membres de l'Union européenne ont approuvé une proposition de la Commission européenne visant à ne pas renouveler l'autorisation de huit « arômes de fumée » pour les denrées alimentaires. Exit bientôt des rayons les chips, saucisses et autres sauces barbecue aux arômes artificiels de fumée, des substances fabriquées par liquéfaction de fumée de bois qui constituent une « alternative au fumage traditionnel », précise l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). C'est justement sur la base de ses évaluations scientifiques que cette décision européenne a été prise. En novembre 2023, l'organisme avait estimé ne pas

pouvoir « exclure les risques de génotoxicité pour aucun des huit arômes de fumée » examinés, pouvant « augmenter le risque de développer des affections telles que des cancers ou des maladies héréditaires ». Ces arômes, dans le radar des autorités sanitaires depuis quinze ans, se retrouvent aujourd'hui un peu partout dans nos assiettes : viande, poisson, fromage, soupes, sauces, boissons, chips, glaces, confiseries...

« Après une période de retrait progressif, ces arômes ne pourront plus être utilisés dans l'UE », précise la représentation

en France de la Commission. Les produits concernés ne disparaîtront donc pas du jour au lendemain des rayons. Les fabricants auront entre deux et cinq ans, en fonction des aliments, pour se mettre en règle. ■

J. D. S.



L'incertitude politique bouleverse déjà la vie

Ivan Letessier, Marie Bartnik, Danièle Guinot, Olivia Détryat, Véronique Guillermand et Mathilde Visseyrias

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, nombre de projets financiers sont à l'arrêt. Certains patrons craignent

La cession de Biogaran a-t-elle également été dissoute par Emmanuel Macron ? Le laboratoire pharmaceutique Servier, qui a mis en vente son activité de médicaments génériques il y a plusieurs mois, attendait des offres fermes pour mardi 11 juin. Las, l'annonce, le dimanche précédent, de la convocation d'élections législatives par le président de la République a changé la donne. Selon nos informations, au moins l'un des trois candidats au rachat de Biogaran préfère connaître le nom du prochain ministre de l'Économie avant de faire son offre. « La potentielle arrivée au pouvoir du Rassemblement national soulève beaucoup de questions, et le Nouveau Front populaire n'est pas plus rassurant », justifie un représentant de cet acheteur potentiel. La date de remise des offres fermes risque fort d'être reportée par Servier, même si le groupe n'a pas souhaité commenter ce point.

Le cas Biogaran est loin d'être isolé. « Je travaille sur deux opérations d'acquisitions transfrontalières qui devaient être annoncées d'ici fin juillet, confie un professionnel du M&A. Les deux dossiers sont à l'arrêt depuis lundi matin. À chaque fois, le vendeur et l'acheteur savent qu'ils ne pourront obtenir le blanc-seing du ministre de l'Économie, qui doit valider ou non les investissements étrangers en France. » Le gouvernement n'a certes pas démissionné mais il se contente de gérer les affaires courantes. Si Atos a annoncé vendredi avoir reçu une « lettre d'offre confirmatoire non engageante de l'État français concernant l'acquisition potentielle » de certaines activités sensibles, ce dossier était bien engagé avant la dissolution.

« Les périodes d'incertitude politique sont toujours mauvaises pour la confiance et la consommation. Cela génère une pause dans les achats »

Le patron d'une fédération de distributeurs non alimentaires

Les acteurs économiques ayant besoin de l'État ne pourront donc compter sur aucune décision politique avant la nomination du futur gouvernement. « J'ai des rendez-vous prévus ces prochains jours dans plusieurs cabinets ministériels, racontait lundi matin la dirigeante d'un groupe de services dont l'activité est fortement réglementée. Ils vont sans doute tous être annulés, car les conseillers vont avoir la tête ailleurs. »

Les entreprises n'ont certes pas toutes toujours besoin de l'État pour tourner. Mais la dissolution et le chaos politique qu'elle a entraîné ont parfois déjà eu un impact sur leur activité. « Nous comptons sur des ventes de dernière minute pour le début des vacances d'été, reconnaît Mélanie Lemarchand, responsable de Lidl Voyages. Mais avec les législatives, prévues le 30 juin et le 7 juillet, la saison risque de commencer seulement le 14 juillet. » Nicolas Dayot, président de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA), craint pour l'activité des campings : « Les élections risquent de nous flinguer la première semaine de juillet, sachant que beaucoup d'arrivées se font le samedi. »

L'incertitude politique et le sursaut de mobilisation des électeurs entraînent par la crainte de l'arrivée au pouvoir des extrêmes pourraient avoir des conséquences sur l'activité des entreprises. « Si tu ne votes pas aux législatives, c'est que tu n'en as rien à faire de ton pays, résume le patron d'un grand groupe. Les Français vont passer beaucoup de temps à s'informer dans les trois prochaines semaines et ils auront moins de temps à consacrer aux loisirs et à la culture. »

Les achats de nourriture sont certes préservés mais c'est une exception. « Les périodes d'incertitude politique sont toujours mauvaises pour la confiance et la consommation, estime le patron d'une fédération de distributeurs non alimentaires. Cela génère une pause dans les achats et peut avoir un impact négatif sur la consommation plaisir. De plus, nous arrivons dans la période des soldes et des vacances au cours de laquelle les gens ont tendance à davantage consommer. »

C'est dans la finance et l'immobilier que les conséquences sont les plus fortes. « Les chefs d'entreprise vont reporter des projets d'investissement jusqu'à y voir plus clair, résume le dirigeant d'un grand groupe alimentaire. L'attente va durer jusqu'à la présentation, cet automne, du projet de loi de finances. » Les opérations les plus à risques sont les projets de fusions-acquisitions (M&A, en anglais). « L'incertitude n'est jamais bonne pour les deals, explique un banquier d'affaires. Cette période de campagne incite les parties à poser le crayon, d'autant que les conditions de financement ne sont pas les mêmes qu'il y a deux

« On sent de la frilosité chez les fonds d'investissement. Ils n'ont pas arrêté les processus, mais ils font traîner les discussions et attendent de voir comment les choses vont tourner »

Un banquier

semaines. » Tous les projets de M&A ne devraient cependant pas être mis à l'arrêt jusqu'à la rentrée de septembre. Les opérations de plus petite taille et sans enjeu politique ne devraient pas être remises en question. « Des offres d'achat non engageantes devraient être déposées comme prévu d'ici fin juillet, prévoit un banquier d'affaires. Depuis une dizaine d'années, les entreprises ont appris à gérer les situations un peu incertaines. Elles sont résilientes. »

En revanche, le financement des acquisitions complique les opérations de private equity. « On sent de la frilosité chez les fonds d'investissement, constate un banquier. Ils n'ont pas arrêté les processus, mais ils font traîner les discussions et attendent de voir comment les choses vont tourner. » La situation est aussi compliquée pour les fonds de ca-

pital-investissement qui avaient déjà du mal, depuis deux ans, à lever de nouveaux capitaux. « Les investisseurs étrangers reportent leur décision d'investir. Ils préfèrent attendre d'y voir plus clair », note un expert.

« Cette période d'incertitude n'aide pas l'immobilier qui était déjà au ralenti, ajoute un avocat. Certains projets avancés d'investissements étrangers dans le bureau et l'hôtellerie ont été mis sur

pause. Cela ne va pas durer longtemps car la campagne électorale est très courte, mais on aura ensuite la période estivale avec les vacances... »

Le changement probable de ligne politique incite les grandes entreprises à se mettre en tenue de combat pour revoir leur stratégie de lobbying. « Nous nous préparons à mener un travail d'éducation sur les enjeux et l'importance de nos activités qui dépendent en grande partie de la

commande nationale en matière de défense et de spatial », explique un industriel de l'aéronautique. La filière devra sensibiliser la nouvelle équipe au pouvoir sur la nécessité de maintenir le soutien public pour réussir la transition énergétique, afin que la filière française, emmenée par Airbus, conserve son rang de numéro un mondial et de premier contributeur à la balance commerciale. »

Le chaos politique donne également

Les acteurs économiques sont dans l'expectative en attendant les élections législatives.



La crise politique fait peser un risque de flambée des taux des em

Anne de Guigné

C'est l'un des arguments phares du camp macroniste pour la courte campagne législative qui s'annonce. L'arrivée au pouvoir du RN comme de la coalition des gauches mettrait en péril la signature de la France sur les marchés. « Jamais nous n'avions vu bondir l'écart de taux entre la France et l'Allemagne aussi brutalement. Si le RN applique son programme, une crise de la dette est possible en France », lançait dès mardi Bruno Le Maire. Le lendemain, c'était au tour d'Emmanuel Macron d'insister : « Les taux d'intérêt augmentent, les marchés s'effolent, nos partenaires euro-

péens s'inquiètent. » Conséquence, « le crédit va devenir plus cher. Les salariés, les retraités, les épargnants vont s'appauvrir ». Et de répéter : « Si le RN arrivait au pouvoir que deviendraient vos retraites ? Il ne pourrait plus les payer. »

Vendredi, la publication du programme du Nouveau Front populaire a donné l'occasion à Bruno Le Maire de reprendre la parole pour dénoncer « un délire total », « c'est l'assurance du déclassement, du chômage de masse et de la sortie de l'Union européenne » car « cette alliance de gauche refusera la contrainte austéritaire du pacte de stabilité ». Les crises de la dette ne sont pas en effet des vus de l'esprit.

« En 2018, quand le vice-président du Conseil italien, Matteo Salvini, prétendait

manger le "spread" au petit déjeuner ("mangio pane e spread"), il a vite réalisé que la portion devenait de plus en plus indigeste », rappelle ainsi Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo. Liz Truss, l'éphémère première ministre britannique, avait aussi provoqué une envolée violente des taux britanniques avec son budget déséquilibré en 2022, ce qui avait causé quelques dégâts dans le secteur financier et... mis un terme rapide à son mandat. A contrario, l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni en Italie avait suscité un peu de nervosité sur les marchés, vite apaisée. Contrairement au prochain premier ministre français, le chef d'État bénéficiait de l'héritage de Mario Draghi : 220 milliards d'euros de prêts et subven-

tions sécurisés auprès de la Commission européenne.

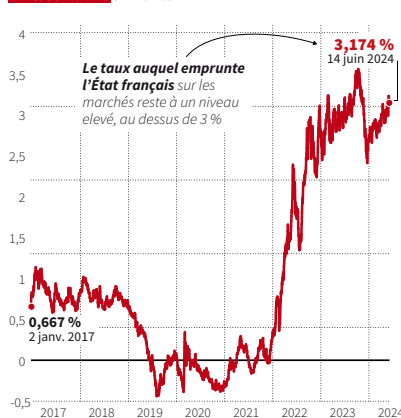
En France, il n'y a pas pour l'instant de crise de la dette, seulement une tension accrue, avec un « spread », soit l'écart, entre l'obligation française et son équivalent allemand, qui s'est élargi, atteignant un plus haut depuis 2017, jusqu'à 78 points de base vendredi après-midi. Le taux d'emprunt de la France sur dix ans oscillait autour de 3,12% contre 2,36% pour l'Allemagne. Le « spread » est le thermomètre de la confiance des investisseurs dans les obligations souveraines d'un pays. Les marchés gardent en tête la semaine, pendant la campagne présiden-

« En cas de cohabitation, la divergence entre la feuille de route du président et celle du chef du gouvernement risque de limiter la capacité à réduire le déficit budgétaire »

Thomas Gillet Analyste dette souveraine pour l'agence Scope

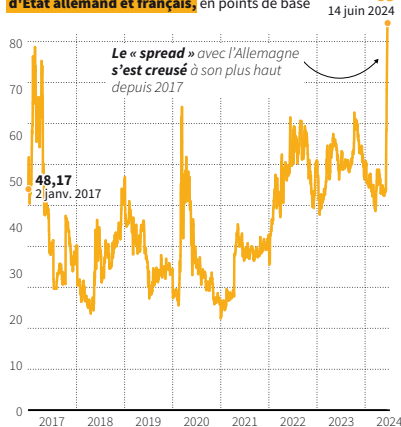
Le marché de la dette souveraine reste sous tension depuis l'annonce de la dissolution

Taux de rendement des obligations d'État à 10 ans en France



Source : Bloomberg

Écart entre les taux (« spread ») des obligations d'État allemand et français, en points de base



tielle de 2017, où l'hypothèse d'un deuxième tour opposant Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon avait, un temps, semblé probable. À ce moment-là, le « spread » était monté jusqu'à 80 points. Le dépassement de ce plafond serait signe d'une intense nervosité.

Logiquement, dans un environnement de grande instabilité, au fil des prochaines annonces et sondages, l'obligation française devrait dans tous les cas être soumise à une volatilité accrue. Les agences de notation, Moody's et Fitch, ont déjà manifesté leur inquiétude face à la possible dérive des comptes publics. « En cas de cohabitation, la divergence entre la feuille de route du président et celle du chef du gouvernement risque de limiter la capacité à réduire le déficit budgétaire », souligne encore Thomas Gillet, analyste dette

des entreprises

un ralentissement de leur activité.

des sueurs froides aux dirigeants soucieux de la gestion de leurs effectifs. « Je veux empêcher les salariés de s'exprimer publiquement, témoigne le patron d'un groupe de distribution. La politique n'a pas sa place dans l'entreprise. » Sa crainte ? Les prises de position locales de patron des magasins. « Les dirigeants détestent l'incertitude, souligne un conseiller de grands patrons. Des embauches risquent d'être décalées. »

La crise politique en France fait gamberger des hauts cadres partout en Europe, comme en témoigne un bon connaisseur du monde de la finance : « Des collaborateurs et dirigeants de fonds d'investissement qui réfléchissent à quitter Londres pour Paris en cas de victoire des travaillistes, me parlent, depuis dimanche soir, de Milan. » Préféreraient-ils Giorgia Meloni à Jordan Bardella ? ■



ANTON PUNTO/STUDIOFOTO/DAISTOCK/ADOBECOM

prunts français

souveraine pour l'agence Scope, concurrent européen des trois mastodontes américains.

Les investisseurs seront surtout attentifs aux déclarations des prochains dirigeants. Toute annonce de nouvelles dépenses non financées pourrait provoquer un vent de panique. « Les marges de manœuvre budgétaires dans un contexte de consolidation difficile sont quasi-nulles. Tout dérapage fiscal et promesses infançables risqueraient un scénario à la britannique sous Liz Truss », avance Axel Botte, directeur stratégie marché d'Ostrum Asset Management.

La Banque d'Angleterre avait alors éteint l'incendie qui menaçait les fonds de pension. La Banque centrale européenne (BCE) en fera-t-elle autant ? Depuis 2012 et l'intervention de Mario Draghi, il semble acquis que la BCE luttera contre les envolées des primes de risque qui pourraient fragmenter la zone euro. « En 2020, la pandémie a poussé la BCE à renouveler cet engagement dans le cas d'un choc exogène. En 2022, la BCE a officialisé la Transmission Protection Instrument (TPI) pour surmonter certains cas d'anomalies de marché dans le cadre de conditions strictes », précise Bruno Cavalier.

Cet instrument prévoit que la BCE acquiert des titres financiers afin d'améliorer les conditions de financement des États en difficulté. Selon Axel Botte, « en cas de crise aiguë, l'action de la BCE serait ambivalente : la Banque activerait probablement le TPI non pas pour stabiliser directement l'OAT mais pour éviter tout risque de contagion sur d'autres dettes européennes ». Même si ce n'est pas son objectif premier, la BCE ferait alors figure de puissante corde de rappel : « Si la BCE intervient, les investisseurs se rangeront derrière elle. On ne joue pas contre une banque centrale sous peine de perdre sa chemise, avance Denis Ferrand, le directeur général de Rexecode, mais elle n'enclenche pas son programme sans engagements budgétaires clairs, qui devront être respectés. Au final, les eurospécifiques seront sauvés par l'euro », croit-il. ■

Le chaos politique français « terrifiant » vu des États-Unis

Au-delà du monde de la finance, l'image de la France, redorée par les commémorations de D-Day, a été rapidement abîmée.

« La France est au bord de quelque chose de terrifiant », titre carrément une analyse dans le *New York Times*.

Cole Stangler y décrit la stupeur suscitée par la dissolution et les risques engendrés par cette décision d'un président dont la popularité est « encore plus basse que celle du président Biden ».

Un pays comme la France, où pas moins de 7 listes communistes se sont présentées aux élections européennes, 4 listes socialistes, 4 listes écologistes, et pas une seule libérale au sens français du terme, est devenu incompréhensible pour un Américain. De même que cette incroyable habitude d'Emmanuel Macron de faire des conférences de presse de deux heures, dont un tiers consiste à faire un discours.

Ania Nussbaum, qui suit le sommet du G7 à Rome pour Bloomberg, qualifie le président français de « figure diminuée ».

La journaliste note aussi que l'homme qui adore se mettre en avant, qui s'est comparé à Jupiter, n'a rencontré cette fois-ci qu'un seul partenaire du G7 en tête à tête, Justin Trudeau. Deux leaders européens, qui restent anonymes, lui ont d'ailleurs confié que la décision solitaire de dissoudre l'Assemblée présentait des risques non seulement pour la France mais pour le continent européen tout entier. La presse américaine évoque ainsi des fonds spéculatifs se positionnant sur la dette d'autres pays vulnérables, comme l'Italie, en cas de contagion.

P.-Y.D.

Le difficile front uni entre l'Europe et les États-Unis face à la Chine au G7

Florentin Collomp Envoyé spécial à Bari

Les Européens espèrent éviter l'escalade vers une guerre commerciale à laquelle les poussent les Américains.

Serait-ce le début d'un retour en arrière des entreprises sur la Chine ? Carlos Tavares, le patron de Stellantis, qui a conclu le mois dernier un partenariat avec le constructeur chinois Leapmotor, a annoncé, jeudi, à Detroit, qu'il produirait certains de ses véhicules dans ses usines européennes. Les nouveaux droits de douane, jusqu'à 48 %, sur plusieurs concurrents chinois, dégringolent cette semaine par la Commission européenne « corrigent un manque de compétitivité » de l'Union européenne, a-t-il justifié.

La nouvelle stratégie de l'Europe pour renforcer les mesures de protection de son marché encourage de plus en plus d'entreprises du Vieux Continent à réduire leur exposition à la Chine. Les enquêtes de l'UE sur le dumping, les subventions abusives, la concurrence déloyale ou la sécurité économique visant des industriels chinois se sont multipliées ces derniers mois. Ce sujet de la réponse de l'Occident à l'agressivité commerciale chinoise était au cœur des discussions des chefs d'État et de gouvernement du G7, réunis à Borgo Egnazia, près de Bari, dans le sud de l'Italie, vendredi. La déclaration finale du sommet dénonce les pratiques commerciales « hors marché » de la Chine.

Les Américains poussent leurs alliés européens à muscler leur résistance à ce rival puissant, tout en n'hésitant pas à recourir eux-mêmes à des méthodes comparables, par exemple dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (IRA), la loi de Joe Biden prévoyant des centaines de milliards de dollars de subventions aux investissements dans les technologies vertes. Difficile, dès lors, d'afficher le « front clair et uni » de part et d'autre de l'Atlantique, réclamé par

la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, lors d'une réunion du G7 finances à Stresa, le mois dernier. « Avec l'IRA, les Américains se comportent comme les Chinois », déplore-t-on à l'Élysée. Nous avons besoin de clarifier les règles du jeu dans une compétition loyale. »

À Borgo Egnazia, pour la première fois, une discussion s'est engagée entre les États-Unis et l'Europe sur le rôle des subventions dans l'économie. Les partenaires ont décidé de renforcer leur coordination pour évaluer et répondre aux surcapacités industrielles chinoises. Le risque étant que l'Europe devienne un déversoir de ces productions à bas prix, tandis que la forteresse américaine se barricade. Aux droits de douane de 100 % imposés par Joe Biden aux véhicules électriques produits en Chine, l'Union européenne a répondu par une approche graduée et mesurée, selon les niveaux de subventions reçus par les constructeurs. L'Europe réité l'injonction d'une « politique de taille unique ». « Nous n'avons pas l'ambition de découpler avec la Chine », rappelle-t-on dans l'entourage du président Macron.

Un rival systémique

Washington considère Pékin comme un rival systémique, et pas uniquement économique. Joe Biden, en Italie, insistait sur la nécessité « d'agir ensemble » pour empêcher Xi Jinping de soutenir l'effort militaire russe en Ukraine. D'où les sanctions adoptées mercredi contre les fabricants de semi-conducteurs ou les banques, notamment chinoises, qui y contribuent. Le commerce entre la Russie et la Chine a bondi de 64 % entre 2022 et 2023. L'approche très « faucon » des Américains va entraîner les Européens, qu'ils décident de suivre le

mouvement volontairement ou en aspirant à se protéger des conséquences économiques. Au-delà de la Russie, les ambitions impérialistes chinoises sur Taïwan contribuent à l'antagonisme sur le long terme.

Washington cherche à circonscrire le rôle de Pékin dans un certain nombre de technologies. Outre celles qui peuvent profiter à l'arsenal militaire russe, il s'agit aussi des semi-conducteurs, des réseaux mobiles 5G (Huawei) ou des véhicules connectés. Or, plus les Occidentaux cherchent à limiter sa politique commerciale, plus le régime de Pékin approfondit ses relations avec des pays tiers amis, de la Russie à l'Iran ou ailleurs dans le « Sud global ».

L'Europe est bien plus vulnérable à la Chine que les États-Unis. Le commerce avec elle représentait 9 % de ses exportations et 21 % de ses importations (extra-UE) en 2023, soit 3 % de son PIB, contre moitié moins pour les États-Unis. D'où les réticences de pays comme l'Allemagne ou la Suède aux mesures douanières face aux répercussions qu'elles sont susceptibles d'entraîner. Le coût d'un découplage brutal pourrait faire chuter le PIB européen de 5 % la première année, et de 1 % à 2 % les suivantes, selon des calculs de Capital Economics. Sous pression américaine, les Pays-Bas ont accepté d'arrêter les exportations du fabricant de machines pour les semi-conducteurs ASML vers la Chine.

« Les dirigeants chinois semblent peu enclins à modifier leurs politiques économiques », prévient Charles Grant, directeur du Centre for European Reform. Il est donc probable que, au cours des années à venir, les relations entre la Chine et l'Europe, comme entre la Chine et les États-Unis, vont devenir de plus en plus tendues. ■

Le pape parle IA avec les chefs d'État



Invité à participer au sommet du G7 à Borgo Egnazia, dans les Pouilles, le pape François a été accueilli, jeudi, par la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni. HANDOUT/AFAP

La « photo » avait fait le tour des réseaux sociaux. Le pape vêtu d'une épaissée douilaine blanche très mode. L'image était le produit de l'intelligence artificielle. C'est le thème sur lequel le souverain pontife s'est exprimé devant les dirigeants mondiaux, vendredi, au forum du G7 à Borgo Egnazia, près de Bari, dans le sud de l'Italie.

Un outil « fascinant et redoutable » : le pape François a mis en garde vendredi contre l'usage militaire de l'intelligence artificielle, appelant à interdire les « armes autonomes létales ». Pour la première participation d'un pape à un G7, François s'est livré à une dissertation de vingt minutes mêlant réflexions éthiques, philosophiques et sociétales, à la table des chefs d'État et de gouvernement des démocraties les plus riches du monde réunis dans les Pouilles, au

premier rang desquels les présidents américain Joe Biden et français Emmanuel Macron, avec lesquels il devait avoir aussi des entretiens bilatéraux.

Une révolution majeure

« Dans un drame tel qu'un conflit armé, il est urgent de repenser le développement et l'utilisation de dispositifs tels que les armes autonomes létales afin d'en interdire l'usage », a exhorté le pape de 87 ans, farouche opposant au commerce des armes. « Une machine ne devrait jamais choisir d'ôter la vie à un être humain », a-t-il dit. Robots, drones, torpilles... toutes sortes d'armes pourraient être transformées en systèmes autonomes, régis par des algorithmes d'IA, qui s'annoncent, selon les experts, comme la troisième révolution majeure dans le domaine des équipements militaires, après

l'invention de la poudre à canon et la bombe atomique.

Fin avril, un appel à réguler les armes létales autonomes, aussi nommées « robots tueurs », avait été lancé à Vienne à l'issue d'une conférence internationale sur le sujet, alors que plusieurs États, de la Russie aux États-Unis, s'opposent à un texte contraignant. Fin 2023, François avait invité la communauté internationale à adopter un traité encadrant l'utilisation de l'IA face aux « risques graves » liés aux nouvelles technologies, tels que les « campagnes de désinformation » ou « l'ingérence dans les processus électoraux ». Dans le projet de déclaration finale, les dirigeants du G7 se sont montrés évasifs sur la question, se bornant à reconnaître « l'impact de l'IA sur le domaine militaire et la nécessité d'un cadre pour un développement et une utilisation responsables ». ■ F.C.

Jean-Yves Guérin

L'opérateur ferroviaire historique souhaite que 30 % de ses ventes en TGV soient effectuées d'ici à 2030 avec ses rames à petits prix, contre 20 % aujourd'hui.

Ouigo passe à la vitesse supérieure. Jusqu'à présent, les TGV low cost de la SNCF restaient dans leur couloir de nage. En clair, la vieille dame ferroviaire qui exploite ces trains aux couleurs flashy rose et bleu se débrouillait pour en maîtriser le développement. Peut-être parce que le groupe se demandait si cette offre où 50 % des clients paient leur billet 25 euros maximum ne risquait pas de cannibaliser inOui, sa marque de TGV plus haut de gamme mais aussi aux prix plus élevés.

Les études marketing ont convaincu l'opérateur ferroviaire historique que ce présupposé ne se vérifiait pas onze ans après la création de sa proposition à bas coûts. « Sans Ouigo, 50 % des clients auraient pris un autre moyen de transport que le train (voiture, avion, bus Macron, covoiturage) ou auraient renoncé à se déplacer », souligne Alain Krakovitch, directeur des TGV et des Intercités à SNCF Voyageurs. En plus, Ouigo a bonne presse parmi les Français : près de 80 % d'entre eux en ont une image positive. Tous secteurs confondus, le low cost n'est pas pour nos concitoyens un repoussoir bien au contraire : 82 % comptent acheter des produits ou des services à bas coûts cette année. Et, depuis la fin du Covid, la demande de trains n'en finit pas de grimper. Or, les TGV à petits prix constituent un des moyens de satisfaire les clients. Si la SNCF a pu proposer 300 000 places supplémentaires lors de l'été 2023 par rapport à l'année d'avant et encore 400 000 places de plus, c'est en grande partie grâce aux Ouigo, qui comportent plus de sièges (734 à 739 pour une rame contre 721 à 733 dans un inOui). Et, comme souvent, les TGV qui circulent sont composés de deux rames accolées, l'écart peut être vite plus impressionnant.

Pour ces raisons, le groupe affiche désormais de grosses ambitions pour Ouigo. Aujourd'hui, la marque a 20 % du marché des TGV circulant en France et inOui 80 %. À l'horizon 2030, Ouigo devrait truster 30 % du marché. Avec une recette très éprouvée empruntée



La SNCF, qui jusqu'ici ne comptait que sur la clientèle loisirs pour remplir ses Ouigo, va s'ouvrir aux clients corporate. En offrant notamment la possibilité, si l'on a raté son train, de monter dans le prochain inOui pour la même destination. OLIVIER RATEAU / OL RAT - STOCKADOB.COM

La SNCF passe à la vitesse supérieure avec ses TGV low cost Ouigo

aux compagnies aériennes low cost pour comprimer tous les coûts : grâce à une maintenance effectuée la nuit, les Ouigo font 40 % de km en plus que les inOui. Autrement dit, ils réalisent plus d'allers-retours, une façon de maximiser les recettes avec le même actif. Autre astuce : les Ouigo ne sont jamais neufs : ce sont d'anciennes rames inOui qui, à mi-vie (au bout de vingt ans généralement), bénéficient d'une rénovation et d'un réaménagement en profondeur pour se transformer en TGV low cost. Enfin, les Ouigo n'offrent pas de restauration à bord. Ils ne comportent pas de voiture-bar.

Avec cette recette, même si ses prix sont très serrés, Ouigo, qui a longtemps perdu de l'argent, « est maintenant rentable », souligne Alain Krakovitch. Pourquoi ? « Pour être profitable, Ouigo nécessite un taux de remplissage minimum de 85 %. Or aujourd'hui nous dépassons les 90 % », explique Jérôme Laffon, directeur de Ouigo à SNCF Voyageurs. Autre avantage même si SNCF Voyageurs n'en parle pas : en amplifiant l'offre de Ouigo, elle rend plus difficile l'arrivée de nouveaux opérateurs qui profiteraient de l'ouverture à la concurrence intervenue pour les TGV en décembre 2020. Trenitalia, qui

s'est lancé sur l'axe Milan-Lyon-Paris, l'a bien compris : l'opérateur italien historique a positionné ses TGV Frecciarossa sur un segment plutôt haut de gamme, avec notamment la classe exécutive où il n'y a que dix sièges par voiture, un service de restauration à la place avec des couverts en inox et pas en plastique ou en bambou.

Pour monter en puissance, la SNCF va donc ouvrir de nouvelles destinations (un Paris-Hendaye) ou renforcer l'offre sur certaines dessertes (un troisième aller-retour Paris-Rennes, par exemple). Résultat, 75 villes seront desservies contre 60 aujourd'hui. Pour relever ce défi, la SNCF promet d'augmenter progressivement le parc des rames Ouigo. « Nous en aurons cinquante d'ici 2027 contre 38 aujourd'hui », précise Alain Krakovitch. En-

« Pour être profitable, Ouigo nécessite un taux de remplissage minimum de 85 %. Or aujourd'hui, nous dépassons les 90 % »

Alain Krakovitch Directeur des TGV et des Intercités à SNCF Voyageurs

core faut-il qu'Alstom tienne ses promesses et livre au rythme convenu les TGV M, le nec plus ultra des futurs inOui. Car, si l'industriel français a du retard, les inOui de la génération précédente ne pourront pas être transformés en Ouigo au rythme escompté. Or le fabricant ferroviaire n'inspire pas complètement confiance : initialement, il devait livrer à la SNCF les premiers TGV M fin 2023. Finalement, ils ne seront mis en service qu'à partir du second semestre 2025. Et les livraisons des 115 exemplaires commandés s'étaleront jusqu'en 2032.

Parallèlement, la SNCF qui jusqu'ici ne comptait que sur la clientèle loisirs pour remplir ses Ouigo, va s'ouvrir aux clients corporate. En offrant notamment la possibilité, si l'on a raté son Ouigo, de monter dans l'inOui suivant pour la même destination. Inversement, si on « n'attrape » pas l'inOui pour lequel on a acheté une place, on pourra le troquer contre un billet dans le Ouigo d'après qui suit la même route. Un petit plus qui n'a l'air de rien et permet de capter la clientèle des hommes et femmes d'affaires qui ont besoin de souplesse dans leur planning. De plus, la SNCF va profiter de l'agrandissement du parc des Ouigo pour introduire une

nouvelle version de ces rames low cost, dont le nom de code dans le jargon SNCF est Tango.

Concrètement, les sièges dans ces voitures revues et corrigées sont plus confortables. Chacun est équipé d'une prise 220 volts et d'une prise USB. Et une voiture baptisée Relax a été introduite avec des jeux d'enfant et de l'espace où les adultes peuvent se dégoûter les jambes. Et huit crochets vélo sont systématiquement intégrés dans chaque rame. Pour autant, ces voitures sont plus capacitaires que la génération précédente (653 sièges contre 644 sièges). Le secret « Nous avons notamment enlevé des petites banquettes qu'on trouvait à côté des espaces bagages », illustre Jérôme Laffon. La SNCF compte bien disposer d'une quarantaine de ces rames à la nouvelle mode en 2027. Dans un autre genre, la SNCF va aussi développer ses Ouigo classiques lancés il y a deux ans. De vieilles rames Corail rafraîchies rapidement qui font des trajets comme Paris-Lyon ou Paris-Nantes à petite vitesse mais à des prix imbattables. « Nous pensions accueillir 1 million de clients, raconte Jérôme Laffon. En fait, nous en avons engrangé 2,5 millions. » Sur les TGV comme sur la petite vitesse, la SNCF mise désormais aussi sur le low cost. ■

Ramsay reprend les centres Cosem à la barre du tribunal

Marie Bartnik

Le géant de l'hospitalisation privée se renforce dans les soins de ville, activité qu'il développe depuis plusieurs années.

Le géant de l'hospitalisation privée Ramsay pousse ses pions dans la médecine de proximité. Il vient de reprendre à la barre du tribunal onze centres de santé Cosem en redressement judiciaire, doublant presque son parc de soins primaires en France.

« L'offre de reprise de Ramsay Santé porte sur les centres Cosem existants à Paris, Evry, Caen, Orléans et Marseille, qui prennent en charge plus de 1 million de patients par an, en médecine générale et spécialisée, dentisterie, imagerie et laboratoire d'analyse », précise le groupe.

Pour les centres Cosem, c'est l'épilogue d'une longue période de turbulences. Une enquête a été ouverte il y a un an par le parquet de Paris sur la gestion financière du directeur général et de ses deux fils, après un signalement de la caisse primaire d'assurance-maladie et du CSE pour « suspicion de fraude ». L'enquête est toujours en cours. Le réseau associatif endetté a été placé en redressement judiciaire il y a tout juste un an. Soutenu par l'agence régionale de santé d'Île-de-France, où il possède

45 cliniques, Ramsay conservera les 1000 professionnels de soin du réseau, parmi lesquels 660 salariés. Les centres repris pour une somme symbolique resteront accessibles en secteur 1.

Grâce à cette opération, le poids lourd de l'hospitalisation privée se renforce dans les soins de ville, une activité qu'il développe depuis plusieurs années. Ramsay gère actuellement 14 centres de santé en France. Il a repris le Centre

« La rentabilité est sûrement modeste dans ce genre d'activité, mais il n'y a aucune raison pour qu'elle soit structurellement déficitaire. C'est une activité en croissance avec des besoins à très long terme »

Pascal Roché
Directeur général
du groupe Ramsay Santé

Hausmann à Paris l'année dernière, et s'était positionné sur la reprise des centres de santé de la Croix-Rouge en région parisienne - avant de se raviser devant l'accueil plus que froid qui lui a été réservé. Ces centres sont actuellement en cours de fermeture.

« Environ 10 % des Français n'ont pas de médecin traitant, et cette situation s'aggrave », note Pascal Roché, le directeur général du groupe Ramsay Santé. Les besoins en matière de soins de ville vont s'accroître. Des médecins partiront à la retraite. Il n'y a pas qu'une seule solution mais nous pensons que fort de notre expérience à l'étranger, nous avons notre rôle à jouer. »

Ramsay est présent dans cinq pays européens. En Suède, le groupe est un gros acteur des soins de ville depuis vingt ans. « Un million de Suédois sur 10 millions sont traités dans l'un de nos 130 centres », se félicite Pascal Roché. Au Danemark et en Norvège également, nous sommes les leaders de ce marché. »

C'est en s'appuyant sur son expérience dans ces pays nordiques que Ramsay a ouvert en France 5 centres de soins

primaires dans le cadre de l'article 51 de la loi de financement de la Sécurité sociale de 2018, qui permet de faire des expérimentations. Ces centres ont la particularité de mettre l'accent sur la prévention, et de percevoir une rémunération expérimentale au forfait, comme en Suède. Sortis de la logique du paiement à l'acte, les médecins ont tout intérêt à préserver au maximum la bonne santé de leurs patients.

L'équilibre économique de ces centres de santé n'est pas forcément aisé à trouver. Un récent rapport, réalisé par le cabinet de conseil AGE Santé, constatait que les trois quarts des centres de santé présentaient un déséquilibre d'exploitation. « La rentabilité est sûrement modeste dans ce genre d'activité, mais il n'y a aucune raison pour qu'elle soit structurellement déficitaire. C'est une activité en croissance avec des besoins à très long terme », explique Pascal Roché. Il est par ailleurs possible de concilier qualité de la prise en charge et efficacité. »

Ramsay compte par exemple gagner du temps dans la prise en charge des patients en préqualifiant leurs besoins, en

utilisation des outils digitaux ou en simplifiant les outils administratifs.

La demande est en revanche au rendez-vous. Les centres récemment ouverts ont été débordés par les demandes de nouveaux patients, dont plus de 10 % d'entre eux n'avaient pas de médecin traitant.

Ramsay n'est d'ailleurs pas le seul acteur privé à investir ce marché, où le besoin ira croissant avec le vieillissement de la population, les départs en retraite des médecins, et le désir des jeunes praticiens d'être salariés.

Elsan, le concurrent de Ramsay, développe également cette activité traditionnellement investie par les assureurs mutualistes. Ainsi, c'est un des deux de l'hospitalisation privée en France rachetée en 2022 le Centre médical international (CMI), un groupe privé qui possédait l'excentrique de vaccination d'Air France, et ouvert en octobre dernier à Saint-Denis un centre de santé dédié aux soins de premier secours, sans rendez-vous. Le pari de ces groupes privés avant tout dotés de cliniques est aussi de rediriger une partie des patients vers ces établissements. ■

Stellantis renforce encore sa chasse aux coûts

Valérie Collet Auburn Hills (Michigan)

Carlos Tavares n'entend pas changer de méthode pour garantir le niveau de marge élevé du groupe.

Carlos Tavares a-t-il convaincu analystes et media lors du premier «investor day» de l'histoire de Stellantis? Jeudi à Auburn Hills (Michigan) dans l'auditorium du siège américain du groupe, l'ex-QG de Chrysler, le directeur général, a cherché à persuader le monde de la finance que son plan de route était le bon pour tenir son rang de premier de la classe dans l'univers de l'automobile. Quelques heures plus tard, le titre perdait 3% à la clôture à Wall Street. Certes, les autres constructeurs aussi, mais Stellantis aurait espéré mieux. Le groupe a perdu de sa superbe depuis qu'il a publié au premier trimestre une baisse du chiffre d'affaires de 12% et de 10% des livraisons de véhicules - et même de 20% en Amérique du Nord. Entouré d'une partie de sa garde rapprochée, Carlos Tavares a rappelé les atouts qui font la force du groupe quand l'industrie automobile tout entière traverse une transition technologique périlleuse. «Des opportunités, des défis, des vents contraires s'offrent à nous. Vous allez voir le pouvoir, l'intelligence, le leadership de Stellantis, a lancé le dirigeant, sûr de lui. Je suis enthousiasmé à l'idée de tirer parti de ce qui fait la différence de Stellantis dans un monde de plus en plus fragmenté.»

Première particularité du groupe né de la fusion de FCA et de PSA, sa myriade de marques : quinze, depuis que le chinois Leapmotor fait partie des griffes qui seront distribuées et probablement bientôt assemblées par Stellantis en Europe. Beaucoup s'attendaient à des disparitions. Il n'en est pas question. «Dans un monde plus fragmenté, constitué de bulles régionales, nous avons besoin de marques qui tiennent le rôle de héros local. C'est le cas de Jeep et RAM, aux États-Unis, de Fiat et Peugeot en Europe, détaille Carlos Tavares. Grâce à l'étendue de ce portefeuille, nous couvrons toute la gamme de prix du marché automobile, depuis l'Ami de Citroën jusqu'à la Maserati. Et contrairement à l'analyse de certains, ce n'est pas un handicap. C'est l'un des premiers facteurs de succès.» Deuxième différence, le choix de plateformes technologiques «multi-énergies», des outils industriels qui permettent de produire sur une même ligne d'assemblage des modèles à essence, hybrides ou 100% électriques. D'autres constructeurs ont au contraire choisi de spécialiser leur production par type de motorisation. «Nous sommes capables d'être flexibles et de produire des véhicules de technologies différentes en nous adaptant à la demande. Il y a trois ou quatre ans, quand nous avons fait ce choix, nous avons été critiqués. Aujourd'hui, cela prend tout son sens», souligne le patron du groupe, confronté comme ses concurrents

à des ventes de véhicules électriques moins dynamiques qu'espéré. D'ici à 2027, 60% des investissements seront d'ailleurs réalisés dans les plateformes multi-énergie et dans le logiciel, contre seulement 36% entre 2021 et 2023.

«Nous avons confiance en nos équipes»

Troisième particularité, le partenariat conclu avec le constructeur chinois Leapmotor, dont Stellantis a pris une participation de 21% au capital. «Ils ont les produits les plus avant-gardistes, relève le dirigeant. Nous contrôlons Leapmotor International, la société qui exportera les véhicules hors de Chine. Nous allons ainsi tirer profit de leur compétitivité et de leur technologie.» Et tant pis si l'Europe vient justement de décider de relever les droits de douane sur les importations de véhicules électriques chinois. «Les taxes douanières sont censées nous protéger, mais nous ne voulons pas être protégés, insiste Carlos Tavares. Nous voulons être offensifs et surfer sur la vague.» Jusqu'à présent discret sur la localisation en Europe de la production de modèles Leapmotor dans les usines de Stellantis, le patron du groupe a donné quelques indices : «nous avons déjà décidé ensem-

ble quels modèles seront assemblés dans quelles usines en fonction d'un index qui tient compte des différents critères de coûts (dont ceux liés aux futures taxes douanières en Europe, NDLR). À partir d'un certain niveau, le véhicule sera soit produit en CKD (en Europe grâce à l'assemblage de kits) soit il sera exporté. Nous profiterons de la puissance de l'industrie chinoise à notre avantage.»

L'efficacité du modèle Stellantis porte sur sa capacité à trouver perpétuellement de nouvelles réductions de coûts pour garantir son niveau de marge élevé. «84% du coût total de production d'un véhicule provient d'achats réalisés auprès de fournisseurs, rappelle Maxime Picat, le patron de l'approvisionnement du groupe. Cela représente 132 milliards d'euros par an.» Le filon des baisses de coût des produits des fournisseurs n'en est qu'à ses débuts. «Certains se demandent s'il y a une limite à la poursuite de la compétitivité des coûts, c'est comme s'il devait y avoir une limite à l'imagination ou à notre cerveau. Nous avons confiance en nos équipes», confirme Carlos Tavares. D'ores et déjà, s'approvisionnera davantage en pièces et composants dans les «best cost countries», les pays à bas coûts où sont localisés les fournisseurs. Interrogé sur les

répercussions économiques et sociales de cette stratégie sur les pays occidentaux, le dirigeant a haussé le ton et repris son refrain sur l'inconséquence de la Commission européenne concernant l'adoption à marche forcée des véhicules à batterie. «J'essaie de rester dans la course pour éviter que les citoyens ne puissent plus acheter les véhicules, a-t-il répliqué. Ces questions devraient plutôt être posées à ceux qui n'ont pas fait d'études d'impact sur les conséquences de leurs décisions sur l'industrie. Mais oui, il y aura des conséquences.»

Signaux d'alerte

L'Amérique du Nord n'est pas épargnée par les coups de rabot. Outre-Atlantique, où Stellantis réalise la majorité de ses marges (14,8% en 2023), la pression de la direction s'est accrue après un net recul de la part de marché du groupe aux États-Unis. À date, elle a baissé de 1,7% par rapport à l'an dernier. Les signaux d'alerte se sont mis à clignoter dès 2023 après une série de mauvais résultats. Premier signal, le stock de véhicules a sérieusement grossi. D'après l'analyse du cabinet Cox Automotive, les marques RAM et Jeep ont vu au printemps leur niveau de stocks doubler pour atteindre un

seuil record par rapport à la moyenne de l'industrie aux États-Unis. Deuxième alarme, deux usines ont vu leurs performances plonger. Enfin, le rendement des campagnes de marketing a été pointé.

«Nous avons été arrogants, j'ai été arrogant. Mais nous ne sommes pas au courant de tout. Nous n'avons pas vu la convergence des trois problèmes en même temps, a confessé Carlos Tavares, qui a remercié un grand nombre de dirigeants aux États-Unis ces derniers mois. Mais Natalie Knight, la directrice financière du groupe, a tenu à relativiser la baisse de régime en Amérique du Nord, même si elle convient que cette zone du monde sera en léger déclin cette année. Au deuxième trimestre, Stellantis aura réalisé 500 millions de réductions de coûts par rapport au trimestre précédent avec des réductions d'effectifs et la réorganisation de la logistique de livraison. Au premier semestre, Stellantis devrait atteindre une marge opérationnelle comprise entre 10% et 11% mais avec un flux de trésorerie disponible significativement inférieur à l'an dernier, a estimé Natalie Knight. En revanche, les objectifs fixés sur l'ensemble de l'année 2024 sont maintenus. Stellantis compte bien rester fidèle à sa marge à deux chiffres. À tout prix. ■



Carlos Tavares, PDG de Stellantis, lors du lancement de l'Alfa Romeo Milano, le 10 avril, à Milan. DANIELE MASCOLO/REUTERS

Les 24 Heures du Mans, véritable laboratoire d'IA pour Peugeot Sport

Lucas Mediavilla

Pour optimiser les performances de ses bolides, le constructeur s'allie avec Capgemini et Dassault Systèmes.

Un marathon sur route. Les 24 Heures du Mans, qui ont fêté leur centenaire l'an passé, bénéficient d'une aura inégalée dans le sport automobile. Des courses de légende, des duels entre constructeurs... et moins connu, un laboratoire pour l'ensemble de la filière automobile. Carrosserie aérodynamique, freins à disque, phares antibrouillard, jantes, pneus à carcasse radiale... Le circuit de la Sarthe a essaimé au fil des décennies des innovations ensuite généralisées à l'ensemble du parc automobile.

Département niché au sein de Stellantis Motorsport, Peugeot Sport a retrouvé en 2022 le World Endurance Championship, qui héberge les 24 Heures, après dix ans d'absence. Dans les locaux basés à Versailles, les équipes de l'Hypercar 9X8 à moteur hybride, qui sera alignée samedi sur la ligne de départ, peaufinent toute la saison durant les réglages pour disputer les huit courses du championnat. Et si le sport automobile reste une rencontre entre un pilote et une mécanique de précision, la technologie et les données sont devenues omniprésentes.

L'Hypercar de Peugeot compte 500 capteurs disposés sur l'ensemble du véhicule. Température moteur, pression des freins, angles de volant du conducteur, mise au point des châssis, angle et vitesse dans les virages, fonctionnement de l'embrayage... des millions de données remontent de l'information en permanence dans le calculateur du véhicule, son système nerveux. «Pour optimiser la performance des véhicules et le comportement des pilotes, on doit sélectionner les bons indicateurs et savoir traiter cette donnée quasiment en temps réel», indique Claire Magnan, responsable du programme Motorsport chez Stellantis.

«Des capteurs virtuels»

Pour y parvenir, Peugeot Sport a noué dès 2022 un partenariat avec le groupe français Capgemini, qui apporte sa science de la donnée. «En course, la fédération internationale n'autorise que 50 capteurs, soit dix fois moins que lors des essais libres. Grâce à l'information qu'on collecte auparavant, on essaye d'extrapoler et de créer des capteurs virtuels qui donnent des informations critiques aux pilotes et dans les stands», insiste Pierre-Denis Autric, di-

recteur du projet Peugeot 9X8 chez Capgemini.

Un énorme travail de data scientist est nécessaire en amont pour nettoyer et filtrer la donnée, la croiser entre les différents capteurs, dégager les corrélations. «C'est un tri entre le chou et la carotte pour savoir quelles sont les données pertinentes pour entraîner et valider nos modèles. On utilise ensuite ces modèles pour faire des analyses et des prévisions qui sont réintégré au calculateur de course», explique encore Pierre-Denis Autric.

L'intelligence artificielle est appelée à la rescousse. «On utilise des réseaux de neurones et du machine learning pour consolider les données et l'analyse, ce qui permet d'améliorer la performance», note encore cet ingénieur. Les pilotes sont informés en temps réel de l'état de la voiture, leur performance en ligne droite, dans les virages, comment ils se comparent par rapport à leurs pairs (ils sont trois pilotes sur chaque véhicule lors des 24 Heures du Mans). Les ingénieurs également, qui peuvent ainsi ajuster la stratégie de course. Entre les courses, toute cette donnée permet évidemment d'ajuster les paramètres du véhi-

cule. «L'IA est une dimension qui n'existait pas il y a quelques années», reconnaît Emmanuel Ohayon, qui gère les simulations pour Peugeot Sport. «Avec nos outils standards, on pouvait mettre une journée pour extraire et analyser des données que l'on traite désormais en 30 secondes. C'est du temps d'ingénieur épargné», insiste-t-il. Capgemini n'est pas la seule entreprise technologique à travailler avec le constructeur. Le spécialiste des jumeaux virtuels, Dassault Systèmes, apporte avec sa plateforme 3DExperience ses logiciels notamment sur l'aérodynamisme du véhicule. Ces derniers permettent à Peugeot Sport de tester différentes options de conception et comment l'air circule sur la voiture.

Dans une course aussi éprouvante que celle-là, le rôle des technologies est désormais essentiel. «Il y a quelques années encore, vous ne pouviez espérer faire rouler le moteur à 100% durant les 24 Heures. Les 20 derniers tours, il y avait un relâchement. Notre connaissance intime du véhicule permet désormais d'être à fond de train tout le temps», estime Emmanuel Ohayon.

Bien sûr, ces innovations ne remplacent pas le coup de main du pilote ou la puis-

sance et l'efficacité du moteur. L'IA est utilisée comme un outil d'aide à la décision mais n'a pas vocation à remplacer l'humain. «Il ne s'agit pas de partir sur un mode "boîte noire". Nous devons trouver le bon compromis entre la puissance du numérique et le monde physique», estime Pierre-Denis Autric, de Capgemini. La concurrence aussi multiplie ce type d'initiatives. Après des années de creux, tous les grands constructeurs du monde sont d'ailleurs au rendez-vous des 24 Heures du Mans, samedi. Alpine, BMW, Cadillac, Ferrari, Isotta Fraschini, Lamborghini, Porsche et Toyota seront alignés sur la grille de départ aux côtés de Peugeot. Avec l'ambition de remporter la course, évidemment - Peugeot ne l'a pas gagnée depuis 2009 -, mais également de démontrer leur savoir-faire. «Ce type d'épreuve est le moyen de faire de la promotion sur les technologies qu'on va développer sur les véhicules de série de demain», conclut Claire Magnan. ■

* Le groupe Dassault est propriétaire du Figaro.

➔ Lire aussi PAGE 12

LE GRAND TÉMOIN

JACQUES DE VAUCLEROY

PRÉSIDENT DE SWISS RE

Propos recueillis par
Cécile Crouzel et Danièle Guinot

Jacques de Vaucleroy est depuis avril, le président de Swiss Re. Deuxième réassureur mondial, le groupe suisse assure les compagnies d'assurances.

LE FIGARO. - On voit se répéter les mouvements politiques et sociaux violents qui endommagent des commerces, des entrepôts, des bâtiments publics. En France, les émeutes de l'an dernier ont coûté 800 millions d'euros au secteur de l'assurance. Cela devrait être plus de 1 milliard en Nouvelle-Calédonie. Comment faire face ?

JACQUES DE VAUCLEROY. - Les instabilités sociales sont plus fréquentes partout dans le monde et engendrent des sinistres importants. Il y a eu ces dernières années des mouvements en France, en Afrique du Sud, au Chili, aux États-Unis... La tarification des assurances-dommages payées par les entreprises et les particuliers va devoir intégrer ce surcoût, c'est inévitable.

Le monde est-il devenu plus dangereux ? Et comment les réassureurs peuvent-ils y faire face ?

Depuis cinq ans, on note une hausse du protectionnisme, une tendance à la « déglobalisation ». Pour autant, dans le monde, environ 70 % du coût des sinistres les plus élevés au cours des vingt dernières années ont été pris en charge par des assureurs et des réassureurs internationaux, 30 % par des acteurs nationaux. Les grands risques notamment sont couverts par des assureurs et des réassureurs diversifiés, présents dans 30 à 40 pays. La distribution de la couverture des risques est donc internationale. J'alerte sur le risque, dans notre secteur, que les compagnies américaines ne travaillent plus qu'aux États-Unis, les européennes en Europe et les Chinoises en Chine. Cela limiterait la mutualisation des risques, qui est un principe capital de l'assurance. Cela se ferait au détriment de tous, car cela conduirait à une hausse des primes. Nous n'en sommes pas là, mais il ne faudrait surtout pas prendre ce chemin.

Surtout au moment où le coût des catastrophes naturelles s'envole ?

Le président du réassureur Swiss Re alerte sur les risques liés au climat et au protectionnisme. Les tarifs d'assurances n'éviteront pas la hausse.

« Le coût des catastrophes naturelles pour l'assurance pourrait doubler en dix ans »

Les catastrophes naturelles ont coûté 280 milliards de dollars l'an passé ; sur ce total, un peu plus de 100 milliards ont été pris en charge par les assureurs et les réassureurs. Cela fait quatre ans que le coût pour le secteur de l'assurance au sens large dépasse les 100 milliards. Et, selon nos prévisions, il pourrait encore doubler au cours des dix prochaines années. L'écart entre le montant des dommages et celui des indemnisations montre que, dans beaucoup de pays, et pas seulement dans les émergents, de nombreuses personnes ne sont toujours pas couvertes. Il y a encore moyen d'agir et d'augmenter la couverture assurantielle de ces risques. Mais, en raison de la hausse de la fréquence des sinistres tels

que les tempêtes ou les inondations, les catastrophes naturelles resteront assurables seulement à condition que les tarifs augmentent.

Cela veut-il dire que les primes vont flamber ?

Les assureurs devront lisser les hausses dans le temps pour qu'elles restent supportables. Par ailleurs, il faudra mettre en place une plus grande segmentation des tarifs : ceux qui sont les plus exposés aux aléas du climat paieront ainsi plus cher, comme c'est le cas notamment avec les bonus-malus en assurance auto. Il faudra prévoir, en amortisseur de cette segmentation, des mécanismes garantissant une certaine mutualisation des risques pour que les

tarifs ne deviennent totalement incontrôlables. Dans le même temps, les prix constituent un signal important pour encourager les investissements visant à réduire les risques ou à ne pas construire dans les zones exposées.

Des assureurs estiment que certains risques ne seront plus assurables. Partagez-vous cette analyse ?

L'assurance ne sera pas la seule réponse à apporter au réchauffement climatique. Il faut aussi faire de la prévention, de façon à réduire le coût des sinistres pour tout le monde. Il faudra donc revoir les normes de construction, les planifications urbanistiques et changer nos habitudes de vie. Mais l'homme a démontré qu'il est capable de s'adapter.

BIO EXPRESS

1985

Il entre chez ING, où il restera 24 ans. En 2006, il devient membre du conseil exécutif, en charge de l'assurance et de la gestion d'actifs.

2010

Il rejoint Axa en tant que responsable de l'Europe du Nord et de l'Est et des activités mondiales d'assurance-vie.

2017

Il entre au conseil d'administration de Swiss Re. En 2024, il devient président du réassureur suisse.

Faut-il instaurer dans d'autres pays un système public-privé, comme c'est le cas en France avec le régime « cat nat » (catastrophes naturelles) ?

De tels mécanismes existent déjà dans plusieurs pays, comme en Grande-Bretagne contre les inondations ou dans certains États américains. Vu l'impact et la rapidité du changement climatique, d'autres pays devront suivre le mouvement.

Les réassureurs sont moins présents pour réassurer le risque climatique. Est-ce un autre facteur qui pourrait remettre en cause l'assurabilité de ces aléas ?

Ces dernières années, les réassureurs prenaient en charge une part disproportionnée des sinistres, et cela a fortement pesé sur leurs résultats. À partir de 2023, nous avons constaté une meilleure répartition des risques avec les assureurs. Notre rôle est d'absorber les chocs et de couvrir les compagnies d'assurance lorsqu'elles sont confrontées à des risques majeurs, comme les tremblements de terre. Elles sont mieux positionnées pour assurer les risques liés aux phénomènes plus fréquents et moins sévères, tels les orages violents.

Les assureurs couvrent davantage les cyberattaques. Est-ce devenu un risque comme les autres ?

Non. Le risque cyber a un aspect systémique, ce qui rend les mécanismes d'assurance compliqués à bâtir. La couverture reste limitée. Et les exclusions sont nombreuses, notamment celles liées au terrorisme d'État. Mais il est possible d'assurer ce risque, avec des prises en charge différentes selon les niveaux. Davantage conscients des dangers des cyberattaques, les entreprises et les particuliers mettent de plus en plus en place des protections. Dans ce domaine également, la prévention est cruciale. En France, grâce à cela, les « cyberdommages » ont baissé, ce qui a permis un relâchement des prix des couvertures. ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

BARBARA MARAZIA Malt

La plateforme de free-lance Malt accueille Barbara Marazia comme DRH, siégeant au comité exécutif. Précédemment directrice monde des ressources humaines pour les fonctions tech, clients et digital de Kering, elle est passée par Louis Vuitton, Bull, Atos et Pichet, développant ainsi une expertise des profils tech et digitaux.

ONNO ROMBOUTS Brasseries Kronenbourg



Onno Rombouts succèdera à Anders Roed comme président-directeur général de Brasseries Kronenbourg (filiale de Carlsberg) le 1^{er} septembre. Ce Hollandais a 25 ans d'expérience dans le secteur de la bière, à des fonctions commerciales, marketing et de direction générale. Il a rallié Carlsberg en 2020, exerçant en qualité de DG pour le Vietnam depuis 2021.

STÉPHANE JUNIQUE VYV

Après avoir participé à créer Vyv, dont il devient vice-président délégué et président de Vyv3 en 2017, Stéphane Junique est réélu président du groupe, pour un deuxième mandat de trois ans. Delphine Maisonneuve, DG du groupe Vyv et de Vyv 3, a été reconduite, de même que Matthias Savignac, vice-président délégué.



Le premier malteur mondial dirigé désormais par un ancien de Valeo

Adolescent, Jorge Solís tenait un cahier dans lequel il planifiait le cours de son existence. Le Mexicain s'imaginait créer sa société

à 22 ans avant de se marier à 27. L'année 1994 a bouleversé son calendrier : du haut de ses 21 printemps, il a accueilli son premier enfant en avril et a été diplômé de son école d'ingénieurs en mai. Désormais chef de famille, il souhaitait assurer l'avenir et commencer à travailler rapidement. Trente ans plus tard, celui qui a gravi les échelons dans l'industrie à l'international récupère les rênes de Malteries Soufflet, filiale de la coopérative InVivo qui réalise 2,2 milliards de chiffre d'affaires. Ses débuts professionnels se sont avérés houleux, auprès d'un patron porté sur la bouteille. Il a finalement intégré Valeo en janvier 1995 en tant que responsable qualité, fonction qu'il a exercée pendant cinq ans.

Sa bonne maîtrise de l'anglais lui a offert une prompt évolution, supervisant les achats au Mexique, puis pour l'ensemble de l'Amérique du Nord. En 2004, il a rejoint la France, au secours du site rémois, en difficulté. Il a poursuivi son ascension, devenant, à 32 ans, le benjamin du comité exécutif.

L'arrivée de Jacques Aschenbroich aux commandes de l'équipementier auto a provoqué

une réorganisation en 2009. Il lui a été proposé de regagner ses terres natales. Redoutant l'insécurité dans le pays, il a refusé, préférant rallier Bruxelles et le fournisseur de technologies pour l'automobile Wabco.

« Un défi stimulant »

Recruté en 2010 à la vice-présidence du sourcing, il a été successivement promu jusqu'à occuper le fauteuil de numéro deux en 2016, contribuant à la cotation de l'entreprise à la Bourse de New York. Le rachat par l'allemand ZF Friedrichshafen, en 2019, a contre-carré son ambition d'atteindre le sommet.

Aussi a-t-il touché au but en s'engageant comme directeur général de Punch Powertrain. Cependant, le fabricant de boîtes de vitesses belge a rencontré des problèmes financiers. « Cette expérience a constitué un défi stimulant, nous avons réussi à redresser la barre, non sans efforts », relate-t-il.

Il s'attelle dorénavant à un nouveau challenge, aux manettes du leader mondial du secteur, six mois après l'acquisition de United Malt Group. S'il découvre un univers encore inexploré, il voit de nombreuses similitudes avec ses anciens postes. D'autant qu'il connaît déjà parfaitement le produit : il apprécie la bière.

MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

STÉPHANIE BERLIOZ La Poste



Directrice générale adjointe de la filiale Geopost, directrice des finances et des acquisitions depuis 2022, Stéphanie Berlioz est promue directrice générale adjointe de La Poste, chargée des finances, et intègre le comité exécutif, qui compte dorénavant 40 % de femmes. En parallèle, la directrice de la conformité, Yasmina Galle, évolue à la direction de l'audit, des risques, du contrôle permanent et des assurances du groupe, en remplacement d'Hervé Guiriec, nouveau secrétaire général adjoint en charge des opérations.

EMMANUELLE LÉONARDI Petite Mendigote

Ancienne responsable de l'e-commerce du groupe Etam puis directrice marketing, digital et communication de la marque de vêtements Maison 132, où elle a planché sur le repositionnement, Emmanuelle Léonardi devient directrice générale de la griffe Petite Mendigote, avec comme mission son déploiement commercial.

NICOLAS GUFFROY Domitys

L'entreprise de résidences services seniors Domitys, membre d'AG2R La Mondiale, confie sa direction financière à Nicolas Guffroy, qui exerce cette fonction chez Korian France. ■

Les actionnaires individuels ont très largement approuvé cette résolution, mais également un certain nombre d'institutions, qui considèrent que Tesla n'est rien sans la présence d'Elon Musk. Il est vrai que les détenteurs d'actions de long terme n'ont guère de raison de se plaindre de la performance du titre. Si baissait de près de 2% en début de séance vendredi à Wall Street, il a été multiplié par plus de 8,5% depuis l'assemblée générale de 2018 ! A l'occasion de l'assemblée générale, les actionnaires de Tesla ont également validé la résolution qui portait sur le transfert de la domiciliation du constructeur du Delaware vers le Texas. ■

La crise politique rive les Français aux chaînes info

Caroline Sallé

Depuis dimanche, les audiences de BFMTV, de CNews, de LCI et de Franceinfo s'envolent.

« **C'**est bien simple : tous les jours, il se passe quelque chose », confie un cadre au sein d'une chaîne d'information. « Entre le chaos qui s'est installé à droite et l'union de la gauche avec son lot de péripéties, les Français assistent à un feuilleton dont les rebondissements, inattendus, sont incessants. »

Mieux que la plus addictive des séries télévisées, la crise politique qui s'est ouverte depuis dimanche dernier, rive les Français devant les chaînes d'information. « Lorsque les gens rentrent chez eux le soir, ils ne retrouvent plus le même paysage politique que le matin. Et ils ont soif de savoir où l'on en est du feuilleton », constate Marc-Olivier Fogiel, le directeur général de BFMTV. Dimanche dernier, jour où Emmanuel Macron a annoncé, en soirée, la dissolution de l'Assemblée, 17,2 mil-

lions de téléspectateurs ont regardé la chaîne, leader du segment de l'info avec 5,1% de l'audience. « Notre spécificité est de parler à un public très large et très diversifié. Il ne fait aucun doute que nous aurons touché 100% des Français d'ici à la fin du mois », assure Marc-Olivier Fogiel.

BFMTV n'est pas la seule à connaître une envolée de ses scores depuis le début de la semaine. CNews a enregistré mardi sa plus forte journée depuis son lancement en 2017, avec 4,8% d'audience. Le matin, l'émission de Pascal Praud, avec 586 000 téléspectateurs en moyenne, s'est classée première chaîne de France ! Mercredi, l'émission du soir du présentateur vedette de CNews a rassemblé, entre 20 heures et 21 heures, plus de 1 million de téléspectateurs, un autre record historique. Et la chaîne de Vivendi a attiré jusqu'à 12 millions de Français quotidiennement. LCI n'est pas en reste. La petite sœur de TFI a réalisé sa meilleure

semaine depuis la rentrée, avec 2,5% du public et elle affiche une hausse de 20% de son audience cumulée, comparée à la moyenne de la saison, avec plus de 7,3 millions de Français qui la regardent chaque jour. Même Franceinfo, la dernière du classement, a connu un fort rebond. Mercredi par exemple, la chaîne du service public a battu son record de saison avec 1,5% du temps télévisuel.

Entre dimanche et jeudi, l'agrégat des quatre chaînes d'info a atteint 12,8% d'audience en moyenne chaque jour. BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo ont même capté 14% du temps télévisuel le mercredi, jour où Emmanuel Macron a tenu sa conférence de presse et Éric Ciotti, président de LR démis par son propre

parti, s'est barricadé dans son bureau. « Ce qui se passe en ce moment mobilise très fortement les Français. La seule semaine comparable en termes d'audience est celle du déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022, alors que les chars russes menaçaient d'envahir Kiev », observe Fabien Namias, le directeur général adjoint de LCI.

« Un moment inédit »

À l'époque, le conflit avait largement relancé l'intérêt pour BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo, après une année 2021 en demi-teinte. Les quatre chaînes avaient totalisé, sur l'ensemble du mois de février, 7,8% de l'audience. Davantage que lors du pic de la crise sanitaire, en mars 2020 (7,7%) et la séquence des « gilets jaunes », qui avait culminé en décembre 2018 (7,1%). En juin dernier, cette audience franchissait la barre des 9%, au moment des émeutes liées à la mort du jeune Nahel et du coup de force en Russie des troupes Wagner contre Poutine.

Une nouvelle marche sera-t-elle franchie ? Possiblement. « Nous sommes dans un moment totalement inédit. C'est la première fois que la perspective de victoire du Rassemblement national est posée. Un mouvement profond tenaille le pays et l'in-

térêt des Français autour de cet enjeu démocratique est massif », assure Fabien Namias. D'après le dirigeant, deux leviers expliqueraient les fortes audiences réalisées par les chaînes d'information. « L'inquiétude d'une partie du pays qui se demande à quoi ressemblerait une France gouvernée par le RN. Et l'espoir d'une autre partie du pays qui aspire à ce moment. Ce mélange de crainte et d'espérance génère une attention inédite qui profite aux chaînes d'info », considère-t-il.

Depuis la dissolution, BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo suivent quasiment minute par minute l'actualité politique. C'est le point fort de BFMTV. « Nos équipes sont déployées sur le terrain et elles font vivre les événements en direct, là où ça se passe », insiste Marc-Olivier Fogiel. Plus habitué à scruter l'actualité internationale, LCI s'est mis en édition spéciale. L'antenne de BFMTV a été rhabillée dans la perspective des prochaines législatives, comme celle de CNews. Le scrutin européen avait modérément intéressé le public des chaînes d'info. « Compte tenu de l'enjeu important et des niveaux d'audience observés cette semaine, il y aura un intérêt en forte hausse pour ces législatives par rapport au scrutin précédent », pronostique Fabien Namias. ■



L'annonce de la dissolution par Emmanuel Macron, le 9 juin, à la suite des résultats des élections européennes.

PAUL DELORT / LEFIGARO

NUMÉRO EXCEPTIONNEL

Gala

NUMÉRO SOUVENIR
L'ALBUM PHOTO D'UNE ICÔNE



1944-2024
FRANÇOISE HARDY
LES HOMMES
DE SA VIE

IA : Aive veut disrupter la production vidéo

Carla Plomb

La start-up française a déjà séduit LVMH, Stellantis, L'Oréal ou Meta avec sa solution.

« **A**vec Instagram, Facebook ou TikTok, la demande de nouveaux formats vidéo de la part des marques ne fait qu'augmenter », remarque Olivier Reynaud, PDG de la start-up parisienne Aive. Lancée en janvier dernier, sa solution propose d'automatiser tout « l'après » de la création vidéo. Mettre en avant pour TikTok les extraits forts d'une émission télé, faire pour Instagram un focus sur les sacs à main d'un défilé de mode... rien de plus simple. « Une vidéo peut être adaptée en une dizaine de formats en quelques secondes », détaille Olivier Reynaud. Et ce, grâce à la conversation du visuel en données, ensuite analysées par l'IA. « En comparaison, aujourd'hui un tel processus peut durer trois semaines pour un coût d'environ 20 000 euros. On réduit les tâches répétitives auxquelles sont soumises les agences de publicités » ou les monteuses des sociétés de production, poursuit-il. Parmi ses clients, Aive compte déjà des multinationales du luxe et de la beauté, comme LVMH et L'Oréal, mais aussi de l'automobile avec Stellantis. Meta a également fait appel à son service aux côtés de l'agence publicitaire new-yorkaise TBWA. L'abonnement, conçu pour les entreprises, est fixé à 30 000 euros par an.

Fondée par Olivier Reynaud, un des cofondateurs de Teads (racheté par Altice en 2017) et Rudy Lellouche, ancien d'Adyoulke, la jeune pousse compte une équipe de 24 salariés. Depuis sa création, elle a levé plus de 10 millions d'euros auprès de business angels, et bénéficie aussi du soutien financier de BNP Paribas, de Bpifrance ou de la région Occitanie. Aive devrait bientôt communiquer son chiffre d'affaires sur la dernière année, d'un peu plus de 1 million d'euros.

La plateforme, intuitive, ne nécessite l'installation d'aucun logiciel. Il suffit de dicter le projet souhaité à l'IA, avec une simple description (un prompt) similaire à une requête sur ChatGPT. Le créateur peut ainsi demander à l'IA de générer, par exemple, une vidéo de 20 secondes, avec plusieurs plans larges, plus de voix, plus de personnes présentes à l'écran... Une fois la vidéo réalisée, l'IA lui attribue un « score créatif », surlignant notamment les éléments absents qui rendraient la vidéo plus populaire sur les réseaux sociaux.

La créativité humaine reste nécessaire

Des règles d'optimisation, explicites ou implicites, qui sont issues des recherches d'Aive, mais aussi des discussions que la start-up a eues avec des géants du web, dont Meta, l'un de ses clients. Les solutions d'Aive sont en effet arrivées jusqu'aux oreilles des plus grands groupes de la Silicon Valley, comme Adobe. « Tout est possible, partenariat ou autre, exprime Olivier Reynaud. Mais le but n'est pas que l'on soit racheté dans un ou deux ans. Notre ambition, c'est de devenir leader mondial de la post-production. »

Pas question cependant pour Aive de remplacer les petites mains spécialisées dans cette activité, car, pour la direction artistique ou l'éditorial, la créativité humaine reste nécessaire. « Pour vérifier, corriger ou améliorer le résultat, l'humain doit toujours être là. On ne fera pas disparaître des emplois, mais on assiste à une évolution des métiers » accentue Rudy Lellouche. L'équipe parisienne souhaite que sa solution soit également utilisée pour monter des films ou des émissions. Un objectif de taille pour ceux qui ont déjà été remarqués dans l'écosystème tech lors du dernier salon VivaTech. ■

Gala

3,40 € • EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

LE FIGARO et vous



VIN
ESCAPADE ŒNOLOGIQUE
AU CHÂTEAU LA COSTE,
EN PROVENCE **PAGE 30**



ART BASEL
À BÂLE, LA FOIRE MONTRE QU'ELLE
RESTE NUMÉRO UN MONDIAL MALGRÉ
LES NOMBREUSES CRISES **PAGE 32**



La cure de jouvence de La Fontaine Gaillon

Une nouvelle ère commence
pour l'institution parisienne
avec la chef Marie-Victorine Manoa
et le Fitz Group de Guillaume Benard.

PAGE 28

Goldorak, Ellroy, Largo Winch et les autres

Olivier Delcroix

À la croisée de la littérature et de la pop culture,
le nouveau festival Cultissime se déroulera
du 27 au 29 septembre, à Angers.

Il manquait sans doute une manifestation littéraire d'envergure à Angers. La première édition du festival international Cultissime, du 27 au 29 septembre prochain, va y remédier. Brassant littérature, culture pop, bande dessinée, cinéma ou polar, cet événement culturel devrait tenir ses promesses. Lors de la présentation de l'événement, à Paris, les trois organisatrices, Phalène de La Valette, Julie Malaure et Armelle Gallineau, ont expliqué qu'elles ont voulu créer cet événement « pour recentrer la lecture sur la notion de plaisir ». Le concept repose sur « la rencontre entre des univers qu'on aurait tort de vouloir opposer, expliquent avec enthousiasme ces « drôles de dames ». Tout simplement parce qu'ils ne sont jamais plus féconds que lorsqu'ils s'associent pour se mettre au service du public. »

De 7 à 77 ans, tout le monde a en tête une œuvre culte qui l'a marqué. D'Alexandre Dumas à Hergé, de Tolkien à Osamu Tezuka, en passant par Homère, Harry Potter, Alan Moore, Jane Austen, Victor Hugo, Saint-Exupéry, ou Philip K. Dick. Cultissime ambitionne de défendre et de célébrer les œuvres cultes, en mettant surtout en avant l'interconnexion entre les arts, du roman à l'image, en passant par le jeu vidéo, le manga, ou la littérature jeunesse.

Dans l'enceinte renovée de l'Hôtel-Dieu Saint-Jean, à Angers, cette première édition s'appuie sur la

municipalité. « Mon œuvre culte, La Divine Comédie, a créé un grand nombre d'imaginaires et de réalités », a précisé Nicolas Dufetel, adjoint à la culture et au patrimoine à la mairie d'Angers. Masterclass, expositions à grand spectacle, joutes oratoires et concours d'illustration ainsi que vingt-deux rencontres spectaculaires avec des artistes de renommée internationale sont au programme.

Trois auteurs éminents parrainent la manifestation : Bernard Werber, qui dévoilera en avant-première le jeu vidéo adapté des Fourmis, le scénariste de BD Alain Ayroles (De cape et de crocs) et Clémentine Beauvais (Les Petites Reines). Quant aux invités d'honneur, ils feraient presque rougir les festivals vétérans : James Ellroy, Douglas Kennedy, Jean Van Hamme, Mark Millar... Des pointures qui vont certainement profiter de la douceur angevine autant que de l'atmosphère littéraire du lieu, qui attend quelque 15 000 visiteurs.

Seront aussi présents le cinéaste Michel Hazanavicius, qui vient montrer son premier film d'animation, La Plus Précieuse des marchandises, présenté à Cannes cette année, le dessinateur Jul, scénariste de Lucky Luke, Anne Gosciny, le romancier Éric Giacometti, également scénariste de Largo Winch, Jean-Christophe Rufin, Olivia Ruiz, Éric-Emmanuel Schmitt ou Sylvain Tesson. Du beau monde! ■



Ruinart
LA PLUS ANCIENNE MAISON
DE CHAMPAGNE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

La Fontaine Gaillon s'offre un coup de jeune

Alice Bosio

L'institution parisienne, jadis propriété de Gérard Depardieu, rouvre ses portes après rénovation sous pavillon Fitz Group et confie ses cuisines à la chef Marie-Victorine Manoa.

« Le restaurant Gaillon, fondé en 1841, place Gaillon, n'a cessé de voir grandir son importance et sa prospérité, et il est devenu une maison de premier ordre. (...) Souhaitons la bienvenue aux nouveaux propriétaires, qui continueront, nous en sommes sûrs, à maintenir la vieille réputation et la devise de la maison : "Bonne cave et bonne cuisine" », pouvait-on lire, le 28 mars 1885, dans les colonnes du *Figaro*. Près de 140 ans plus tard, la vénérable Fontaine Gaillon, récemment malmenée, tente un nouveau retour.

Le restaurant à la terrasse charmante, nommé en écho à la fontaine d'époque ornée d'un triton, trônant au centre de la placette qui l'héberge, semblait avoir perdu son âme ces dernières années. Installé dans un hôtel particulier construit par Jules Hardouin-Mansart en 1672, d'abord résidence aristocratique avant de se transformer en restaurant populaire dès le XIX^e siècle - « décor simple et classique du bon restaurant de chez nous, cuisine soignée, plat du jour et vin de pays » lit-on encore dans *Le Figaro* en 1932 -, La Fontaine Gaillon, longtemps surnommée « Chez Pierre », appartient au patrimoine parisien. En 2003, elle est rachetée à Roland Boyer par Gérard Depardieu, qui en fait sa première table, confiant la décoration à sa compagne d'alors, Carole Bouquet, et les fourneaux à Laurent Audiot, qui y sert une cuisine généreuse et sans chichi - terrine, jambon, girolles ail et persil, saint-pierre rôti, joue de bœuf braisée aux carottes, côte de veau poêlée, tiramisu ou fondant au chocolat amer. « Une table avenante, sans paillettes ni cinoche. Juste une adresse sincère, soignant, sans jamais les surjouer, la mise, le service et une cuisine de charme », écrivait alors dans le *Figaro Scope* notre critique Emmanuel Rubin. Mais les années passent, l'acteur s'en éloigne et la clientèle finit par s'amenuiser.

« Contrairement à mes autres restaurants, où la dimension festive est importante, la priorité ici est de proposer une cuisine de qualité, raffinée, dans la tradition bourgeoise, avec un art de recevoir à la française »

Guillaume Benard
Président-fondateur de Fitz Group

En 2020, le Moma Group, de Benjamin Patou, habitué des belles adresses (Lapérouse, le Bœuf sur le Toit...) et des clientèles festives, reprend l'affaire et y place un Marc Veyrat en conflit ouvert avec le Guide Michelin après le retrait de sa troisième étoile. Le chef au chapeau choisit d'y servir des spécialités savoyardes hors sol, comme l'omble chevalier ou la bouillabaisse de lac et de mer. Entrecoupée par les fermetures dues au Covid, l'expérience tourne court. « La force de La Fontaine Gaillon, qui lui a permis de durer, était d'être une maison bourgeoise offrant une cuisine bourgeoise, dans un quartier bourgeois, à un public bourgeois. Dès lors qu'elle a cessé de regarder passer les modes pour tenter de les suivre et de se glisser vers le people, avec Depardieu puis Veyrat, elle a précipité sa chute », analyse Emmanuel Rubin, pour qui le salut de cette belle endormie passe par un rafraîchissement du décor et une réactivation de sa cuisine bourgeoise historique. « Elle doit retrouver les codes classiques qui faisaient son charme, d'autant que la concurrence, avec Drouant situé en face, est rude ! »

Le nouveau patron de l'établissement, Guillaume Benard, 34 ans, déjà à la tête avec le Fitz Group de quatre restaurants à Paris (Fitzgerald, Abstinence, Vesper et Hollywood Savoy), suivra-t-il cette voie ? Le jeune entrepreneur, qui ne cache pas son ambition d'atteindre un jour les dimensions d'un Paris Society ou d'un Moma Group, « avec une vision plus humaine, dans des lieux un peu moins massifs », a repris La Fontaine Gaillon en janvier 2023. « Contrairement à mes autres restaurants, où la dimension festive est importante, la priorité ici est de proposer une cuisine de qualité, raffinée, dans la tradition bourgeoise, avec un art de recevoir à la française, c'est pour cela que j'ai choisi la



La chef Marie-Victorine Manoa et Guillaume Benard, nouveau patron de La Fontaine Gaillon, dans l'un des salons au premier étage.

PAUL DELORT/LE FIGARO



La macédoine de légumes.



La volaille au vinaigre.



Le baba au rhum.

chef Marie-Victorine Manoa. On saura mettre de la musique ou jouer avec la lumière si besoin, mais ce n'est pas là l'essentiel », détaille ce diplômé de l'école hôtelière de Gllon (Suisse) qui a ouvert Fitzgerald à 25 printemps seulement et qui se retrouve désormais à la tête de 120 personnes.

Née dans une famille de restaurateurs lyonnais, Marie-Victorine Manoa, formée à l'Institut Bocuse, est passée par Noma, de René Redzepi à Copenhague, Eleven

Madison Park, de Daniel Humm à New York, et D.O.M., d'Alex Atala à São Paulo, avant de revenir à Lyon, puis à Paris, chez Thierry Breton et enfin le bouchon Aux Lyonnais, d'Alain Ducasse. Le multi-étoilé a toujours dit le plus grand bien de cette « mère lyonnaise » nouvelle génération. « Sur le plan professionnel, Marie-Victorine a évidemment un très grand savoir-faire et une vision personnelle de la cuisine contemporaine. S'y ajoutent, sur le plan personnel, un indéniable charisme et un certain franc-

parler. Elle a fait un bout de chemin avec moi et, aujourd'hui, elle poursuit sa route ailleurs, conduite par son talent et son goût de la liberté », nous a-t-il ainsi confié. Celle qui s'est distinguée dans son bouchon de la Bourse par sa cuisine canaille allégée et rafraîchie compte bien poursuivre sur sa lancée dans ce nouveau poste qu'elle a accepté en consultant, gardant toujours en tête le projet d'ouvrir sa propre adresse. « J'ai eu un vrai coup de cœur pour ce lieu mythique, qui mérite de vivre bien. Ce n'est pas un ennemi restaurant ! J'ai aussi été séduite par le projet de reprendre des traceurs traditionnels et de les ancrer dans des enjeux actuels, avec de la fraîcheur, du végétal. L'idée est de "décrêmer", "débourrer", sans pour autant faire des plats ennuyeux ! Il y aura bien sûr toujours du beurre dans la sole meunière, mais pas besoin d'en mettre partout. Bref, je ferai une cuisine sincère, gourmande, pas dans l'ego ni la démonstration », raconte la chef de 32 ans, à quelques jours de l'ouverture au public prévue le 21 juin.

« J'ai eu un vrai coup de cœur pour ce lieu mythique, qui mérite de vivre bien. J'ai aussi été séduite par le projet de reprendre des traceurs traditionnels et de les ancrer dans des enjeux actuels »

Marie-Victorine Manoa Chef

Elle est secondée par David Crozat, passé notamment par La Table d'Anvers, le Re-lais Louis XIII, plusieurs Costes et Monsieur Bleu, qui va gérer au quotidien la brigade d'une quinzaine de personnes et qui loue les méthodes de la trentenaire : « J'ai travaillé avec de nombreux grands chefs avec lesquels il n'y avait aucun dialogue ; là, c'est tout le contraire ! » Présente quotidiennement à l'ouverture, Marie-Victorine assurera ensuite au moins un service par semaine. Si elle milite pour la cuisine des abats, dans une démarche de respect de l'animal dans sa totalité, elle a tempéré un peu son engagement pour imaginer ici une carte de classiques innovants, accessibles au plus grand nombre : volaille au vinaigre, petits pois à la française et oursin, bœuf au poivre, fond d'artichaut en hommage à la mère Brazier, tian de légumes, crêpes Suzette, file flottante, tartes aux fruits, baba au rhum, opéra en écho au monument voisin... « Nous allons évidemment suivre les saisons et proposer des poissons qui nagent en abondance dans les océans, comme le merlu, et travailler avec des producteurs de légumes vertueux, comme Erwan Humbert. Il y aura une assiette végétale à partager en hors-d'œuvre, un poulet rôti du dimanche midi, de la découpe

en salle, des garnitures séparées comme le veut l'ADN du Fitz Group... », précise-t-elle pêle-mêle. Le tout servi dans une vaisselle dépareillée chinée, pour un ticket moyen de 100 € le soir (vin compris) tout de même, avec un menu déjeuner d'appel à 45 €. « Nous travaillons de beaux produits, avec du monde expérimenté en cuisine comme en salle, à qui nous tenons à donner des jours de congé, cela a un coût », justifie la chef. La carte des vins a été confiée au sommelier Gwilherm de Cervel, collègue de Marie-Victorine dans l'émission « Très Très Bon » de François-Régis Gaudry, qui a sélectionné 200 références pointues, nature comme conventionnelles, dans une démarche d'ouverture.

Ouvert tous les jours, dès le petit déjeuner et en continu durant la journée avec un service de grignotages à partir de septembre, La Fontaine Gaillon compte bien capitaliser sur ses cinq salons privatisables et son bar à cocktails à l'étage. Comme l'ensemble du bâtiment, ils ont été entièrement refaits, forts de dix mois de travaux par l'architecte espagnol Lazaro Rosa-Violan, déjà à l'œuvre pour Vesper. Le rez-de-chaussée, autrefois sombre, a été ouvert, passant de 45 à 70 couverts dans un cadre lumineux avec sol en marbre, piano et œuvres d'art aux cimes, chassant une partie des cuisines au sous-sol, où une cave à vin héberge une table du chef pour 6 à 8 convives. Un grand bar en albatre rétroéclairé accueille les clients qui pourront s'y installer au déjeuner. Un escalier caché permet d'accéder à une table privative exclusive au-dessus de la fontaine. Le dédale de salons du premier - auquel on accède par un escalier en bois qui a été conservé -, dont deux donnent directement sur la place derrière des fenêtres en demi-lune, arbore un cadre feutré tout en moquettes, bas plafonds amplifiés par des miroirs et tapisseries. La terrasse dissimulée par des jardinières se déploie sous des parasols autour de la fontaine inscrite aux monuments historiques.

De quoi garantir le succès de ce pari un peu fou pour le jeune entrepreneur ? « C'est bien sûr un gros investissement pour le groupe, ce sera notre vaisseau amiral, avec 200 couverts. Mais je ne suis pas inquiet, car c'est une marque historique pour laquelle le public attend des changements. Outre la cuisine et le décor, nous croyons beaucoup à l'expérience client et investissons sur le service en salle, notamment via le recrutement en plus du directeur, d'un hôte de maison qui incarne le lieu et fidélise la clientèle. » Une demande à même d'être déposée auprès de la mairie de Paris pour que l'eau coule à nouveau dans la fontaine. Comme aux plus belles heures de cette table emblématique de la capitale. ■

1, rue de la Michodière (Paris 2^e).

Tel. 01 83 64 82 94.

Ouvert tous les jours à partir du 21 juin.

Deux Bourgogne différentes s'offrent au voyageur. La plus évidente, la plus accessible, la plus connue, celle qui s'étend le long de la départementale 974, de Meursault à Dijon, celle de *La Grande Vaudouille*, met en avant un joli éventail d'hôtels pour toutes les bourses, de restaurants plus ou moins recommandables, qui donnent la priorité à un voyageur international venu découvrir un vignoble dont la notoriété est à la hauteur des tarifs de ses jus. Aux heures de pointe, du côté des Hospices de Beaune, on ne compte plus les Tokyoïtes en goguette et autres Californiens en « wine trip ». Il n'est pas encore question de surtourisme, mais la cote d'alerte est proche. Changement de décor un peu plus à l'est, et plus au nord, loin de toute gare TGV, où une autre version de la région s'offre au visiteur. On y arrive par ses propres moyens, voire en TER, à Avallon, où les loueurs de voitures sont fermés le week-end et les taxis restent des espèces rares. La campagne est calme. En dehors de l'abbaye de Vézelay, peu de touristes arpentent les rues des villages. Le coin le plus tranquille de France cache cependant de formidables adresses, sacrément bien planquées. Comme le château de Vault-de-Lugny.

Une extension a été édifée pour abriter le restaurant Le Valucien. Une dizaine de tables sont dressées dans cette pièce carrée vitrée, aquarium à l'acoustique parfaite, entièrement ouverte sur le parc, les arbres, un cours d'eau de conte de fées, des moutons aux cornes torsadées, des paons blancs comme neige, des lièvres qui se dressent sur leurs pattes arrière sur un pont de pierres et parfois l'écrivain Michel Houellebecq, un habitué des lieux. Ce seul cadre suffit au bonheur de l'urbain agité. En plus, le chef étoilé Franco Bownee, au piano depuis seize ans, y propose une cuisine classique avec un joli twist indo-océanique et un vrai supplément d'âme.

Au printemps, c'est à la façon de préparer l'asperge que l'on cerne le goût d'un grand cuisinier. Ici, elle arrive, verte et blanche, sous la forme d'un triptyque : un flan d'asperge explosif en bouche, ces mêmes liliacées à l'assiette avec gelée de champagne et œuf cuit à 63 degrés pendant une heure, une salade d'asperge saucée ravigote. Un trio qui raconte l'esprit créatif de Franco Bownee, comme sa maîtrise totale des classiques. Notons que le chef est pêcheur, chasseur et grand



La table secrète du château de Vault-de-Lugny

Stéphane Reynaud

Dans ce domaine confidentiel de l'Yonne, le chef Franco Bownee fait vibrer une cuisine enthousiasmante avec les plus belles cuvées de Bourgogne.

1. Le château, propriété d'Élisabeth et Pascal Bourzeix. C'est elle qui compose la carte des vins.
2. La gavotte à la fraise et piment d'Espelette avec pesto d'oseille et sorbet à la fraise de Karine Laval, chef pâtissière.
3. Le chef Franco Bownee, un esprit créatif qui maîtrise les classiques.

cueilleur de champignons. Trois atouts majeurs dans la région. Le meursault du domaine Michelot, millésime 2020, danse bien avec le plat. Comme le pouilly fuissé du domaine Burrier. Hommage à Leonard Chandon 2018, avec sa légère touche saline qui va sublimer le plat à suivre, un persillé de carpe et silure à tomber.

Pigeonneau sauce volnay

La composition de ravigote de foie gras, tempura de gambas, chutney d'ananas, raisin et gingembre, donne la mesure de l'obsession du chef pour le croquant et la couleur. Et du talent avec lequel il assimile les condiments et fruits tropicaux aux recettes classiques. La maison le propose avec un Vougeot blanc 2018 du domaine Bertagna, souple, généreux et fort de quelques pointes d'épices qui complètent le plat.

Continuons avec les escargots grossiers de Bourgogne en fricassée, avec huile à l'ail des ours, chips d'ail et radis blancs japonais en marinade, l'unique plat du repas dont la légèreté est discutable.

Quant au suprême de pigeonneau, cuisé et aile en dim sum, sauce volnay 1983, il serait en mesure de convertir les plus réticents à la viande de ce volatile. Histoire de lui redonner des ailes, il est accompagné d'un Aloxe-Corton 2018 premier cru Les Fournières d'Antonin Guyon, un vin intense, subtilement boisé, éblouissant.

Élisabeth Bourzeix, propriétaire du château avec son mari, Pascal, compose la carte des vins du restaurant. Les amateurs de crus de Bourgogne sont ravis tant par les choix que par les tarifs.

Remarquons un Nuits-Saint-Georges premier cru Les Pruliers de 2019 du domaine Gouges proposé à 220 €. Un vrai bon plan. On repère aussi le Choresy-les-Beaune Clos du Chapitre de chez Tolle-Beaut à 120 €, une autre bonne affaire. Comme le Volnay premier cru Clos des Chênes du domaine Michel Lafarge rouge de 2005, vendu 410 €. Les fous de Bourgogne remarqueront encore un Vosne-Romanée 2009 du domaine Leroy à 995 €, ce qui correspond peu ou prou au



CHRISTOPHE GILLES, CHATEAU DE VAULT-DE-LUGNY

prix d'achat au domaine. Un fantôme œnologique.

Karina Laval, par ailleurs épouse du chef, se charge des desserts. Ce jour, elle a préparé une gavotte à la fraise et piment d'Espelette avec pesto d'oseille et sorbet à la fraise. Un shoot de bonheur qui précède l'arrivée d'une crème glacée au caramel beurre salé et meringue parfumée au café et cacao, un enfer régressif. Le sucré est à la hauteur du salé, c'est la très bonne surprise. La conclusion du repas passe par un verre de bas armagnac. Ne pas oublier que le château dispose de 16 chambres. ■
Le Valucien au château de Vault-de-Lugny.
11, rue du Château à Vault-de-Lugny (Yonne).
Tel.: 03 86 34 07 86.
Dîner du ven. au mar., déjeuner du sam. au mardi.
Menus de 92 € (dés.) à 230 € ou carte.

Le grand public invité à élire son restaurant préféré en France

Alice Bosio

Quatre-vingt chefs étoilés ont sélectionné leurs coups de cœur parmi les nouvelles tables. Elles sont soumises au vote en ligne jusqu'au 30 septembre.

Qu'en est commun Manon Fleury, Camille Delcroix, Mallory Gabsi, Coline Faulquier et Clément Dumont ? En plus d'être étoilés au Guide Michelin, ces jeunes chefs talentueux ont d'abord été repérés par les TheFork Awards ! Lancé en 2019 par la plateforme TheFork (ex-La Fourchette), leader européen de la réservation de restaurants en ligne, ce prix est le seul attribué par le grand public. Jusqu'au 30 septembre, 91 adresses dans toute la France, sélectionnées par 81 grands chefs, sont ainsi ouvertes au vote sur un site internet dédié. Les six qui recevront le plus de suffrages seront récompensées le 2 décembre lors d'une cérémonie à Paris.

« L'objectif de ce prix est de célébrer le dynamisme de la profession, particulièrement en ces temps compliqués, et de mettre en avant les jeunes talents, qui ont ouvert ou repris un restaurant il y a moins de deux ans », explique Stanislas Leblanc, organisateur des Awards depuis la première édition. Nous souhaitons susciter des vocations et valoriser la transmission, puisque les fillets sélectionnés par les étoiles se sont souvent formés chez eux. » Les nommés ont été présentés lundi, au restaurant parisien Le Camondo, lors d'une conférence de presse animée par Louise Petitrenaud. Parmi eux, le gagnant de 2023, Matan Zaken, de Nhome (Paris), étoilé en mars dernier : « Ce prix m'a apporté, ainsi qu'aux équipes, une certaine motivation et confiance. Associé à la reconnaissance du Michelin, on se dit qu'on est sur la bonne voie, même si notre proposition culinaire n'est pas commune ! » Pour l'emporter, le trentenaire a donné de sa personne : « J'ai

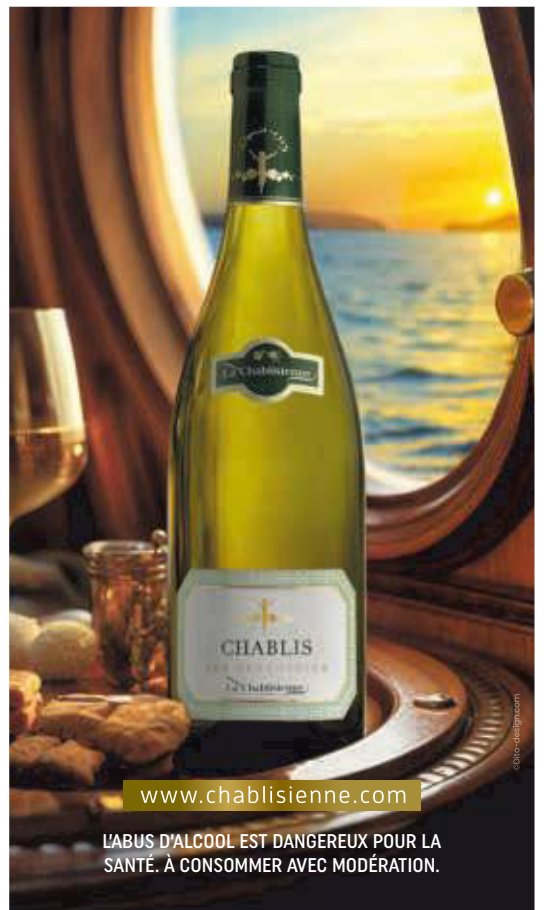
pris du plaisir à la jouer comme une campagne électorale, sur place avec nos habitués, mais aussi via les réseaux sociaux avec l'aide de l'équipe ! » Nommé l'an dernier par Christian Le Squer, auprès duquel il a travaillé au Cinq, Matan Zaken s'est lui aussi prêté à l'exercice du parrainage cette année avec Julien Caligo, dont le restaurant Monique a ouvert à Calvisson il y a quatre mois. « Son parcours est semblable au mien, je suis touché par son côté entrepreneur indépendant. »

Question de la parité

Aux côtés de Monique, la sélection des nommés 2024 dresse le panorama d'une France dynamique, avec certaines tables déjà connues d'un public averti (Choral à Annecy parrainé par Jean Sulpice ; Horitus à Toulouse par Ludovic Turac ; Cénà à Montpellier par Stephan Paroche et Gilles Goujon ; Amalia à Paris par Amandine Chaignot ; Vaisseau à Paris par Stéphanie Le Quellec, Paul Pairet, Michel Sarrazin et Thibault Sombardier), mais surtout de nombreuses découvertes qui pourraient se révéler utiles sur la route des vacances. Que ce soit du côté de la Normandie (Symbiose à Cabourg parrainé par Arnaud Donckele, Christophe Bacqué, Stéphane Carbone et David Gallienne), la Bretagne (L'Atelier Mélanie à Riec-sur-Belon présentée par Michel Roth), la Charente-Maritime (Opaline à La Rochelle pour Nina Métayer), le Pays basque (Nuance à Bayonne nommé par Cédric Béchade) ou des grandes villes (Pulpe à Lille mis en avant par Pascal Barbot ; Brut à Lyon par Christian Tetedio ; L'Extra à Reims par Arnaud Lallement).

« Les chefs parrains, qui n'ont, je le précise, aucun intérêt commercial dans l'affaire, ont carte blanche sur le choix des adresses, détaille Stanislas Leblanc. Elles doivent juste être conformes à notre cahier des charges : être ouvertes depuis moins de deux ans, ne pas être étoilées et être nommées dans notre prix pour la première fois. Nous sommes également attentifs à constituer un échantillon bien réparti sur tout le territoire. » La question de la parité fait également partie des préoccupations des organisateurs. La sélection comporte ainsi de nombreux jeunes couples et six femmes seules aux manettes, dont l'Auberge du Bassin de Mélanie Serre (Lège-Cap-Ferret) choisie par Nina Métayer, Inari par Céline Pham (Arles) parrainée par Christophe Michalak ou Mercato par Justine Pruvot (Marseille) grâce à Georgiana Viou. Nommé par Éric Frechon, il a été le chef exécutif consultant durant quatre ans, Charles Boixel, du Café César à Clichy, confie : « Ce prix est une chance pour donner un coup de pouce aux néoré restaurateurs. Je suis très honoré que mon chef mentor m'ait choisi, car je me retrouve beaucoup dans sa cuisine gourmande et précise. »

TheFork ne communique pas sur le nombre de votants de ses Awards, qui s'élèveraient à des dizaines de milliers. Lors du lancement de leur 5^e édition, la ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, Olivia Grégoire, a encouragé via une vidéo les nommés comme les parrains. Nouvelle preuve de l'investissement de l'État dans la promotion de la gastronomie tricolore. ■
Vote sur theforkrestaurantsawards.fr



www.chablisienne.com

L'abus d'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Le retour au premier plan de Château La Coste

Stéphane Reynaud

Au nord d'Aix-en-Provence, la propriété renoue avec une production de vins de grande qualité.

«**L'**air brassé qui arrive de la vallée de la Durance permet d'absorber des températures basses, jusqu'à -3 ou -4 degrés», explique Guillaume Vidal, en ce début de mois de mai frisquet. Le régisseur du domaine viticole de Château La Coste évoque cet amphithéâtre ouvert sur le nord : «Une situation qui favorise les équilibres, l'acidité naturelle qui se transforme en quelque chose de salé et anisé.»

«Nous bénéficions ici de plusieurs expositions et de différentes altitudes puisqu'il y a 100 mètres de différence entre le point le plus haut de domaine, à 450 mètres d'altitude, et le plus bas. Les vins fruités sont plutôt faits dans le bas, avec une meilleure réserve hydrique, une plus grande profondeur de sol. Les terrasses intermédiaires donnent des vins plus structurés. Les parties hautes sont dédiées aux sélections parcelaires.»

Le domaine est certifié bio depuis 2008. Et 120 hectares sont désormais certifiés en biodynamie (Demeter) pour 2022. «Ici, nous nourrissons la vie du sol qui libère des nutriments pour la vigne. Le sol est plus résilient et l'effet millésime est moins important. La biodynamie entraîne une augmentation de la vigueur de la vigne.»

Nature à perte de vue

Il y avait peu de choses ici quand Mara McKillen a découvert le site, mais l'essentiel était là : de la vigne, des vallons, la nature à perte de vue. Un peu plus haut, les restes du vieux village du Puy-Sainte-Réparate, abîmé par un tremblement de terre au début du siècle dernier. Impressionnée par la découverte de ces paysages accidentés de vigne et de forêt, elle en parle à son petit frère Patrick qui vient visiter l'endroit, tombe lui aussi sous



Les vins de Château La Coste se déclinent avec les grandes cuvées ainsi qu'avec les gammes intermédiaires.

le charme et décide d'en faire l'acquisition. Patrick «Paddy» McKillen cherche depuis longtemps sa *farm*, les lieux où il va développer son exploitation agricole et il a les moyens de ses ambitions. Mara et Paddy vont continuer à cultiver la vigne qui pousse ici depuis l'époque romaine, en prenant soin d'affiner la qualité des vins.

Guillaume Vidal les a rejoints il y a un peu moins de cinq ans. Les vins de

Château La Coste dont il a la charge se déclinent avec les grandes cuvées ainsi qu'avec les gammes intermédiaires que sont les collections Château et Pentes Douces.

Nous dégustons le Rosé d'une nuit 2023, réalisé en partenariat avec des vignerons des alentours. «Avec ces vins, nous cherchons à avoir de la matière sans pour autant être gastronomique.» Le jus est plaisant, avec un nez

de pêche et d'abricot, une belle longueur. Le Château Rosé 2023 est plus timide au nez. Mais le côté gourmand attendu avec ce type de jus persiste. La salinité est elle aussi préservée.

Le Grand Vin Rosé 2023 nous fait entrer dans un autre monde. Voici un 90% grenache, un vin pâle. Le fruit y est moins présent. La touche d'acidité est apportée par le cabernet sauvignon et la syrah. Elle sert de colonne verté-

brale à ce vin, lie les amers et les arômes. Avec le temps, cette fraîcheur se transforme en salinité.

Par curiosité, on déguste le Grand Vin Rosé 2022. Comparée au millésime suivant, la touche anisée s'est renforcée. Une légère oxydation apporte plus de volume. La légère acidité donne de la longueur. Il s'agit d'un vin plus évolué dans lequel on décele, entre autres, quelques notes de tabac.

Passons aux blancs, qui représentent 30% de la production de La Coste. Les Pentes Douces 2023 est un vin enrobé. Sans doute est-ce lié au vermentino, toujours cueilli très mûr en région méditerranéenne. Le sauvignon quant à lui apporte la puissance. Ce vin n'est pas exubérant pour autant. Le Grand Vin Blanc 2022 - chardonnay et vermentino - se montre à la fois plus brioché et plus élégant.

Vente exclusivement au château

Château La Coste produit désormais un vin rouge naturel baptisé Ad Fontes, à partir de cinsault, de syrah et de grenache, sans sulfite. «Avec le vin vivant, on peut avoir de bonnes ou mauvaises surprises», explique Guillaume Vidal. L'Ad Fontes 2022 libère au nez tous les arômes du monde. En bouche, il révèle une jolie trame tannique mais on regrette une texture un peu trouble, propre à ce type de breuvage. L'expérience reste concluante. La Coste n'a produit que 2000 bouteilles de ce premier Ad Fontes, en vente exclusivement à la boutique du château.

Avec ses derniers millésimes, la propriété fait la preuve qu'elle est en mesure de produire de grands vins. Preuve de ce nouvel engagement viticole, un nouveau chai d'élevage est en construction : «Il permettra de stocker dix millésimes», explique Guillaume Vidal. Cela devient très sérieux. ■

RICHARD HAUGHTON

N°2 NOUVEAU

LE FIGARO
présente

LES MOTS CROISÉS
DE PIERRE OLLIVIER

N°2

LE FIGARO JEUX

100 %

MOTS CROISÉS

de Pierre Ollivier

FORCE MOYEN

6 € EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

L'éloge du Sud-Ouest

La maison Lionel Osmin, montée il y a treize ans, met en avant les cépages et les terroirs sous-exposés.

Le vin demeure un monde d'opportunités pour les entrepreneurs. Lionel Osmin le démontre : «J'ai monté l'entreprise avec deux associés il y a treize ans, sans foncier, mais avec la volonté d'interpréter les cépages autochtones. Au début, comme nous n'avions pas de vignes, nous avons acheté du raisin. Puis nous avons acquis des terres.» Aujourd'hui, il dispose d'une jolie collection de vignobles de caractère - 100 hectares en tout - situés dans ce grand Sud-Ouest qui s'étend du piémont du Massif central aux Pyrénées.

Osmin est devenu propriétaire de 11 hectares à Marillac, un terroir perché à 600 mètres d'altitude, au nord-ouest de Rodez. L'entreprise y produit le Fer de soif, un vin aux arômes de cassis et de réglisse issu du cépage mansois. À Cahors, il s'est concentré sur le cépage malbec, dont la région est le berceau. Notre homme s'est aussi entendu avec la famille Barrère au Clos Cancaillaü et au Clos de la Vierge, en appellation jurançon. Il cultive les vignes du château Laurou à Fronton. Une collaboration est entamée avec la famille Guérard, dans les Landes, pour produire La Dune, un vin rosé.

Il y eut encore le rachat en 2017 du domaine Berthoumieu, à Viella, en appellation Madiran et Pacherenc-

du-Vic-Bilh, certifié bio depuis l'an passé, pour produire cinq cuvées dominées par le tannat ou le gros manseng. Et puis l'acquisition du Clos Joliette, un terroir de 1,5 hectare planté par la famille Migné il y a un siècle. Avec un encépagement 100% petit manseng. Osmin a aussi acheté la production de 19 millésimes de 1993 à 2015.

Pureté aromatique

L'ensemble de la production est réalisé avec l'œnologie associée et cofondateur Damiens Sartori. L'homme semble épris de pureté aromatique et de la juste expression de chaque millésime. C'est aussi un ennemi de ces défauts du vin qui sont parfois érigés en qualités. Enfin, pour éviter de marquer les jus, il utilise peu de fûts neufs.

Les vins d'Osmin se distinguent. C'est même leur force. Le goût des cépages autochtones y est pour quelque chose. On déguste Le Roi Bœuf Bazas, un assemblage de merlot et tannat. Les cuvées Le Conservatoire avec une série de cépages rouges comme le prunelard, l'ekigaina, l'abouriou, ou les blancs comme l'ondenc, le mauzac, le bouysselet, sont remarquables. Puisque Lionel Osmin est un gourmand, il propose aussi vins de liqueur et armagnac. Les Français apprécient, les autres aussi puisqu'il réalise la moitié de ses ventes à l'international. ■ **S.R.**



L. OSMIN ET CIE

Le Centre Pompidou ne doit pas fermer

Monsieur le président de la République,
Madame la ministre de la Culture,

Pour des travaux de rénovation, le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est condamné à être fermé cinq ans, au minimum, de 2025 à 2030. C'est une atteinte majeure à la vie culturelle de notre pays. C'est même une faute grave.

Nous, professionnels de l'art et de la culture, soucieux du rang de la France dans le monde, tenons à exprimer notre profonde inquiétude et notre incompréhension.

Le Centre Pompidou, avec sa prestigieuse collection du Musée national d'Art moderne (MNAM), est aujourd'hui un symbole international. Sa fermeture prolongée privera Paris d'une de ses principales vitrines artistiques.

Les conséquences seront désastreuses sur le plan culturel et pédagogique, mais aussi sur le centre vivant de la capitale, autour de l'Hôtel de Ville – le Marais, Saint-Merri, les Halles –, affectant ses habitants, ses touristes et son activité économique.

Certes, des travaux de réfection sont nécessaires pour désamianter le bâtiment et améliorer l'accueil des visiteurs. Cependant, ils peuvent et doivent être réalisés de manière fragmentée, sans fermer complètement l'ensemble du site. Des solutions existent : déménager hors du bâtiment principal tout ce qui n'est pas ouvert au public ; déplacer les collections dans les étages au fur et à mesure des travaux ; utiliser les vastes espaces disponibles au Palais de Tokyo, conserver le Grand Palais éphémère.

Cette mise en quarantaine du bâtiment bouleversera les structures de l'offre artistique à Paris. Nous avons tous applaudi à l'ouverture de la Fondation Louis Vuitton, de la Bourse de commerce, et bientôt de la Fondation Cartier au Louvre. Ces lieux contribuent à notre enrichissement culturel, mais il ne faudrait pas laisser le champ libre au secteur privé et les laisser se substituer, malgré eux, au service public que constitue le Centre Pompidou. L'État doit continuer à jouer pleinement son rôle.

Nous, signataires, appelons à un retour du bon sens et au respect des ambitions culturelles de la France. Nous demandons que les travaux soient planifiés de manière à garantir l'ouverture au public et la continuité du Centre Pompidou. Le dossier doit être rouvert.

Monsieur le président de la République,
Madame la ministre de la Culture,

Nous nous tournons vers vous. C'est à vous, en effet, qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour préserver ce symbole de notre culture et de notre modernité.

Imaginerait-on le Louvre ou la Bibliothèque nationale fermer leurs portes pendant cinq ans sans lieu alternatif ? La continuité de nos institutions est essentielle. Toutes celles qui ont été confrontées à cette situation ont su se restructurer sans interrompre in situ leurs activités. Pourquoi le Centre Pompidou devrait-il faire exception ?

Pour le respect de notre patrimoine culturel, pour tous ceux qui en ont fait un lieu familier de plaisir et d'enrichissement de l'esprit, le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou doit rester accessible et vivant en lieu et place.

Premiers signataires

NICOLAS BOURRIAUD, curateur et critique d'art, DANIEL BUREN, artiste, GUILLAUME DURAND, journaliste et écrivain, JEAN CLAUDE GANDUR, Fondation Gandur pour l'art, JULIE GAYET, actrice, productrice et réalisatrice de cinéma, GÉRARD ET ÉLISABETH GAROUSTE, artiste peintre, designer, DANIELE KAPEL-MARCOVICI, présidente du groupe Raja, CATHERINE MILLET, critique d'art, écrivaine, ALAIN MINC, essayiste, JEAN-GABRIEL MITTERRAND, directeur de galerie d'art, ALAIN SEBAN, ancien président du Centre Pompidou, DANIEL TEMPLON, directeur de galerie d'art, JACQUES TOUBON, ancien ministre, ancien défenseur des droits, MANUEL VALLS, ancien Premier ministre, HUBERT VÉDRINE, ancien ministre.

Rejoignez les signataires à cette adresse mail en indiquant vos nom et qualité
pompidoune doit pas fermer@gmail.com

À Bâle, Art Basel mène toujours la danse

Béatrice de Rochebouët
Envoyée spéciale à Bâle

Dans un contexte de crise, la manifestation suisse, par sa qualité et ses transactions élevées, reste numéro un mondial. En attendant l'édition parisienne, en octobre, qui investira le Grand Palais rénové, lieu magique et attractif.

Art Basel, toujours indétronable ? La grande foire bâloise d'art moderne et contemporain qui a ouvert mardi aux VIP, puis au public jusqu'à dimanche, confirme à nouveau sa suprématie. Forte affluence le premier jour, plus calme ensuite, présageant des lendemains plus mitigés. Grosses transactions à plusieurs millions d'euros dès le vernissage « first choice », souvent concrétisées en amont par l'envoi de « previews » à la « top list » des clients. Le constat n'est pas aussi rose pour les plus petites ou moyennes galeries. Mais rien que d'avoir été accepté dans ce saint des saints est déjà un gage énorme de visibilité.

Pour cette année encore, la machine de guerre extrêmement bien huilée de la marque Art Basel, déclinée aussi à Miami, Hongkong et maintenant Paris, n'est pas prête à perdre sa pole position, en territoire suisse historique. En tout cas, pas pour l'instant ! Avant de venir sur les bords du Rhin, beaucoup pensaient que la manifestation bâloise pourrait pâtir de la montée en puissance d'Art Basel Paris, dont le troisième round se tiendra au Grand Palais rénové en octobre. Nul doute que sa réouverture, après trois ans de travaux, va attirer le gratin des collectionneurs internationaux. Tous auront envie de retrouver ce lieu magique et sa verrière, qui en fait le plus bel espace d'exposition au monde. L'envie de faire partie des élus de cette foire parisienne passée au cran supérieur en changeant de nom et en augmentant le nombre de ses exposants : 194 (soit quarante de plus qu'en 2023 au Grand Palais éphémère, mais moins qu'à Bâle, qui compte 280 galeries). L'envie tout court d'être à Paris, ville plus attractive que Bâle, mariant culture, art de vivre et gastronomie.



La Chambre d'écoute, de René Magritte, 1958, bat un record avec un prix dépassant les 20 millions d'euros. L'installation de Chiharu Shiota (en bas) est partie à 600 000 euros (Templon).
RENE MAGRITTE/ADGP, PARIS 2024



« Les collectionneurs sont là malgré la crise. Jamais je n'aurais pensé faire une aussi forte édition dès le premier jour, alors que je n'étais pas franchement optimiste »
Thaddaeus Ropac Galériste

Thaddaeus Ropac Galériste

C'est pour voir cette qualité et en juger que les habitués de Bâle - malgré la lassitude - reviennent chaque année, la visite à la Fondation Beyeler étant la récréation supplémentaire (lire ci-dessous). Pourtant, tout coïte cher dans la ville, dont le parc hôtelier de luxe n'est toujours pas à la hauteur. Conscient du problème, le groupe MCH, propriétaire d'Art Basel, a investi dans le Art Basel Riverboat Hotel, ancré sur le Rhin, mais il n'a visiblement pas donné satisfaction.

La Foire de Bâle s'en sort bien. Pour tant, elle ne bénéficiait pas du meilleur

des contextes, avec la guerre en Ukraine, le conflit israélo-palestinien, l'approche des élections américaines. Et pour couronner le tout, la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée la veille de l'inauguration et ses élections législatives anticipées bouleversant les calendriers. Le moral des collectionneurs français était en berne, inquiets de la montée des extrêmes et du chaos futur. Les marchands ne croyaient pas trop à la réussite de cette édition, après les ventes de New York qui ont remis les pendules à l'heure : moins d'offres et moins de trophées, signe de l'attentisme des vendeurs, stabilisation pour les artistes en tête du podium, prix à la baisse sauf pour l'exceptionnel, comme cela s'est vérifié à la foire.

« Les collectionneurs sont là malgré la crise. Jamais je n'aurais pensé faire une aussi forte édition dès le premier jour, alors que je n'étais pas franchement optimiste », confie l'Autrichien de Paris et Londres, Thaddaeus Ropac. Il a vendu son grand Rauschenberg pour 3,8 millions de dollars, sa tête en bois jaune de Georg Baselitz à 2 millions d'euros et quantité d'autres pièces à plusieurs centaines de milliers d'euros. « Nous sommes très confiants dans la résilience du marché de l'art, et le premier jour d'Art Basel a confirmé notre point de vue. À savoir que le marché est redevenu plus humain », confiait Iwan Wirth, coprésident de Hauser & Wirth. L'enseigne, une multinationale dans de nombreux pays, a vendu entre autres un Arshile Gorky pour 16 millions de dollars ou un Blinky Palermo pour 5 millions de dollars. « On ne savait pas du tout ce qui allait se passer avant la foire et, au final, on est rassuré », surenchérit le Bruxellois Xavier Hufkens, qui a aussi très bien vendu. Notamment une œuvre du Chinois Qiu Xiaofei, pour 265 000 dollars, artiste dans les collections du Centre Pompidou et du Met de New York.

Comme toujours, les galeries ne disent pas tout sur leur résultat. Les Vallois, qui avaient avoué n'avoir rien vendu une année, affichaient un grand sourire pour cette édition. Le duo Nathalie et Georges-Philippe a cédé presque tout son stand, dont un Tir historique de Niki de Saint Phalle « plus cher que l'œuvre de la collection Renault », dont il a fait l'acquisition, la semaine dernière chez Christie's. La Foire de Bâle a encore de beaux jours devant elle. Son autre atout majeur : la section Unlited avec ses œuvres XXL, comme la fresque de Keith Haring, 18 panneaux (d'un ensemble de 30) à 22 millions de dollars (chez Gladstone et Martos) ou l'installation gigantesque de fil rouge de Chiharu Shiota à 600 000 euros (Templon). L'artiste japonaise aura les honneurs du Grand Palais en décembre prochain. ■

Art Basel, à Bâle (Suisse), jusqu'au 16 juin.
www.artbasel.com

Le monde à l'envers à la Fondation Beyeler

Valérie Duponchelle
Envoyée spéciale à Bâle

La Fondation Beyeler est en pleine métamorphose et le paisible village de Riehen, aux portes de Bâle, change déjà d'échelle, derrière ses haies bien taillées et ses petites rues paisibles comme la Suisse. Concrètement, avec le projet de l'architecte suisse Peter Zumthor qui va créer un nouveau bâtiment, aussi monolithique et puissant que celui de l'architecte italien Renzo Piano est aérien et naueux. En attendant l'inauguration de cet univers double qui veut s'ancrer dans le XXI^e siècle pour regarder l'avenir - « pas avant 2026 », nous dit-on -, la Fondation Beyeler dont « l'objectif est de réunir l'art et le public », au sens le plus large, a entamé sa mue. Elle se traduit très physiquement par les bataillons de papillons qui éclatent, jour après jour, dans le jardin empoisonné de Precious Okoyomon, 30 ans, qui cultive, dans une serre posée dans le jardin de la Fondation Beyeler, à mi-chemin des deux bâtiments, le paradoxe de la beauté, éphémère, trompeuse, mortelle, éternelle.

Aujourd'hui, l'exposition s'appelle « Dance With Daemons ». Demain, elle s'appellera « Cloud Chronicles ». Ou

« Home of a Stranger ». Ou « Ghost Dreams ». Ou « Melting Mirrors ». Au moins 15 titres successifs, alternatifs, jusqu'au 11 août et son titre ultime, « Summer Is Over ». Le message est clair : rien ne se perd, rien ne se crée (ou presque), tout se transforme. Cette exposition évolutive de fond et de forme est le trait d'union entre le passé glorieux de la Fondation Beyeler, créée en 1997 par le grand œil de l'art moderne, feu Ernst Beyeler, souvent citée comme la musée préféré des amateurs d'art, et son double très contemporain qui devra vivre avec le présent.

Elle est le fruit d'une collaboration avec la Fondation Luma, à Arles, Precious Okoyomon, artiste et poète britannique d'origine nigériane, vit et travaille à New York et s'est fait remarquer par son petit jardin du pavillon du Nigeria de la 60^e Biennale de Venise. Elle fait partie du think-tank conçu depuis deux ans par le directeur de la Fondation, Sam Keller, avec les pros de l'art Mouna Mekouar, Isabela Mora et Hans Ulrich Obrist, et les artistes stars Philippe Parreno et Tino Sehgal, pour réinventer la notion de « group show » et rafraîchir les codes de l'accolage.

Et ça déménage ! Au sortir de la serre aux fleurs empoisonnées et au bébé hurlleur de Precious Okoyomon, c'est le ciel même de cette douce campagne

bien rangée qui est saisi au vol sur un immense écran LED par l'artiste des illusions, Dominique Gonzalez-Foerster. Puis c'est la tour climatique de Philippe Parreno, *Membrane*, qui traduit en mouvements énigmatiques les variations de l'atmosphère, comme si l'univers était une énorme machine. Plus poétique, plus harmonieuse, plus efficace, le brouillard savamment sculpté par l'artiste japonaise des nuées Fujiko Nakaya, 91 ans, renvoie de façon subliminale aux effets de théâtre, aux *Nymphéas* de Monet et au bassin d'eau verte devant la Fondation, dans lequel Philippe Parreno a niché son installation sonore qui crée de subtiles vibrations concentriques à la surface. D'ordinaire, ce léger tremblement de l'eau répond à Monet au cœur de la matière, sans faire d'histoires, jouant sur l'harmonie au-delà des siècles, créant un pacte de la beauté entre les artistes et les générations.

Les chefs-d'œuvre sens dessus dessous

Mais cette fois, tous les usages sont bousculés. Les chefs-d'œuvre de la Fondation Beyeler ne sont plus à leur place d'honneur. Ils sont même sens dessus dessous, comme si la Fondation n'était qu'un grand atelier d'artiste où celui-ci, maître du geste, fait ce que bon lui semble. Sous l'impulsion de Tino Sehgal, la



Le brouillard savamment sculpté par l'artiste japonaise des nuées Fujiko Nakaya, *Untitled* (2024).

première salle est un choc visuel avec un arc de tableaux de l'Américain Ellsworth Kelly, accrochés renversés, pour plonger vers un précipice Malevitch. Dans la salle suivante, c'est l'écorché vif Van Gogh accolé au peintre suisse Ferdinand Hodler, puis au photographe allemand Wolfgang Tillmans pour créer un horizon ou un paysage éternel. Dans la salle suivante, Mondrian, entre abstraction et paysage, côtoie Kandinsky qui épouse à son tour le glorieux Mondrian géométrique, puis l'*Homage to the Square* de Josef Albers, puis les mouettes argentées de Roni Horn. Pas de cartels, pas de noms

pour guider le visiteur, juste une confrontation directe à l'art d'hier et d'aujourd'hui.

Le public d'Art Basel est partagé. Les aime cette audace, cette fraîcheur, cette aventure de l'œil. Les autres sont en colère de voir les chefs-d'œuvre si fragiles bouger de leurs trônes, voir bouger tout court au fil des heures avec les équipes techniques devenues des performeurs d'un accrochage en mouvement. Le débat, vif, animait le TGV de retour vers Paris. ■

« All My Love Spilling Over », à la Fondation Beyeler, Bâle (Suisse), jusqu'au 11 août.

Cette année, le 48^e Festival d'Annecy a montré que le cinéma d'animation était plus que jamais costaud sur ses ergots. Dans les salles bondées, les festivaliers se sont emparés avec joie des « rituels » instaurés par leurs aînés au fil des décennies. Par exemple, la coutume veut qu'avant chaque séance les spectateurs se mettent « en mode avion » de manière littérale. Des dizaines d'aéronefs en papier volettent vers la scène. Les traditionnels bruits de bouche en forme de « pop » qui parcourent la salle avant le lancement du film ont aussi repris de plus belle, sans oublier de crier « Lapin ! » à chaque apparition d'un garenne aux longues oreilles dans le clip de présentation.

Cette année, Michel Hazanavicius (*The Artist*, OSS 117...) a inauguré avec solennité le festival avec *La Plus Précieuse des marchandises*, son premier film d'animation, adapté du livre pour enfants de Jean-Claude Grumberg (sortie le 20 novembre). Ce long-métrage sensible évoquant la Shoah par le biais du conte a auparavant concouru pour la palme au dernier Festival de Cannes.

Le délégué artistique d'Annecy, Marcel Jean, qui préside aux destinées du festival depuis douze ans, précise, avec son accent québécois : « On s'aperçoit ainsi que l'animation devient de plus en plus incontournable depuis quelques années. Nous n'allons pas nous plaindre que Cannes, le "Annecy de la prise de vue réelle" (rires), s'intéresse de manière accrue à notre secteur. Nombreuses sont les tentatives d'appeler l'animation à la rescousse pour endiguer la désaffection du public en salle, phénomène qui s'est d'ailleurs accéléré depuis la pandémie. »

Ainsi, le Festival du film d'animation d'Annecy devient une sorte de rendez-vous indispensable où les professionnels de l'animation présentent des productions de plus en plus ambitieuses. « Beaucoup de gens dans l'industrie du cinéma, distributeurs, exploitants, croient que l'animation a un rôle à jouer dans le retour du public en salle », analyse Marcel Jean. Bien sûr, on peut toujours découvrir des bijoux d'animation, tels *Slocum et moi* (sortie 29 janvier 2025), le dernier film de Jean-François Laguionie (*Le Château des singes*, *La Demoiselle et le Violoncel-*



Le Festival d'Annecy très animé par les stars

Olivier Delcroix Envoyé spécial à Annecy

Terry Gilliam, Wes Anderson, Olivia Ruiz... La 48^e édition a attiré beaucoup de personnalités extérieures à l'animation. Un signe de bonne santé.

liste...) qui raconte comment un enfant observe ses parents construire la réplique du navire de Joshua Slocum dans son jardin, sur les bords de Marne dans les années 1950.

On peut aussi assister à l'avant-première d'*Angelo dans la forêt mystérieuse* (sortie le 23 octobre), le nouveau film drôle et décalé de Vincent Paronnaud,

mettant en scène un enfant qui profite d'un voyage chez sa grand-mère adorée victime d'un malaise pour s'inventer une aventure d'explorateur dans un monde imaginaire n'ayant rien à envier aux *Gardiens de la galaxie*. Sans oublier une flopée de courts-métrages expérimentaux ou des films d'auteur issus de productions indépendantes.

À ce titre, les festivaliers ont pu s'émerveiller devant *Flow* (en salle le 30 octobre), du Letton Gints Zilbalodis (*Away*). Déjà projeté à Cannes à Un certain regard, ce surprenant chef-d'œuvre sensoriel et très immersif raconte comment un chat se réveille dans un univers envahi par l'eau, alors que toute présence humaine semble avoir

Les festivaliers ont pu s'émerveiller devant *Flow* du Letton Gints Zilbalodis. Ce film surprenant et immersif est un chef-d'œuvre sensoriel.

UFO DISTRIBUTION

disparu de la surface de la planète. Parabole marquante qu'on pourrait croire postapocalyptique, ce film onirique a conquis les spectateurs, qui lui ont réservé un triomphe. « *Flow* est un film à voir absolument en salle, reconnaît le délégué artistique du festival. Ce n'est pas un film de plateforme ou de téléviseur. C'est un film de grand écran. Comme le sont *Vice-versa 2* chez Disney, *Moi, moche et méchant 4*, ou *Sauvages*, de Claude Barras, qui sort le 16 octobre au cinéma. »

« Une grande famille »

Ce que constate surtout Marcel Jean, cette année, « c'est la venue massive de célébrités extérieures au monde de l'animation. De l'ex-Monty Python Terry Gilliam à Wes Anderson, en passant par Alain Chabat, venu présenter sa série animée *Idéfix*, Olivia Ruiz, qui a défendu *Hola Frida* sur l'enfance de Frida Kahlo, Richard Curtis, Zack Snyder, Andy Serkis, qui s'est déplacé pour défendre le nouveau projet autour du Seigneur des anneaux de la Warner, ou encore le grand couturier Jean Paul Gaultier, qui se lance dans l'animation avec le studio belge nWave, tous ces très gros noms qui débarquent à Annecy prouvent que quelque chose est en train de changer. Nous n'avions jamais vu une telle brochette de personnalités au festival. »

Claude Barras, réalisateur de *Ma vie de courgette*, dont c'est la dixième participation à Annecy, ajoute : « Même si le festival a beaucoup grandi au fil des ans, il représente une grande famille, dit-il. L'esprit reste très convivial. Pour des réalisateurs comme nous, qui fonctionnons un peu à la manière de nomades dans la forêt, Annecy est un point d'ancrage annuel qui permet de se retrouver, de se donner des nouvelles et de rencontrer de nouvelles têtes. C'est aussi réjouissant qu'enrichissant... » ■

Panthéon : faites entrer les paralympiques !

Claire Bommelaer

Une exposition raconte l'histoire de ces jeux, qui impliquent aujourd'hui 4 400 athlètes et 22 disciplines.

Lieu choisi pour sa symbolique, le Panthéon accueille une exposition sur l'histoire des paralympiques, thème alléchant et dans l'air du temps. « L'enjeu est de mettre le processus d'intégration progressive des athlètes et l'évolution des discours et images liés à ces pratiques », expliquent Anne Marcellini et Sylvain Ferez, les deux commissaires. En un sens, toute l'évolution dont parlent ces derniers est contenue dans les deux fauteuils présentés. Le premier, à large siège en cuir, est un vélo fauteuil des années 1920, peu maniable. Le second, contemporain, à grandes roues, est léger et fuselé. Entre les deux objets, la pratique des paraspports aura basculé du pittoresque à la performance.

On trouve trace de compétitions pour handicapés dès la fin du XIX^e siècle, avec des blessés ou mutilés de guerre. « Course des jambes de bois » en 1894 ou des mutilés en 1920 à l'hippodrome de Longchamp, ces rencontres accompagnent l'avènement de l'olympisme, tout en restant en marge. Il faut attendre 1948 et l'expérience d'un médecin allemand installé en Angleterre pour qu'une régularité dans les rencontres s'impose. Organisés au sein d'un hôpital, les jeux de Stoke Mandeville rassemblent des personnes en fauteuil roulant et creusent le sillon d'un sport autrement.

Douze ans après leur lancement, ces jeux sont présentés en même temps que les JO de Rome, avant d'être intégrés dans l'organisation internationale à la fin des années 1980. Derrière cette montée en puissance, toute une organisation se met en place, avec des fédérations dédiées, l'ouverture à des disciplines de plus en plus nombreuses, sur

fond de poussée des handicapés pour prendre leur juste place. Pari réussi : à partir du 28 août, Paris en attend 4 400. « Cette histoire est faite de revendications pour le droit à la différence, et de sa reconnaissance par la société », juge Ludvine Munos, triple médaillée de natation et responsable de l'intégration paralympique au Cjopj Paris 2024.

Sursaut d'admiration

La dernière partie de l'exposition, intitulée « grand spectacle de la fierté », met en exergue Charles-Antoine Kouakou, para-athlète déficient mental et multimedailleur. À côté de l'affiche montrant un sportif éblouissant, se trouvent deux poupées Barbie championnes de paraski et paracyclisme. CQFD. Percus au départ comme des phénomènes de foire, les athlètes sont désormais partie intégrante du grand sport et donnent lieu à l'émergence de figures sportives, le Sud-Africain Oscar Pistorius en tête. Ils engendrent un nouvel imaginaire - celui d'un homme ou d'une femme non pas empêché(e) mais augmenté(e) -, comme en témoignent les prothèses ultratechniques montrées au grand jour. Qui n'a pas éprouvé un sursaut d'admiration face à un sportif handicapé vainqueur non seulement de son épreuve, mais aussi de son corps ? « Aujourd'hui, on a basculé dans une logique sportive et d'égalité des chances. Lors des compétitions, c'est moins la déficience qui est mise en avant que la capacité des sportifs à faire », poursuit Sylvain Ferez.

« Histoires paralympiques. De l'intégration sportive à l'inclusion sociale (1948-2024) », au Panthéon (Paris 5^e), jusqu'au 29 septembre, www.paris-pantheon.fr

MG
MUSÉE GRANET
AIX-EN-PROVENCE

JEAN DARET
PEINTRE DU ROI
EN PROVENCE

15 juin
>
29 septembre 2024

Exp'osition
d'œuvres
nationales
et régionales

LE FIGARO

laProvence.

cirp

RÉGION
SUD
PACA

AIX
en
Provence

DANS L'ATTENTE DU REDÉMARRAGE

Dans un contexte d'incertitudes économiques et politiques, Loïc Cantin, le président de la FNAIM, fait un tour d'horizon de l'activité des marchés de l'immobilier et présente ses propositions. Par Olivier Marin [@OlivierMarin](#)

Le Club



Loïc Cantin, président de la FNAIM

A la lumière du baromètre de la FNAIM, son président Loïc Cantin dresse le constat suivant : « Les ventes sont en chute de 23 % à fin mars sur 12 mois glissants avec 822 000 actes signés. Pour mémoire, nous étions encore à 869 000 ventes en décembre 2023. L'ensemble du territoire métropolitain est concerné. On note, toutefois, un ralentissement de la baisse, un plancher pourrait être atteint cette année avec 800 000 transactions. Côté prix, la baisse s'est généralisée. En un an, les prix, en moyenne au niveau national, sont en recul : - 3,8 %. Il s'agit de la plus forte chute depuis 15 ans. Amorcée dans les grandes villes, elle s'est progressivement étendue à l'ensemble du territoire. En fonction de

l'évolution des taux d'intérêt, la baisse pourrait osciller entre -5 et -7 % cette année 2024. ». La capitale est particulièrement touchée. « A Paris, l'érosion des prix est supérieure à la moyenne : - 7,7 % en un an et - 14 % depuis la crise sanitaire. La chute est particulièrement importante dans les arrondissements périphériques qui avaient vu leurs tarifs fortement augmenter après le confinement. » ajoute Loïc Cantin. Au rayon des bonnes nouvelles, l'amélioration du

La politique du logement, la clé de la sortie de crise


« La crise de l'immobilier ne pourra se résoudre qu'avec une politique volontariste des pouvoirs publics. Certaines des actions dans lesquelles la FNAIM a été partie prenante ont été entendues, à l'image du Projet de loi « habitat dégradé ». L'amendement permettant d'assurer que les votes en assemblée générale ne puissent pas engager de lourds travaux de rénovation sans l'accord d'une majorité des copropriétaires a été ainsi adopté. En attendant les résultats des prochaines échéances électorales, et les orientations politiques ; la FNAIM maintient ses principales propositions : Tout d'abord, réactiver la portabilité des prêts qui a fait l'objet d'une proposition de loi portée par le député Damien Adam. « Certaines banques pratiquent encore la portabilité de manière discrète, mais nous estimons que le droit bancaire doit pouvoir s'appliquer pour tous. La portabilité ne serait possible que durant les 5 ou 7 premières années de remboursement, ce qui correspond au délai moyen de rotation du parc immobilier en France. Nous proposons de redonner aux

banques, la liberté d'apprécier leur notion du risque ; ce qu'elles ont toujours su faire avec prudence et discernement. » précise Loïc Cantin.

Redonner confiance

Autre mesure souhaitée par la Fédération pour redonner confiance : suspendre durant un an les normes du HCSF (Haut Comité à la stabilité financière). « Les normes du HCSF sont devenues contraignantes à partir de 2022. Elles limitent à 35 % le ratio d'endettement, à 25 ans (exceptionnellement 27 ans sous conditions de travaux) la durée de remboursement et interdisent le calcul différentiel pour intégrer les loyers dans le taux d'endettement. La possibilité de déroger à ces règles pour 20 % des dossiers est insuffisante pour relancer la production de crédits. » souligne le président de la FNAIM. Dans la même lignée, pour avoir davantage de visibilité, la FNAIM suggère de mettre en place un dispositif d'investissement pour les bailleurs privés : « Investir aujourd'hui ; défiscaliser demain ». « Loïc Cantin, détaille : « Ce dispositif prendrait une forme inédite, en instaurant une exonération d'impôts sur les revenus locatifs pendant une période de 10 ans, limitée à une tranche fiscale à définir et à un maximum de 2 logements par foyer, après une période de détention de 10 ans en location nue. Cette exonération serait étendue à 15 ans en cas d'acquisition dans le neuf ou réalisation de travaux énergétiques conséquents. Une mesure à même de restaurer la confiance des bailleurs. ». Si les regards sont tournés vers les élections législatives, le président de la FNAIM se veut résolument optimiste. « Je suis confiant, combattant, et déterminé. »

À retrouver en vidéo sur : immobilier.lefigaro.fr



LES CLÉS DE LA VILLE
LES COULISSES DE L'IMMOBILIER
FIGARO immobilier radio immo

Montauban Avril



Paris Mai

Grenoble Juin

Nantes Juillet

Immobilier, architecture, patrimoine, urbanisme, politique du logement... Chaque mois, l'émission Les Clés de la Ville explore un territoire, donne la parole aux élus locaux et aux acteurs de la ville de demain.

Disponible en podcast et en vidéo sur immobilier.lefigaro.fr & radio-immo.fr

Avec la participation de   






BARNES | Nue-Propriété

INTERNATIONAL REALTY

NUE-PROPRIÉTÉ
VENTE À TERME – VIAGER

Pionnier et leader, BARNES Nue-Propriété a réalisé ces 5 dernières années plus de 150 transactions d'envergure.

À Paris, sur la Côte d'Azur ou dans les Alpes, nous recherchons des biens à vendre occupés. Nos acquéreurs fortunés et institutionnels souhaitent investir sans condition suspensive de prêt.

BARNES Nue-Propriété
81 avenue Kléber | 75116 Paris
01 55 61 40 27 | viager@barnes-international.com
barnes-international.com

RCI-Jeux

[illegible]

Les sanglots longs des vestiges antiques de l'Irak

Simon Cherner

Une plongée au cœur de la renaissance des fouilles archéologiques en Mésopotamie, après des années d'insécurité et le choc de Daech.

L'archéologie de l'Orient ancien se départ de ses grains de sable. Après l'invasion de l'Irak, les guerres civiles et la déferlante de l'État islamique, un vent d'accalmie souffle le long du Tigre et de l'Euphrate. Utile aux re-constructions, ce retour fragile de la paix est également propice à la résurrection des missions de recherches archéologiques, domestiques et internationales.

Le réalisateur Olivier Julien documente ce retour des spécialistes en Mésopotamie, des terres assyriennes du nord au delta sumérien du sud. Revenir en ces régions, c'est s'aventurer après le déluge. C'est naviguer entre horreur et délice, des ruines de Mossoul aux cités millénaires mangées par le désert. La « redécouverte des trésors d'Irak » promise par le titre du documentaire est moins celle du spectateur que des acteurs de l'archéologie locale. Elle s'incarne en d'amères retrouvailles entre des professionnels attentifs et leurs ves-

tiges convalescents. Au musée de Mossoul, la reconstitution patiente de statues de dignitaires et de taureaux ailés défigurés au marteau-piqueur occupe des contingents de conservateurs et de restaurateurs aux visages fermés. Quelques kilomètres plus loin, l'archéologue Pascal Butterlin parcourt le cœur serré le site de Khorsabad, transformé en champ de bataille entre djihadistes et pechmegas. Des fortifications abandonnées aménagées au bulldozer coupent désormais l'immense palais impérial de 50 000 m² étudié par l'équipe française.

Dividendes de la paix

Cela aurait pu être pire. Si l'iconoclasme fondamentaliste a déchiré le visage des idoles et des rois de Ninive, la face grêlée de sites méridionaux, tels que la cité de Larsa, est à mettre sur le compte de décennies de pillages. Ce commerce des antiquités a prospéré sur la même instabilité régionale qui a refoulé aux calendes grecques la fouille des merveilles antédiluviennes, des premières



Vestiges des portes de l'ancienne Ninive, à Mossoul. GEDEON PROGRAMMES

ciétés et des premiers royaumes de ce berceau des civilisations.

Passé le choc de Daech, la renaissance, depuis 2019, de l'archéologie en Irak connaît aussi des moments de grâce. À Mossoul, le nettoyage minutieux des portes reconstituées de l'ancienne Ninive, dynamitées par l'État islamique, a réservé de belles surprises aux chercheurs locaux. Une arche historique a été retrouvée intacte sous les décombres de l'un des fac-similés monumentaux des années 1960. Ailleurs, les archéologues irakiens ont fait encore mieux, en exhumant des stèles remar-

quables ornées de cohortes d'archers, en formation aux pieds de montagnes. Ces décors, qui n'auraient pas été découverts sans les dévastations islamistes, étaient enfouis sous une couche de destructions datant de 612 avant notre ère - lors de la prise de Ninive par les Néobabyloniens. Un étourdissant télescopage de conflits à travers le milléfeuille des millénaires.

Dans le reste du pays, plus de cinquante missions internationales ont réinvesti les innombrables sites historiques, pour la plupart encore largement inexplorés. Épaulees des dernières technologies de pointe, de la photogrammétrie aux relevés géophysiques, les équipes doivent enfin lutter contre une

ultime adversité. Les conséquences du changement climatique. Des serres sa-bleuses soufflées de la péninsule arabe entaillent les cités sumériennes de Lagash et de Larsa. Difficile d'imaginer ces deux anciennes perles du delta du Tigre et de l'Euphrate, l'une jadis bercée de marais et l'autre traversée de canaux, s'élever au milieu des plaines arides où se débattent aujourd'hui les archéologues. L'étude au long cours de ces Eden perdus est aussi un des dividendes de la paix. ■

« Mésopotamie, la redécouverte des trésors d'Irak »
Samedi à 20 h 50, sur Arte
Notre avis : ●●●●

Julie Andrieu : « Montaigne aimait la cuisine allemande »

Propos recueillis par Emmanuelle Litaud

L'animatrice, spécialiste de gastronomie, s'invite à la table du célèbre penseur de la Renaissance.

Après avoir exploré les goûts culinaires de Georges Clemenceau en Vendée, Julie Andrieu se rend cette fois dans le Périgord et nous transporte au XVI^e siècle.

LE FIGARO. - Pourquoi avoir choisi de vous intéresser à la cuisine de Michel de Montaigne ?

Julie ANDRIEU. - Parce qu'il est l'un des philosophes les plus transgressifs et les plus modernes de son temps. Et c'est une figure emblématique du Sud-Ouest, où je réside une partie de l'année, que j'aime beaucoup. C'était l'occasion de faire découvrir le personnage et les recettes de la région.

Les recherches concernant ses goûts ont-elles été plus difficiles que pour d'autres personnalités ?

Oui, mais, heureusement, il a laissé beaucoup de traces de son quotidien en écrivant, notamment dans ses *Essais*, sur ses voyages, sur ses goûts, sur les plats qu'il dégustait. C'est amusant, car il explique qu'il préfère la cuisine allemande à la cuisine italienne, mais aussi le vin allemand... Les standards ont changé depuis !

Vous avez tourné dans son château...

Nous avons pu filmer dans son bureau et sa bibliothèque même si, évidemment, il ne reste plus rien du mobilier d'époque. Mais il y a quand même des

traces, notamment les maximes qu'il avait fait écrire au plafond. C'est un lieu émouvant chargé de mémoire.

Qu'est-ce qui vous a étonnée dans le menu que vous avez préparé ?

Nous avons fait en dessert un blanc-manger à base de poulet, un plat emblématique de la Renaissance. Nous avons aussi cuisiné de la lamproie. Incontournable dans la région, ce poisson, avec sa chair très fine, était alors très prisé. Mais il est tellement laid - il existait déjà à la préhistoire - qu'on a perdu l'habitude de le cuisiner !

Quels autres personnages historiques ou marquants aimeriez-vous traiter ?

Ils sont si nombreux. Nous avons assez envie d'aller de Molière à Lino Ventura parce que, ce qui nous intéresse, ce n'est pas tant dans quelle catégorie se classe le personnage ou à quelle époque il a vécu, mais surtout son goût instinctif et sincère de la cuisine.

Vos émissions sur le potager vont-elles continuer ?

Pour l'instant, il n'y a pas de commandes de la chaîne. Et puis, comme je suis partie en Italie, je suis déjà sur d'autres fronts. J'aimerais que Lola, la maraichère qui m'accompagne, continue à faire des émissions, donc on est en train de réfléchir à un projet.

Pourquoi avez-vous décidé de vous installer à Rome ?

J'ai toujours eu besoin de changer d'air et de paysage. Cela faisait longtemps que je rêvais de l'Italie, car ce pays concilie un peu tout ce que j'aime : le patrimoine, la culture, la cuisine, la météo... Et tout cela sans aller trop loin non plus parce que mon mari continue à travailler en France, il faut maintenir l'équilibre familial. J'en profite pour développer un projet professionnel plutôt à destination du digital et des plateformes. ■

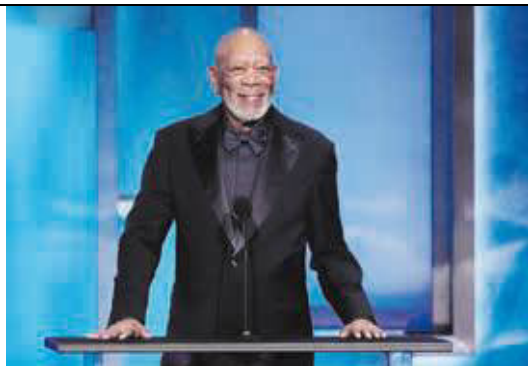
« À la table de Montaigne »
Samedi à 15 h 35, sur France 3
Notre avis : ●●●●

PLEIN ÉCRAN

Premier-né des festivals de télévision - son avènement remonte à 1961, trois ans avant la création, en France, de l'ORTF, et quelque soixante ans avant l'émergence des plateformes de streaming -, le Festival de télévision de Monte-Carlo, placé depuis 1988 sous la présidence d'honneur du prince Albert II de Monaco, est toujours fringant. Du moins nous l'assure-t-on.

La 63^e édition, inaugurée en grande pompe ce vendredi 14 juin au Forum Grimaldi, s'achève mardi prochain. Quatre jours durant lesquels, en fidélité au concept d'origine, se succèdent projections, avant-premières, remises de prix, dont les prestigieuses nymphes, décernées cette année à Morgan Freeman, à Olivier Marchal et à la jeune héroïne de *La Chronique de Bridgerton*, Simone Ashley. Mais aussi des rencontres avec le public, avec le jury de la compétition, présidé par David Boreanaz, protagoniste, souvenons-nous, de la série policière à succès *Bones*, avec les journalistes et avec les professionnels.

La question se pose tout de même de la place de ce festival, dans un paysage où la concurrence s'est accrue ces dernières années, avec la prospérité joyeuse de La Rochelle, la montée en puissance de Séries Mania à Lille et la création de Canneséries. Comme celui de Luchon, dont



CHRIS RIZZO/OLAP PHOTO

L'acteur Morgan Freeman recevra, cette année, la nymphe de cristal pour l'ensemble de sa carrière.

on sait les difficultés à maintenir la tête hors de l'eau, sans parler de ses récentes dérives financières, le festival monégasque est-il en passe de disparaître ? D'aucuns le pensent, arguant du relatif assèchement du programme, d'une fréquentation moindre, d'un public vieillissant et de la difficulté grandissante des organisateurs à attirer les stars.

« Une ouverture au monde »

La réponse du vice-président délégué, Laurent Puons, lors de la dernière conférence de presse est sans équivoque. « Cette édition sera à mon sens une des plus riches et des plus belles que nous ayons connues, estime-t-il. On doit cela au travail mené en amont par l'équipe, à la fultitude de productions nouvelles, en provenance d'Europe, des États-Unis et d'ailleurs, ainsi qu'aux bons alignements des agendas, la grande difficulté restant la disponibilité des invités. » Et d'ajouter : « Il faut être visionnaire, savoir faire des choix éditoriaux, s'adapter à cette industrie qui est en constante évolution et savoir anticiper. » S'agissant des neuf séries sélectionnées pour la compétition officielle, peut-on parler de vision ? « Il

s'agit d'œuvres de qualité destinées à un public large, une ouverture au monde toujours plus vaste, des histoires fortes », affirme Laurent Puons.

Cette année, c'est avec la minisérie *The Gray House*, qui creuse le sillon des westerns sociéto-historiques dans le goût de 1923 et de *Yellowstone*, que le festival s'est ouvert. Une œuvre forte, coproduite par Morgan Freeman et Kevin Costner. Elle est signée Roland Joffé, rien de moins. Monte-Carlo, ce ne sont donc pas que NCIS, FBI et les mille autres références du ventre mou sériel en diffusion sur les networks. C'est aussi la seule participation à un événement européen de l'équipe de la mythique *Petite maison dans la prairie*, à l'occasion des 50 ans de la série. Oui, déjà 50 ans !

Outre la venue de la star oscarisée de 87 ans, Morgan Freeman, signaux des stars de soap opera cultes américains, qui s'affichent ensemble le temps d'une soirée. Quant à la catégorie « actualités », spécialisée dans le grand reportage, elle participe aussi à l'identité du festival. Certes il y a du moyen, du grand (et bon) public, du très classique aussi. Avec la série israélienne *Night Therapy*, la production française *Alone at Sea* ou l'anglaise *The Gathering*, il y a même du très, très bon. ■

Pleins feux sur le 63^e Festival de télévision de Monte-Carlo

Julia Baudin

La manifestation, marquée par la venue de Morgan Freeman, trouve ses marques entre classico-classique, quête de la perle rare et rassemblement populaire.

Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV MagÉPHÉMÉRIDE Ste-Germaine
Soleil : Lever 05h46 - Coucher 21h56 - Lune croissante

TF1

21.10
Mask Singer
Divertissement

Prés. : Camille Combal. 2h15. Inédit. Les enquêtes continuent. Après l'apparition de Gloria Gaynor, le jury a dû retoucher ses manches pour tenter de découvrir les personnalités se cachant derrière les costumes de la Perruque ainsi que du Robolapin.

23.25 Mask Singer, l'enquête continue. Divertissement. Inédit.

CANAL+

21.05
Rugby : Top 14
Sport

Barrage d'accès aux demi-finales. Toulon - La Rochelle. En direct. Les joueurs du RCT vont tenter de prendre le dessus sur le Stade Rochelais dans ce premier match de barrage d'accès aux demi-finales.

23.02 Canal Rugby Club le débrief.

G8

19.40 La folle du camping-car. Doc.

21.08 Soleil rouge
Film. Western. Fra/Ita/Sp. 1971. Réal. : Terence Young. 2h05. Avec Charles Bronson, Alain Delon. Aux États-Unis, en 1870, une course-poursuite s'organise autour d'un sabre de samouraï de grande valeur, dérobé par une bande de hors-la-loi.

23.18 Enquête sous haute tension.

france.5

20.04 C l'hebdo la suite. Talk-show.

20.59 Échappées belles
Magazine. 1h30. Andorre, une Principauté à vivre. Inédit. Très connue pour ses nombreuses boutiques de produits détachés, la principauté d'Andorre regorge en réalité de trésors naturels bien plus précieux.

22.29 Échappées belles. Magazine. L'Occitanie, de ferme en ferme.

france.2

21.10
Qui restera
dans la lumière ?

Jeu
Prés. : Bruno Guillon. 2h11. Ce quiz de culture générale est doté d'un dispositif visuel spectaculaire. Sur la ligne de départ, cent candidats sont prêts à en découdre pour prouver qu'ils sont plus brillants que les autres, et gagner jusqu'à 100 000 euros.

23.24 Quelle époque ! Talk-show.

arte

20.50
Mésopotamie, la redécouverte des trésors d'Irak
Documentaire

Fra. 2023. 1h35. Inédit. Depuis 2019, des dizaines d'équipes ont repris les fouilles dans la région de Mossoul sur les sites de villes bâties par les civilisations sumérienne et assyrienne.

22.25 Les métropoles du Néolithique.

W9

17.10 La petite histoire de France.

21.10 La petite histoire de France
Série. Humoristique. Fra. Avec Maxime Gasteuil, Alexandra Roth, Ophélie Kolb. Tout le monde connaît Jeanne d'Arc, Louis XIV et Napoléon. Leurs cousins, en revanche, ne sont pas entrés dans l'histoire.

23.00 La petite histoire de France.

RMC

20.10 Alaska : La ruée vers l'or. Doc.

21.10 Filc story
Doc. Fra. 2023. 1h30. Gendarmerie en région lyonnaise 2. Dans le département de l'Ain, à une demi-heure de Lyon, les forces de l'ordre recensent 64 crimes et délits chaque jour : le PSIG est sans cesse sollicité.

22.40 100 jours avec la police des Ardennes. Documentaire.

france.3

21.10
Meurtres à...
Série. Policière

Fra/Belg. 2021. Saison 9. Avec Stéphane Plaza. 2 épisodes. Pour la première fois depuis un an, Manon retourne à Figeac pour un bref séjour. Après la disparition d'Alexandre, son mari, dans un accident de la route, elle a préféré s'installer à Toulouse et poursuivre son activité de lieutenant.

00.18 Le Rouge et le Noir. Ballet.

6

20.50
Football : Euro 2024
Sport

1^{re} journée. Groupe B : Italie - Albanie. En direct. Pour leur entrée dans la compétition, les hommes de Luciano Spalletti ont hérité d'un adversaire a priori inoffensif, l'Albanie.

23.00 100% Euro. En direct.

00.15 NCIS. Série. 2 épisodes.

TMC

19.15 Burger Quiz. Jeu.

21.15 Columbo
Série. Policière. EU. 1978. Saison 7. Avec Peter Falk, Sherry Dandane. Un meurtre à la carte. Le lieutenant Columbo se demande s'il est possible qu'un critique gastronomique réputé ait empoisonné un restaurateur tout aussi connu et respecté.

22.45 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.00 Historiquement Show. Mag.

20.50 Les derniers jours de Toutankhamon
Documentaire. GB. 2019. Réal. : Jamie Simpson. 2h25. 3 épisodes. Grâce aux nouvelles techniques médico-légales, le mystère de la mort de Toutankhamon, le pharaon adolescent, va peut-être enfin être résolu.

23.15 Autopsie royale. Documentaire.

L'essentiel du dimanche

20.50 Football :

Euro 2024

Sport. 1^{re} journée. Groupe C : Serbie - Angleterre. En direct. Prétendant à la victoire finale et favorite des bookmakers, l'Angleterre de Gareth Southgate débute sa campagne européenne face à l'équipe de Serbie, à la Veltins-Arena de Gelsenkirchen.

france.2 21.10 Le test

Film. Comédie. Fra. 2021. Réal. : Emmanuel Poullain-Arnaud. 1h25. Avec Alexandra Lamy, Philippe Katrine. Annie est une épouse et mère comblée. Son mari Laurent et elle sont les parents de quatre enfants. L'harmonie familiale vole en éclats lorsqu'Annie retrouve un test de grossesse positif dans la salle de bains.

france.3 21.10 Les enquêtes de Vera

Série. Policière. GB. 2020. Saison 11. Avec Brenda Blethyn, Kenny Doughty, Jon Morrison. Le témoin idéal. Un entrepreneur d'une soixantaine d'années est retrouvé mort. La victime devait témoigner à charge au procès d'un jeune homme accusé d'agression.

CANAL+ 21.05 Rugby : Top 14

Sport. Barrage d'accès aux demi-finales : Bordeaux-Bègles - Racing 92. En direct. A Bordeaux, l'UBB accueille les Francilien du Racing 92 pour se disputer une place pour les demi-finales. Le vainqueur de cette rencontre se mesurera ensuite le 22 juin prochain au Stade Français Paris.

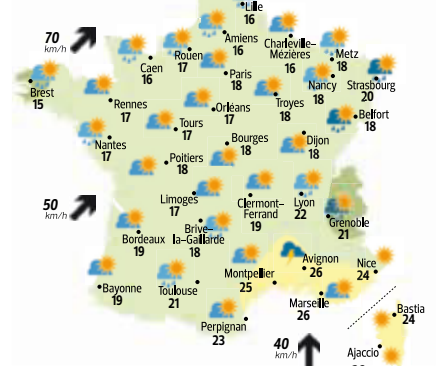
ARTE 21.00 Le Bounty

Film. Aventures. GB/EU/NZ. 1984. Réal. : Roger Donaldson. 2h03. Avec Mel Gibson. En 1787, sur un navire mouillant dans un lagon tahitien paradisiaque, la cruauté du capitaine inflexible et buté pousse son équipage à la mutinerie.

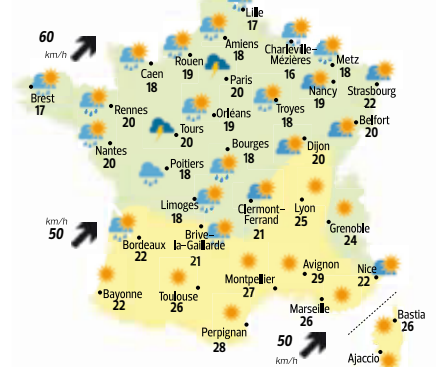
6 21.10 Capital

Magazine. Prés. : Julien Courbet. 2h05. Foires, fêtes et brocantes, les très bonnes affaires des petites villes. Inédit. Une plongée dans les coulisses des fêtes et foires de printemps qui attirent les foules, à Provins, Beauroissant, Amiens ou encore Saint-Jean-de-Beauregard.

SAMEDI



DIMANCHE

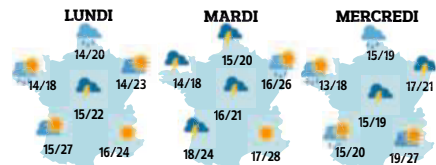


T (en °C)

<10 0 10 20 30 40

LE TEMPS AILLEURS...

| | | | | | |
|------------|-------|-----------|-------|----------|-------|
| ALGER | 22/30 | AMSTERDAM | 12/18 | ATHÈNES | 23/31 |
| BARCELONE | 19/23 | BELGRADE | 14/26 | BERLIN | 14/22 |
| BERNE | 12/19 | BRUXELLES | 11/17 | BUDAPEST | 12/27 |
| COPENHAGUE | 14/16 | DUBLIN | 9/15 | LISBONNE | 15/21 |
| LONDRES | 10/17 | MADRID | 17/28 | PRAGUE | 14/20 |
| RABAT | 20/23 | ROME | 16/29 | TUNIS | 20/38 |

la chaîne météo
Par téléphone : 3201
LIVE 24/24
CANAL+
Sur la chaîne om
GRATUITE
La Chaîne Météo

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6632

HORIZONTALEMENT

1. Mettre au net. - 2. Va trouver une autre place. - 3. En arc brisé. - 4. Carnet de rappel. Installé là. - 5. Quatre pour un train. Éclat de la jeunesse. - 6. Fait l'angle. S'utilisent pour la descente en courant. - 7. Ne se pique plus. Pris une robe toute neuve. - 8. Imprime des tissus. - 9. Il doit son nom à des hommes de plumes. Véhicule d'Apollo. - 10. Prélevées sur la récolte. Naissance et fin de la femme d'Ulysse. - 11. Souche originelle. Terre des bardes. - 12. Ses fleurs blanches embaument les jardins à la fin du printemps.

VERTICALEMENT

1. Vitesses d'exécution. - 2. Restitue des propriétés. - 3. Prend la tête. Préparer une glace. - 4. Premier président du Conseil du royaume d'Italie. Appelle le matelot. - 5. Beau derrière pour une reine. Arrivée de toute urgence. Se rend dans les pays asiatiques. - 6. Dissipent les vapeurs. Ses nappes apportent la désolation. Opèrent en secret. - 7. Grilla la cote. Fit de nombreuses observations. - 8. Fin de film.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6631

HORIZONTALEMENT 1. Isabelle. - 2. Numéraire. - 3. Droniste. - 4. Onu. Neem. - 5. Mûre. Rap. - 6. PM. Drill. - 7. Tec. Osee. - 8. Arabes. - 9. Barree. - 10. Lima. Ska. - 11. Erine. If. - 12. Sensuels. VERTICALEMENT 1. Indomptables. - 2. Surnuméraire. - 3. Amour. Carmin. - 4. Ben. Ed. Brans. - 5. Erin. Rôle. Eu. - 6. Lasérisées. - 7. Lutéales. Kil. - 8. Exemple. Pafs.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



SUDO KU

RCI JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9. Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 4757

FACILE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|--|
| 8 | 2 | 3 | 9 | 6 | 3 | 2 | | |
| | 1 | 4 | 2 | | 6 | | | |
| 1 | | | 6 | 7 | | 8 | 5 | |
| | 6 | 2 | 1 | | 3 | | 4 | |
| 4 | | | 2 | 9 | | 6 | 1 | |
| | 7 | 8 | 6 | | 4 | | | |
| 2 | 3 | | 9 | 5 | | | | |
| | | | 3 | | 1 | 9 | 8 | |

GRILLE 4758

DIFFICILE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|--|--|
| | 2 | 6 | | | | | | |
| | | | 7 | | | 6 | | |
| 1 | | | | 3 | 4 | 7 | | |
| | | 7 | 2 | | 1 | | | |
| 3 | 9 | 5 | 1 | | | | | |
| | | 8 | 6 | | 4 | | | |
| 5 | | | | 9 | 7 | 3 | | |
| | | | 6 | | | 8 | | |
| 9 | 2 | | | | | | | |

GRILLE 4759

DIABOLIQUE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | 1 | | | | | | | |
| | 7 | 9 | | | | | | 3 |
| | | 3 | | 8 | 6 | | | |
| 2 | | | 9 | | | | 4 | |
| | | 6 | | | | | | 7 |
| 7 | | | 8 | | 3 | 9 | | |
| | | 2 | | | | | | |
| 6 | 4 | | | | | | | 2 |
| 5 | 9 | | | | | | | |

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--------------------------|
| A | T | O | U | R | + | J | = | | | | | | | Pièce rapportée |
| R | E | V | U | E | + | T | = | | | | | | | Passer à l'autoclave |
| S | T | E | R | E | + | D | = | | | | | | | Habitat du fennec |
| R | E | F | U | S | + | R | = | | | | | | | Se promener sur la Toile |

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|--|---|---|---|---|---|---|--|
| P | A | R | T | I | T | E | | C | R | E | P | E | R | |
| C | R | O | I | S | E | R | | L | O | U | T | R | E | |
| R | E | P | O | N | S | E | | A | R | R | E | T | E | |
| C | A | B | I | N | E | T | | R | I | M | E | U | R | |
| E | T | A | N | C | H | E | | N | A | R | V | A | L | |

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS
LE MOT À TROUVER EST : NECTAR

Jean-Charles Samuelian, disruption et tradition



PAR
Anne Fulda

Cofondateur d'Alan, une assurance santé 100 % en ligne, ce patron à la tête d'une licorne de la French Tech prône l'horizontalité en entreprise et entend bousculer le système de santé.

On le rencontre dans les locaux de son entreprise, Alan, une licorne française installée quai de Valmy, à Paris, à deux pas de la gare de l'Est, et qui correspond au cliché de la ruche numérique. L'entreprise, peuplée d'employés dont la moyenne d'âge avoisine les 30 ans qui déboulent avec leur tablette numérique en main, est installée dans un immeuble moderne aux grandes baies vitrées. Ce 22 mai, jour de notre rendez-vous, est aussi celui de l'anniversaire de naissance de Charles Aznavour. Alors on demande incidemment à Jean-Charles Samuelian-Werve, si son prénom a quelque chose à voir avec cette icône de la mémoire arménienne, lui dont les

grands-parents arméniens sont arrivés dans les années 1920.

Regard bleu et barbe blonde, le cofondateur et CEO d'Alan qui vient de remporter la consultation organisée par le ministère de la Transition écologique pour assurer la santé de près de 140 000 agents, sourit poliment. Évidemment, l'interprète de *Je m'voyais déjà* n'est pas la référence musicale qui lui vient immédiatement à l'esprit, lui qui écoute plutôt de la musique électronique et de la techno, y compris quand il travaille. «*Debout*», toujours, précise-t-il. Non, explique-t-il, son prénom a avant tout été choisi par ses parents comme le signe d'une «*vraie volonté d'intégration*». «*Mon père s'appelle Jean-Claude, je m'appelle Jean-Charles. On a rejoint un nouveau pays qui a eu la bonté de nous accueillir, un nouveau continent, l'Europe*». Le CEO d'Alan relève cependant volontiers qu'il y a quelque chose en commun entre toutes ces personnes «*dont le nom finit en "ian"*». «*On a tous à peu près les mêmes mythes fondateurs. Mon père me racontait que mon arrière-grand-mère se réveillait la nuit en criant : "Les Turcs arrivent !" On est plein de familles à avoir vécu ça. Et donc ça, ça connecte*». «*Ça*», mais aussi quelques repères immuables. «*Lorsque l'on perd tout, on sait ce qui nous reste. Et ce qui nous reste, ce sont les valeurs de la famille*», mais aussi le travail et la capacité de «*prendre le contrôle de notre destinée. L'un des messages de mon grand-père paternel était : "Faire toujours mieux que la génération précédente"*», cela m'a marqué.

L'autre «*drive*» de ce diplômé de l'École des Ponts ParisTech, né à Marseille, c'est d'avoir grandi - ainsi que sa petite sœur - élevé par deux parents médecins, tous deux psychiatres. Son père



Fou de tech et d'IA, Jean-Charles Samuelian reste attaché à certains symboles de l'ancien monde.

dirigeait la psychiatrie des hôpitaux de Marseille, sa mère, spécialisée dans les troubles alimentaires, était «*un pied dans l'hôpital, un pied dans le privé*». Et l'un et l'autre étaient souvent «*sous tension*», mus par «*un véritable sens de la mission*». «*Quand on est médecin, il y a des gardes, parfois le soir du jour de l'An ou lorsqu'il y a des événements plus dramatiques*», dit-il en se souvenant que ses parents avaient ainsi été mobilisés, en décembre 1994,

dirigeait la psychiatrie des hôpitaux de Marseille, sa mère, spécialisée dans les troubles alimentaires, était «*un pied dans l'hôpital, un pied dans le privé*». Et l'un et l'autre étaient souvent «*sous tension*», mus par «*un véritable sens de la mission*». «*Quand on est médecin, il y a des gardes, parfois le soir du jour de l'An ou lorsqu'il y a des événements plus dramatiques*», dit-il en se souvenant que ses parents avaient ainsi été mobilisés, en décembre 1994,

lors de la prise d'otages par un commando islamiste des passagers du vol Air France en provenance d'Algérie.

Très tôt, Jean-Charles comprend que la santé est «*un sujet crucial*». Mais il ne rêve pas de devenir médecin. De toute façon, comme il a longtemps fait des malaises vagues à la simple vision d'une goutte de sang, cela ne peut pas être une option. Non, très tôt, son truc à lui, c'est l'informatique, qu'il découvre d'abord grâce à l'ordinateur familial. Puis à l'école. Né avec l'essor d'internet, il commence à coder à 12 ans, construit un site internet sur les avions de chasse et prend conscience rapidement que ses connaissances ouvrent des perspectives étonnantes afin de simplifier le système de santé, la complexité de l'administratif. «*Je trouvais absurde que moi, à 14 ans, je sois capable de construire des sites internet et que rien ne soit en ligne dans notre système de santé*», dit cet ancien geek qui assure être toujours «*resté connecté à la réalité*», notamment parce qu'il habitait alors à Marseille, et «*la mer, les calanques*», cela incite à «*vivre pleinement*».

Bac scientifique, classes prépas à Marseille au lycée Thiers, le jeune Jean-Charles intègre ensuite l'École des Ponts ParisTech. Et à tout juste 22 ans, après avoir fait des stages pour comprendre le monde de l'entreprise de l'intérieur, crée sa première entreprise en parallèle de sa dernière année d'études, Explicit. «*On a construit le siège d'avion le plus léger du monde, en composite et en titane, pour les classes éco*». C'est à ce moment que l'un de ses grands-pères tombe malade. «*J'ai compris alors que ma passion, c'était quand même la santé*». Avec une ambition : «*repenser notre système de santé*» et surtout «*permettre un accès aux soins qui soit beaucoup plus facile*». Il contacte alors son ami Charles Gorintin,

connu à l'École des Ponts. Menant une «*une carrière assez phénoménale dans la Silicon Valley*», il est convaincu comme lui «*que la santé va être révolutionnée par l'intelligence artificielle*» (les deux compères se sont d'ailleurs engagés dès 2022 dans la création de Mistral, «*leader d'intelligence artificielle en France*»). «*On est arrivé à la conclusion que c'était un partenaire santé qui prévient, qui donne accès aux soins quotidiennement de la manière la plus efficace, au bon moment, au bon prix et, du coup, qui assure aussi, qui était la meilleure solution*». Alan est né. Un nom choisi en référence notamment au mathématicien Alan Turing, pionnier de l'intelligence artificielle, et à Alan Watts, un philosophe britannique-américain qui a beaucoup écrit sur le bien-être. Les débuts sont chaotiques, le siège de l'entreprise est installé dans un premier temps dans l'appartement de 40 m² de Jean-Charles Samuelian, dans le 5^e arrondissement, les premiers «*pitchs*» à des investisseurs se font sur une table de cuisine. Puis dans un loft en colocation dans le 10^e arrondissement. «*La plupart des gens qu'on a recrutés en 2016, sont encore quasiment tous là*». Il faut dire que les «*Alaners*», comme on appelle ceux qui travaillent chez Alan, bénéficient d'une culture d'entreprise singulière bâtie autour du concept de «*la transparence radicale*». Il s'agit, explicite Jean-Charles Samuelian, qui ne supporte pas l'autorité et «*la tyrannie du meeting*», de «*donner beaucoup de pouvoir aux équipes*» et de les laisser organiser leur temps de travail librement. «*On a supprimé quasiment 98 % des meetings, beaucoup de prises de décision se font à l'écrit, de manière transparente, accessible à tout le monde*». Alan ou l'horizontalité universelle.

« Je trouvais absurde que moi, à 14 ans, je sois capable de construire des sites internet et que rien ne soit en ligne dans notre système de santé »

Jean-Charles Samuelian

Et ça marche : jusqu'à aujourd'hui, se réjouit Samuelian, l'accélération a été constante. «*25 000 entreprises nous ont choisis* (...), on couvre quasiment 550 000 personnes. Dernier succès en date : Alan vient de remporter la consultation organisée par le ministère de la Transition écologique. Jean-Charles Samuelian ne compte pas s'arrêter là. «*On est encore au tout début de l'histoire, aujourd'hui, on est 600 salariés, on opère dans trois pays, mais on n'a pas de limite à nos ambitions*».

Sous des dehors de jeune père de famille tranquille, Jean-Charles Samuelian - installé en Belgique (avec sa femme, politologue, qui s'occupe de l'Académie des futurs leaders, et ses trois enfants) est un drôle de personnage. Fou de tech et d'IA mais attaché à certains symboles de l'ancien monde. Évoluant dans un univers ultra-digitalisé, mais s'attachant à lire tous les soirs, à marcher au moins une heure et demie par jour (l'occasion de passer ses «*calls*») et ne souhaitant «*avoir aucun écran dans sa chambre*». Last but not least, ce patron est progressiste jusque dans sa vie privée. Il porte un nom composé, Samuelian-Werve, parce qu'il a pris une partie du nom de sa femme. «*On a décidé d'adopter nos noms*». ■



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Vaudeville [vo-de-vil'] n. m. Boulevard, surtout pour la gauche.

Le bras de fer entre le président (exclu) des Républicains et ses anciens amis du parti a pu être qualifié de vaudeville. Le mot vient de «*vault de Vire*», sorte de chanson populaire dont, paraît-il, la ville de Normandie s'était fait (avec les andouilles) une spécialité. Portes qui claquent, bureau fermé, double de clés, vociférations, la vie à droite tient en effet du vaudeville. Chaque camp met l'autre en pièces. Ainsi Éric Clotti estime que ceux qui ne le suivent pas sont des veaux (de ville ou de champ). De serviles dévots. Les autres le traitent de vaurien, promettant au vaudevilliste une volée de bois vert. Quant aux adversaires des Républicains, ils suivent le feuilleton, en vaurions vils, regardant la droite partir à vau-l'eau. Justement, ce que vaut (pour la cour et pour la ville) cette stratégie de rupture, l'avenir et le vote des électeurs le diront. Ce qui est sûr, c'est que, même au prix d'un vaudeville, Clotti joue son va-tout. ■

citē
dentelle
mode
calais

**YUIMA
NAKAZATO**

AU-DELÀ
DE LA COUTURE

15 juin 2024
5 janvier 2025